



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

RAPPORT D'EXECUTION AU 31 MARS DU BUDGET DE L'ETAT, GESTION 2025

Loi n° 2024-34 du 12 décembre 2024 portant loi de finances pour la gestion 2025

Mai 2025

SOMMAIRE

DEVELOPPEMENT DES SIGLES	3
LISTE DES TABLEAUX.....	4
LISTE DES GRAPHIQUES	5
I- SITUATION ECONOMIQUE A FIN MARS 2025	10
A- Environnement économique international et régional	10
B- Matières premières et change	12
C- Environnement Économique National	14
II- EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT AU 31 MARS 2025	17
A- Recettes budgétaires	17
A-1- Recettes du budget général	19
A-2- Recettes du Fonds national des Retraites du Bénin (FNRB)	25
A-3- Comptes d'Affectation Spéciale (CAS).....	26
B- Dépenses budgétaires au 31 mars 2025	27
B-1- Dépenses du Budget Général	29
B-2- Dépenses du FNRB	32
B-3- Dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)	33
C- Soldes budgétaires au 31 mars 2025	34
III- SITUATION D'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE AU 31 MARS 2025	34
A- Mobilisation des ressources de trésorerie	34
B- Exécution des charges de trésorerie	35
IV- EXECUTION FINANCIERE SELON LES POLITIQUES PUBLIQUES AU 31 MARS 2025	36
A- Performance financière des programmes budgétaires	36
B- Exécution des dépenses des politiques transversales	37
B-1- Exécution des dépenses sociales prioritaires.....	37
B-2-Exécution des dépenses à sensibilité directe sur le genre	38
B-3-Exécution des dépenses relatives au changement climatique	38
B-4- Exécution des dépenses relatives à l'entretien et à la maintenance des investissements publics	
39	
CONCLUSION.....	40

DEVELOPPEMENT DES SIGLES

ANDF	: Agence nationale du Domaine et du Foncier
CAGD	: Caisse autonome de Gestion de la Dette
CGI	: Code général des Impôts
DGB	: Direction générale du Budget
DGD	: Direction générale des Douanes
DGE	: Direction générale de l'Economie
DGI	: Direction générale des Impôts
DPC	: Direction de la Prévision et de la Conjoncture
DGTCP	: Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique
FMI	: Fonds Monétaire International
FNRB	: Fonds national des Retraites du Bénin
OPEP	: Organisation des pays exportateurs de pétrole
PAC	: Port Autonome de Cotonou
PEM	: Perspectives Economiques Mondiales
PIB	: Produit Intérieur Brut
RAPEX	: Rapport d'Exécution
SIGFP	: Système d'Informations de Gestion des Finances Publiques
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Inflation et croissance économique en 2023, 2024 et 2025 sur le plan international	11
Tableau 2 : Evolution de la campagne agricole de 2024/2025.....	15
Tableau 3 : Indice global du Chiffre d'Affaires (ICA) à fin mars 2025.....	16
Tableau 4 : Dynamique du trafic au Port de Cotonou au premier trimestre 2025.....	17
Tableau 5 : Etat des recettes du budget général au 31 mars 2024 et 2025	19
Tableau 6 : Etat des recettes des régies au 31 mars 2024 et 2025.....	20
Tableau 7 : Point du recouvrement des recettes de la DGD au 31 mars 2025	21
Tableau 8 : Point du recouvrement des recettes de la DGI au 31 mars 2024 et 2025	23
Tableau 9 : Point du recouvrement des recettes de la DGTCP au 31 mars 2024 et 2025	23
Tableau 10 : Point du recouvrement des recettes de l'ANDF au 31 mars 2024 et 2025	25
Tableau 11 : Etat de mobilisation des autres recettes budgétaires au 31 mars 2024 et 2025	25
Tableau 12 : Etat de réalisation des recettes du FNRB au 31 mars 2024.....	27
Tableau 13 : Point des recettes affectées aux Comptes d'Affectation Spéciale au 31 mars 2024 et 2025.....	27
Tableau 14 : Point du niveau d'exécution des dépenses budgétaires base ordonnancement à fin mars 2025	28
Tableau 15 : Evolution des dépenses ordinaires à fin mars 2024 et 2025.....	31
Tableau 16 : Exécution des dépenses en capital à fin mars 2024 et 2025.....	32
Tableau 17 : Engagements des dépenses du FNRB au 31 mars 2024 et 2025	33
Tableau 18 : Exécution des dépenses des comptes d'affectation spéciale au 31 mars 2025.....	33
Tableau 19 : Présentation des soldes budgétaires d'exécution au 31 mars 2025	34
Tableau 20 : Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie par nature au 31 mars 2025.....	35
Tableau 21 : Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature à fin mars 2025	36

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique n°1 : Evolution nominale des recettes budgétaires à fin mars sur la période de 2021 à 2025 en millions de FCFA	18
Graphique n°2 : Evolution du taux d'accroissement des recettes budgétaires à fin mars sur la période de 2021 à 2025	18
Graphique n° 3 : Evolution des réalisations brutes des recettes du budget général à fin mars 2024 et 2025	19
Graphique n° 4 : Evolution des recettes des régies à fin mars sur la période de 2021 à 2025	20
Graphique n°5 : Evolution nominale des dépenses budgétaires (base ordonnancement) à fin mars sur la période 2021 à 2025 en millions de FCFA	29
Graphique n°6 : Evolution des dépenses en capital de 2021 à 2025 (en millions de FCFA)	32
Graphique n°7 : Evolution des dépenses budgétaires à fin mars 2024 et 2025 (en millions de FCFA)	34

RESUME EXECUTIF

Le présent document de reddition des comptes constitue un outil clé de mesure périodique de l'exécution de la loi de finances et d'évaluation de l'efficacité des règles et principes de gestion. En termes de fondement juridique, il tire son existence des dispositions de l'article 93 de la loi organique relative aux lois de finances et vise à contribuer à l'enrichissement de l'information budgétaire et financière des élus parlementaires et des citoyens.

1. D'une périodicité trimestrielle, il poursuit un double objectifs : (i) faire l'exposé du cadre général d'exécution de la loi de finances à travers la présentation de l'état de l'économie nationale, l'analyse des données budgétaire, financière et de gestion ainsi que celle de la performance des politiques publiques ; et (ii) servir de levier pour le renforcement des moyens de contrôles parlementaire et citoyen de l'action publique par la mise à disposition en temps opportun et utile de l'information budgétaire et financière. L'exécution budgétaire au 31 mars 2025 dont le présent rapport fait le bilan, ressort les performances économique et budgétaire enregistrées à travers les principaux repères d'analyse ci-après :

- (a) la dynamique de l'économie nationale face aux défis sous-régional et international ;
- (b) les éléments d'exécution comptable relatifs : (i) au budget de l'Etat, (ii) à la gestion de la trésorerie et (iii) leur résultante (le solde d'exécution budgétaire global et le solde de financement) ;
- (c) la performance budgétaire des programmes au cours de la période sous revue ; et
- (d) l'état de mise en œuvre des politiques transversales du budget de l'Etat.

2. **Les tensions commerciales et les incertitudes entourant les politiques publiques du premier trimestre 2025 ont perturbé les perspectives de croissance de l'économie mondiale en 2025.** Ces perspectives sont soumises à des risques d'aggravation à court et moyen termes notamment l'intensification de la guerre commerciale et l'accentuation de l'incertitude entourant les politiques commerciales, avec pour implication le resserrement plus marqué des conditions financières mondiales. **Au plan national, l'économie est restée robuste au premier trimestre 2025 après avoir réalisé une performance exceptionnelle au quatrième trimestre 2024.** Les statistiques conjoncturelles à fin mars 2025 indiquent : i) des perspectives de production agricole favorables ; ii) l'amélioration de l'activité économique reflétée par la hausse de l'Indice du Chiffre d'Affaires des grandes entreprises en glissement annuel ; iii) la progression de la production d'énergie et de l'eau ; iv) la baisse modérée du prix du panier de la ménagère et v) l'augmentation de la masse monétaire.

3. **La politique budgétaire de l'Etat reste cohérente** : les recettes budgétaires continuent de progresser sous l'effet des réformes organisationnelles et structurelles affectant ainsi positivement et qualitativement les dépenses, notamment sociales. Les dépenses sociales prioritaires, qui sont constituées des mesures d'assurance et d'assistance sociales, de santé, d'éducation, et des appuis financiers aux ménages pauvres, s'établissent au 31 mars 2025 à **33 332,7 millions de FCFA** correspondant à un taux d'exécution de 130,7% par rapport à la cible intermédiaire de mars 2025.

4. Les données chiffrées au 31 mars 2025 affichent pour le compte des recettes budgétaires et des ressources de financement, un montant de **1 143 646,8 millions de FCFA**, sur une prévision annuelle de 3 551 005 millions de FCFA correspondant à un taux de réalisation de **32,2%**.

Les dépenses du budget de l'État et les charges de trésorerie atteignent 978 463,5 millions de FCFA en engagement, soit un taux d'exécution de 27,6%. En ordonnancement, elles s'établissent à **920 946,9 millions de FCFA**, représentant 25,9% des prévisions annuelles.

5. Du point de vue de la **performance financière, les programmes** ont progressé en termes de volume de crédits consommés. Les dépenses exécutées et les dotations budgétaires ont également augmenté par rapport à même période de 2024. Les dépenses exécutées affichent un montant de **407 957,7 millions de francs CFA**, représentant 20% des prévisions annuelles de montant 2 041 680,2 millions de FCFA, en augmentation de 95 626,2 millions de FCFA par rapport à 2024. **Les dotations budgétaires**, quant à elles, s'établissent à fin mars 2025 à **252 012,0 millions de FCFA** représentant 34,2% des prévisions annuelles de montant 736 838,8 millions de FCFA.

6. Les dépenses relatives aux autres politiques transversales, incluant les dépenses à sensibilité directe sur le genre, les dépenses liées au changement climatique et les dépenses d'entretien des infrastructures, ont été exécutées respectivement au 31 mars 2025 à **69 019,5 millions de francs CFA**, **175 285,8 millions de FCFA** et **26 814,1 millions de francs CFA**.

7. L'exécution à fin mars de la loi de finances, gestion 2025 par grands compartiments se présente comme suit :

A- Le budget de l'Etat

a- Recettes budgétaires

À fin mars 2025, les recettes budgétaires ont atteint **559 190,1 millions de FCFA**, soit **23,6%** des prévisions annuelles fixées à **2 367 383 millions de FCFA**. Cela marque une augmentation de 62 669 millions de FCFA, soit une progression de **12,6%** par rapport à la même période en 2024.

Cette amélioration est le résultat de plusieurs réformes, telles que l'élargissement de l'assiette fiscale (incluant la taxation du commerce électronique), la simplification et la digitalisation des procédures pour les contribuables, l'interopérabilité de bases de données, le renforcement du management dans les administrations financières, et l'instauration de la facture normalisée. Spécifiquement, les recettes des régies ont particulièrement progressé de **13,9%** par rapport à la même période en 2024.

b- Dépenses budgétaires

Les dépenses budgétaires exécutées à fin mars 2025, relevant du périmètre du budget général (ministères et institutions de l'Etat), du Fonds national des Retraites du Bénin ainsi que des opérations des services publics sur les comptes d'affectation spéciale, ressortent en

engagement à **717 486,1 millions de FCFA**, en hausse de 104 157,6 millions de FCFA par rapport à la même période en 2024. Elles correspondent à un taux d'engagement comptable de 25,8% des prévisions annuelles de montant 2 778 519 millions de FCFA.

Sur la base des services fait constatés (liquidation) et des titres ordonnancés, elles atteignent respectivement **660 352,3 millions de FCFA** et **659 969,6 millions de FCFA**, correspondant à 92% des crédits budgétaires engagés (717 486,1 millions de FCFA) et 23,8% des prévisions annuelles.

De façon spécifique, l'exécution des dépenses ordinaires sur la base des titres ordonnancés s'établit à **400 438 millions de FCFA** contre 356 394,4 millions de FCFA à la même date en 2024. La hausse enregistrée est principalement portée par les dépenses de transfert en lien avec l'accroissement de plus de 60% des dépenses fiscales.

Les dépenses ont, en capital quant à elles, atteint un taux d'exécution, base ordonnancement de **22,3%** des prévisions annuelles, soit **225 780,1 millions de francs CFA** avec une priorité accordée à la poursuite et à l'achèvement des projets phares du programme d'actions du Gouvernement notamment dans les domaines du cadre de vie et de l'assainissement, des infrastructures et transports, de l'énergie, de l'accès à l'eau, de la santé, et de la protection sociale.

c- Solde d'exécution budgétaire

Le solde global des opérations budgétaires à fin mars 2025 ressort déficitaire à **100 779,5 millions de FCFA**, base ordonnancement, contre un solde déficitaire de 49 693,7 millions de FCFA à la même période en 2024. Ce niveau de déficit, quoiqu'en hausse par rapport à la même période en 2024, est en cohérence avec la politique de consolidation budgétaire entamée après les crises successives, avec à la clé le retour à la norme communautaire prévu par la loi de finances pour la gestion 2025.

B- Les opérations de trésorerie

Elles comprennent les ressources de financement et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier.

A fin mars 2025, les ressources de financement mobilisées atteignent un montant de **584 456,7 millions de FCFA**, correspondant à 49,4% des prévisions annuelles. Les performances enregistrées en matière de mobilisation de ressources extérieures se traduisent par l'intervention du Bénin sur le marché financier international.

Les charges de trésorerie, quant à elles, sont exécutées à hauteur de **260 977,3 millions de FCFA**, sur une prévision annuelle de 772 486 millions de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 33,8%.

INTRODUCTION

Le rapport d'exécution de la loi de finances constitue l'un des principaux documents de reddition de comptes produit par le Gouvernement. D'une périodicité de trois mois, son élaboration tire son fondement de la loi organique n° 2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux lois de finances, principalement en son article 93. Ainsi, selon les principes de bonne gouvernance, il est établi pour rendre compte à la Représentation nationale et au public, de l'utilisation des ressources mises à la disposition de l'administration centrale et de l'application des règles de gestion édictées pour le compte de l'année. Sa rédaction et sa publication participent donc au renforcement de l'information budgétaire et financière des citoyens en général et des parlementaires en particulier.

Le présent rapport qui contient des informations économiques et financières, rend compte de la gestion des finances publiques au 31 mars 2025. Il expose et analyse l'exécution budgétaire dans tous ses compartiments en ressortant prioritairement les éléments de contexte ainsi que les principales données comptables obtenus afin de proposer au besoin, ou de faire susciter du parlement ou du public, des repères de réajustement de la politique budgétaire voire des politiques publiques.

Les résultats de l'exécution de la loi de finances au premier trimestre affichent un tableau satisfaisant de performance de l'économie et des finances publiques. L'économie nationale est restée robuste au premier trimestre 2025 présentant des statistiques conjoncturelles favorables. Les recettes budgétaires brutes (comprenant les recettes fiscales, non fiscales ainsi que les appuis budgétaires généraux) en valeur nominale progressent par rapport à la même période de 2024 et les dépenses se sont davantage consolidées autour des activités à impact social et porteuses de croissance économique.

Le rapport d'exécution de la loi de finances, gestion 2025 au 31 mars est structuré autour des points ci-après :

- la présentation de la conjoncture économique à fin mars ;
- les résultats de l'exécution budgétaire et des opérations de trésorerie ;
- l'analyse des soldes budgétaire et de financement ;
- l'analyse de la performance financière des programmes budgétaires et des politiques transversales.

Il est joint en annexe, notamment, le point des modifications des crédits intervenues au cours de la période sous revue, les différentes données contenues dans le rapport présentées suivant les quatre classifications obligatoires définies par la nomenclature budgétaire de l'Etat et le détail de l'exécution du budget suivant les politiques transversales.

4

I- SITUATION ECONOMIQUE A FIN MARS 2025

A- Environnement économique international et régional

Les tensions commerciales et les incertitudes entourant les politiques publiques du premier trimestre 2025 ont perturbé les perspectives de croissance de l'économie mondiale en 2025. Depuis la publication des PEM de janvier 2025, les Etats-Unis ont annoncé une série de nouvelles mesures tarifaires qui sont mises en œuvre depuis le 02 avril 2025 . Ces mesures constituent un choc entraînant des effets négatifs sur l'activité économique mondiale. L'incertitude épistémique et l'imprévisibilité des politiques publiques qui en résultent sont des déterminants majeurs à la baisse des perspectives économiques de janvier 2025. Ainsi, le dernier rapport du Fonds Monétaire International (FMI) sur les Perspectives de l'Economie Mondiale (PEM) d'avril 2025 prévoit une croissance mondiale de 2,8% en 2025 et 3% en 2026 contre 3,3% pour ces deux années dans la mise à jour des PEM publiées en janvier 2025. Ces perspectives sont soumises à des risques d'aggravation à court et moyen termes notamment l'intensification de la guerre commerciale et l'accentuation de l'incertitude entourant les politiques commerciales, avec pour implication le resserrement plus marqué des conditions financières mondiales.

Aux États-Unis, la croissance devrait ralentir. En raison des séries de mesures tarifaires, d'une plus grande incertitude entourant les actions des pouvoirs publics et des tensions commerciales, la croissance devrait s'afficher à 1,8%, soit 0,9 point de pourcentage de moins que ce que prévoyait le FMI en janvier 2025. Cette révision traduit le ralentissement de la dynamique de la demande en lien avec les mesures tarifaires prises par le Président des Etats-Unis d'Amérique. En outre, les prévisions d'inflation ont été revues à la hausse de 1 point de pourcentage en s'affichant à 2,9%, montrant ainsi la hausse des prix des biens de base, la décélération de la consommation des ménages et le choc sur le commerce extérieur dus aux récentes taxes douanières et aux mesures de rétorsion des pays partenaires. Dans ce contexte d'incertitude, la croissance en 2026 pourrait s'établir à 1,7%, soit une baisse de 0,4 point de pourcentage par rapport aux prévisions initiales du FMI de janvier 2025.

Dans la Zone Euro, la reprise attendue a été freinée par la guerre commerciale et les incertitudes géopolitiques. Bien que la zone fasse l'objet de droits de douane effectifs relativement faibles affectant les exportations et l'investissement, la croissance est révisée à la baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport aux prévisions de janvier 2025, en s'établissant à 0,8%. L'accentuation de l'incertitude entourant le paysage politique et l'action des pouvoirs publics, expliqueraient cette révision à la baisse du taux de croissance de la zone. En dépit de ces facteurs défavorables, la croissance en 2025 reculerait légèrement par rapport à 2024 mais elle devrait rester positive. Cette tendance positive est en lien avec les nouvelles conditions de renforcement de la croissance du PIB de la zone Euro pour les perspectives de court et moyen terme, notamment la hausse des salaires réels et de l'emploi et l'assouplissement des conditions de financement dans la zone. Pour l'année

2026, la croissance devrait se redresser mais à un rythme plus progressif que prévu en janvier 2025, car les tensions géopolitiques continuent d'affecter le moral des agents économiques. Elle devrait s'afficher à 1,2% en 2026 (PEM, avril 2025).

En Chine, l'activité économique devrait souffrir des hausses vertigineuses des tarifs douaniers de l'administration Trump et de la réciprocité des autorités chinoises. D'après le FMI (PEM, avril 2025), la croissance devrait s'établir à 4,0% après une révision à la baisse de 0,6 point de pourcentage par rapport aux prévisions de janvier 2025. Cette révision reflète l'impact des droits de douane récemment mis en œuvre. La croissance en 2026 est également révisée à la baisse à 4,0 %, contre 4,5 % dans les prévisions de janvier 2025, en raison de l'incertitude prolongée de la politique commerciale et des droits de douane actuellement en vigueur.

En Afrique subsaharienne, le rythme positif de la reprise de l'activité économique a été stoppé par la guerre commerciale et ses incertitudes. Bien que l'exposition directe des pays exportateurs d'Afrique Subsaharienne aux droits de douane américains soit limitée (les exportations vers les États-Unis représentant généralement moins de 0,5% du PIB), ils sont indirectement affectés par le fléchissement de la demande mondiale et la baisse des cours des produits de base. En effet, ces derniers ont sans doute des effets non négligeables sur les pays exportateurs de ces produits de base. Toutefois, les expositions sont disproportionnellement, plus importantes pour certains des pays les plus petits et les plus vulnérables de la région, à l'instar du Lesotho et de Madagascar (FMI, avril 2025). Ainsi, la croissance de la zone a été revue à la baisse de 0,4 point de pourcentage, en s'établissant à 3,8%.

L'économie nigériane devrait croître moins vite que prévu à court terme. Le Fonds Monétaire international (FMI) a revu à la baisse la croissance du pays à 3% pour 2025 et 2,7% pour 2026. Cette révision à la baisse s'explique principalement par la baisse des prix du pétrole et le recul de la demande mondiale, dans un contexte géopolitique tendu et de guerre commerciale.

Tableau 1 : Inflation et croissance économique en 2023, 2024 et 2025 sur le plan international

	Inflation (%)				Taux de croissance (%)			
	2023	2024	2025	2026	2023	2024	2025	2026
Monde	6,7	5,8	4,3	3,6	3,3	3,3	2,8	3,0
Pays avancés	4,6	2,6	2,0	2,2	1,7	1,8	1,4	1,5
États-Unis	4,1	3,0	3,0	2,5	2,9	2,8	1,8	1,7
Zone Euro	5,4	2,4	2,1	1,9	0,4	0,9	0,8	1,2
Japon	3,3	2,7	2,4	1,4	1,5	0,1	0,6	0,6
Pays émergents et pays en développement	8,1	7,9	5,9	4,6	4,4	4,3	3,7	3,9
Chine	0,2	0,2	0,0	0,6	5,2	5,0	4,0	4,0
Afrique subsaharienne	17,6	18,3	13,3	12,9	3,6	4,0	3,8	4,2
UEMOA	3,8	3,4	2,9		5,1	6,1	6,3	5,7
Nigéria	24,7	33,2	26,5	37,0	2,9	3,4	3,0	2,7

Source : FMI, mai 2025

B- Matières premières et change

Le cours du coton a globalement reculé au premier trimestre 2025. Le cours moyen de l'or blanc est ressorti à 1080,8 FCFA/kg au premier trimestre 2025 contre une valeur moyenne de 1107,2 FCFA/kg au trimestre précédent et 1294,0 FCFA/kg un (01) an plus tôt, soit des baisses de 2,4% par rapport au trimestre précédent et 16,5% en glissement annuel. Le recul du cours de l'or blanc sur la période sous revue est d'abord imputable à la surabondance persistante de l'offre mondiale du coton atteignant un niveau record, estimé entre 120 et 121 millions de balles pour la campagne 2024/25, grâce à des rendements exceptionnels et à une augmentation des superficies récoltées, notamment en Chine, aux États-Unis et en Australie. Ensuite, l'amélioration de la production brésilienne de coton, qui offre une qualité comparable au coton américain à moindre coût, a induit une concurrence accrue sur le marché mondial, ce qui a accentué la pression sur le cours mondial du coton. Par ailleurs, la légère reprise anticipée de la demande en 2025 a été mise à mal par la guerre commerciale entre les États-Unis d'Amérique et la Chine. En effet, l'imposition des droits de douane américains aux produits chinois et la réplique chinoise par une taxe de 15% sur les importations de coton américain, a comprimé la demande de coton, entraînant également une baisse des prix à l'échelle mondiale.

L'intensification de la concurrence sur le marché mondial du riz a entraîné la chute du cours du riz thaïlandais. Depuis que l'Inde a levé son interdiction sur les exportations de riz, l'offre mondiale a enregistré un niveau de production record en 30 ans sur la période sous revue. Ce niveau de production mondial s'explique également par l'augmentation de la production dans les autres pays exportateurs et importateurs, bénéficiant d'une part de l'atténuation des conditions de sécheresse et le phénomène Niña qui a apporté plus de précipitations aux pays producteurs et importateurs de riz. En effet, l'Indonésie, le premier importateur mondial du riz, a réduit ses importations de riz car sa production nationale augmente et les stocks restent substantiels. En conséquence, le cours du riz thaïlandais a régressé de 12,1% au premier trimestre 2025 comparativement au dernier trimestre de l'année 2024 où la valeur moyenne du riz thaïlandais s'élevait à 327 346 FCFA et 26,8% par rapport à la même période de l'année précédente.

Le cours moyen de l'huile de palme a chuté au premier trimestre 2025. Le cours moyen est passé de 704 695 FCFA au dernier trimestre 2024 à 666 512 FCFA au premier trimestre 2025, enregistrant ainsi une baisse de 5,4%. Cette baisse s'explique principalement par une amélioration progressive de l'offre exportable en Asie du Sud-Est, notamment en Indonésie et en Malaisie, après une période de resserrement liée aux conditions climatiques défavorables du phénomène El Niño en 2024. Par ailleurs, la concurrence accrue des huiles végétales alternatives, comme l'huile de soja et l'huile de tournesol, plus attractives en prix, a limité la demande, notamment en Inde, premier importateur mondial. De plus, la mise en œuvre plus lente que prévue du mandat biodiesel B40 en Indonésie a également pesé sur la demande et les prix (Trading Economics, avril 2025). En glissement annuel, le cours moyen de l'huile de Palme a affiché une hausse significative de 25,1% au premier trimestre 2025,

puisque sa valeur était de 532 624 FCFA au premier trimestre 2024.

Les tensions géopolitiques et la demande globalement robuste ont marqué la hausse du cours du baril de pétrole sur la période sous revue. Les tensions géopolitiques se sont ravivées, notamment avec le durcissement des sanctions américaines et britanniques contre le secteur énergétique russe, ce qui a induit une réduction de l'offre mondiale effective. La hausse du cours de l'or noir a été également alimentée par la baisse des stocks de pétrole brut aux États-Unis (-3,6% sur un an). Du côté de la demande de l'or noir, elle a été soutenue en Asie et en Europe, notamment en Chine, où la reprise post-pandémie et les politiques de relance ont dynamisé la consommation énergétique en janvier 2025. Cette hausse du cours de baril de pétrole a été suivie d'une correction à la baisse au mois de février 2025 et au début du mois de mars 2025, sous l'effet de tensions commerciales internationales et d'une augmentation de la production des pays hors OPEP+, plus rapide que la demande, ce qui a atténué les tensions sur le marché. Ainsi, la valeur moyenne du cours du baril de pétrole s'est établie à 76,79\$ contre 73,50\$ au dernier trimestre 2024, soit une hausse de 4,5%. En glissement annuel, le cours du baril de pétrole a fléchi de 6,2%.

Les facteurs fléchissant le cours de soja au dernier trimestre de l'année 2024 continuent de peser sur le marché mondial du soja au premier trimestre 2025. Les prises de bénéfices et les ventes techniques des fonds d'investissement sur le marché du Chicago Board of Trade (CBOT) continuent d'affecter la diminution du cours de soja. Le marché mondial du soja a également enregistré l'arrivée de la récolte abondante brésilienne et de celle de l'Argentine (en raison notamment de la baisse des taxes à l'exportation), ce qui accroît substantiellement l'offre du soja tout en renforçant la concurrence sur le marché mondial. Par ailleurs, la demande a légèrement reculé, en raison des tensions commerciales internationales et de la suspension par la Chine des achats auprès de certaines entreprises brésiliennes du fait de non-conformités. Au premier trimestre 2025, le cours moyen du soja est estimé à 254 490 FCFA la tonne contre 263 680 FCFA au dernier trimestre 2024 et 313 076 FCFA la tonne un (01) plus tôt, affichant des baisses respectives de 3,5% et 18,7%.

Le cours moyen mondial du blé est globalement ressorti en légère hausse de 0,9% par rapport au trimestre précédent. Les principaux facteurs tendant à la hausse du cours du soja durant les deux premiers mois de l'année 2025 ont emporté sur les effets des tensions commerciales internationales. Les achats spéculatifs et techniques sur le marché du Chicago Board of Trade (CBOT), la faiblesse du dollar et les craintes d'une météorologie défavorable (vague de froid à venir aux États-Unis dans les Plaines et le Midwest, mais aussi en zone mer Noire et en Europe de l'Est) affectent les cours malgré les tensions commerciales internationales. Sur la période, la valeur de la tonne du blé dur (HWR), en monnaie locale, est estimée à 160 912 FCFA contre 159 539 FCFA la tonne au dernier trimestre de l'année 2024. Toutefois, en glissement annuel, le cours du blé s'est inscrit en baisse de 4,6%.

Sur le marché de change, les principales devises étrangères se sont globalement, appréciées

par rapport au FCFA sur la période sous revue.

Malgré la chute de la valeur du dollar américain en mars 2025 en lien avec les tensions commerciales, elle est ressortie globalement en hausse par rapport au FCFA au premier trimestre 2025. La valeur moyenne du dollar américain est estimée à 623,57 FCFA contre 614,87 FCFA au quatrième trimestre 2024, soit une appréciation de 1,4% par rapport au FCFA. En comparaison à la valeur réalisée à la même période de l'année 2024, le dollar américain s'est apprécié de 3,2% par rapport au FCFA. Cette devise est soutenue par des facteurs qui dépassent les anticipations portant sur la future politique économique mais sur le dynamisme conjoncturel et structurel de la croissance américaine. Le différentiel de taux d'intérêt et de politique monétaire a également contribué à soutenir le dollar en taux de change effectif réel (TCER). Le billet vert avait bénéficié aussi de son statut de valeur refuge et de la demande accrue qui résulte des tensions géopolitiques actuelles et des incertitudes économiques importantes entourant l'application du programme économique de Trump.

Sur la période sous revue, la valeur du Naira s'est inscrite en hausse par rapport au FCFA. La valeur moyenne de la monnaie nigériane est estimée à 0,412 FCFA contre 0,381 FCFA au trimestre précédent et 0,220 FCFA un (01) plus tôt, soit des hausses de 8,1% par rapport au trimestre précédent et 87,4% en glissement annuel. L'appréciation du naira au premier trimestre 2025 résulte probablement d'un effort de la Banque Centrale du Nigéria (CBN) pour accroître l'offre de devises par diverses interventions, conjugué à une amélioration de la confiance des investisseurs grâce aux réformes politiques et à l'évolution positive du secteur pétrolier. L'orientation du taux directeur de la CBN par le comité Politique Monétaire, en maintenant le taux à 27,5%, a permis de stabiliser le taux de change et à freiner l'inflation.

Le cours du yuan est resté relativement stable au premier trimestre 2025. Le cours du yuan a affiché une valeur moyenne de 85,71 FCFA contre 85,49 FCFA au trimestre précédent et 84,05 FCFA à la même période de l'année 2024, soit des appréciations respectives de 0,3% et 2,0% par rapport au FCFA. Cette tendance est principalement en lien avec la Politique Monétaire de la Banque Populaire de la Chine (PBOC), la performance économique de la Chine et le sentiment du marché des flux de capitaux. En effet, la position de la PBOC au premier trimestre 2025 semble restée relativement stable, sans assouplissement agressif qui pourrait affaiblir significativement la monnaie. De plus, la croissance de l'économie chinoise a été également plus forte que prévue sur la période sous revue, imputable à une balance commerciale favorable et à une amélioration de la confiance des investisseurs.

C- Environnement Économique National

L'économie nationale est restée robuste au premier trimestre 2025 après avoir réalisé une performance exceptionnelle au quatrième trimestre 2024. Les statistiques conjoncturelles à fin mars 2025 indiquent : i) des perspectives de production agricole favorables ; ii) l'amélioration de l'activité économique reflétée par la hausse de l'Indice du Chiffre d'Affaires des grandes entreprises en glissement annuel ; iii) la progression de la production

d'énergie et de l'eau ; iv) la baisse modérée du prix du panier de la ménagère et v) l'augmentation de la masse monétaire.

A fin mars 2025, les statistiques agricoles provisoires pour le compte de la campagne agricole 2024/2025 affichent des estimations meilleures que celles de la campagne précédente. La production vivrière est ressortie en hausse de 5,9%, soutenue par la plupart des spéculations. Pour ce qui concerne les cultures industrielles, il est noté une augmentation de la production de coton, de l'anacarde et de l'huile de palme. Ces résultats favorables sont le fruit d'initiatives et de réformes entreprises depuis plusieurs années. Les mesures clés comprennent l'amélioration de l'encadrement des producteurs, l'approvisionnement en intrants agricoles en temps opportun et en quantités suffisantes, et la mise en œuvre des Programmes Nationaux de Développement des Filières à Hautes Valeurs Ajoutées (PNDF-HVA) pour des produits tels que l'ananas, l'anacarde et les produits maraîchers. En conséquence, une nette amélioration des rendements a été observée, contribuant à dynamiser les performances du secteur.

Tableau 2 : Evolution de la campagne agricole de 2024/2025

Cultures	2023 2024	2024 2025	Variation (%)
Production vivrière	12 152 186,9	12 869 324,2	5,9
Céréales	2 737 481,2	2 905 684,7	6,1
Racines et tubercules	7 851 763,7	8 102 222,4	3,2
Légumineuses	845 576,7	1 108 542,8	31,1
Cultures maraîchères	717 365,4	752 874,3	4,9
Coton	600 067,4	644 973,5	7,5
Ananas	477 427,8	475 742,2	-0,4
Anacarde	203 844,1	209 147,6	2,6

Source : DGE, sur la base des données de la DSA/MAEP, mai 2025 ; Données prévisionnelles

Les ventes des moyennes et grandes entreprises se sont améliorées au premier trimestre 2025. L'Indice du Chiffre d'Affaires montre une progression de 4,3% du chiffre d'affaires en glissement annuel. Cette performance indique une amélioration de l'activité économique au cours du trimestre sous revue. La branche « constructions et travaux de constructions », principal moteur à la croissance de l'activité économique au premier trimestre 2025, affiche une croissance en rythme annuel de (+19,6%). Cette dynamique des BTP est principalement portée par les investissements publics. Les autres branches d'activités moteurs de l'amélioration de l'activité économique nationale sont notamment « électricité gaz et eau » (+46,9%), « postes et télécommunications » (+10,0%), « Commerce » (+2,1%) et « produits des industries extractives » (+154,4%).

En lien avec l'indice du chiffre d'affaires, l'indice global de l'emploi dans les moyennes et grandes entreprises s'est inscrit également en hausse de 2,5%.

² les chiffres de la production agricole pour la campagne 2024/2025 sont des données prévisionnelles.

Tableau 3 : Indice global du Chiffre d'Affaires (ICA) à fin mars 2025

	1er trimestre 2024 (3)	4ème trimestre 2024 (2)	1er trimestre 2025 (1)	Variation (1) par rapport (2) (en %)	Variation (1) par rapport (3) (en %)
PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DES ACTIVITÉS DE SOUTIEN	126,6	73,3	100,5	37,1	-20,7
PRODUITS DES INDUSTRIES EXTRACTIVES	53,5	95,2	136,2	43,1	154,4
INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES	178,0	172,3	155,5	-9,8	-12,6
AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES	154,4	145,3	155,2	6,8	0,5
ELECTRICITÉ GAZ ET EAU	151,6	175,6	222,7	26,8	46,9
CONSTRUCTIONS ET TRAVAUX DE CONSTRUCTIONS	127,0	179,1	152,0	-15,1	19,6
COMMERCE	122,1	162,5	124,7	-23,2	2,1
TRANSPORTS	119,4	109,0	120,7	10,8	1,1
SERVICES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION	209,1	280,6	156,6	-44,2	-25,1
POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	146,3	153,2	160,9	5,0	10,0
BANQUES ET SFD	143,7	194,8	163,3	-16,1	13,6
ASSURANCES	210,5	173,7	213,7	23,0	1,5
AUTRES ACTIVITÉS FINANCIÈRES	226,5	331,7	300,3	-9,5	32,5
AUTRES SERVICES	348,6	445,7	341,5	-23,4	-2,0
Total	143,6	167,3	149,7	-10,5	4,3

Source : DPC DGE, mai 2025

L'activité au Port de Cotonou atteint son niveau de croissance avant fermeture de la frontière nigérienne. Le nombre de navires commerciaux accostés affiche une progression de 22,0%, en rythme annuel. En lien avec l'accroissement du nombre de navires commerciaux accostés au Port de Cotonou, le trafic global de marchandises a connu une augmentation de 14,6% par rapport au trimestre précédent et une embellie de 76,1% par rapport à un (01) an plus tôt. Cette dynamique est impulsée par la croissance des importations et des exportations. Sur la période sous revue, les importations ont progressé de 76,8% par rapport à un (01) an plus tôt tandis que les exportations ont affiché une hausse de 92,0%. L'évolution des importations sur la période reflète les retombés des efforts fournis par le gouvernement pour la reprise du trafic de transit. Quant à la dynamique des exportations, elles seraient essentiellement imputables à la bonne campagne agricole 2024/2025 et à la dynamique de production des unités industrielles de la zone industrielle de Glo-Djigbé. Par ailleurs, le tare a progressé de 44,0% en glissement annuel. En variation trimestrielle, les importations, le transbordement et les tares ont porté l'accroissement de 14,6% du trafic global.

Tableau 4 : Dynamique du trafic au Port de Cotonou au premier trimestre 2025

(En tonnes)	1 ^{er} Trimestre 2024	4 ^{ème} Trimestre 2024	1 ^{er} Trimestre 2025	Variation trimestrielle (%)	Glissement annuel (%)
Navires (unité)	159	189	194	2,7	22,0
Marchandises	1 998 107	3 070 891	3 518 440	14,6	76,1
Import	1 257 511	1 820 709	2 223 181	22,1	76,8
Export	607 204	1 182 170	1 165 579	-1,4	92,0
Transbordement	71 308	10 480	40 307	284,6	-43,5
Tare	62 084	57 533	89 373	55,3	44,0

Source : PAC, mai 2025

Les prix à la consommation enregistrent un retournement haussier. Au premier trimestre 2025, la croissance des prix à la consommation est ressortie à +1,2% en variation trimestrielle, marquant une accélération par rapport au quatrième trimestre 2024 où il était noté une baisse de 0,4%. Cette reprise de l'inflation est principalement portée par le rebond de 5,0% des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, après avoir enregistré une baisse de 0,4% au quatrième trimestre 2024. La hausse des prix sur la période sous revue est également imputable à la tendance haussière des prix du transport, qui sont passés de 0,2% au quatrième trimestre 2024 à 3,2% au premier trimestre 2025. La dynamique des prix des produits alimentaires et boissons alcoolisées sur la période sous revue est principalement due à la remontée des prix du piment frais, de l'ail sec, du gingembre, de la tomate fraîche, de l'aubergine, du concombre, du gombo frais, du poivron frais, de l'igname, du maïs en grains séchés, dont l'offre a baissé sur les marchés. La tendance des prix du transport est en lien avec l'augmentation des prix de l'essence kpayo et à la révision à la hausse de l'essence à la pompe.

II- EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT AU 31 MARS 2025

La présente partie fait le point du niveau de mobilisation des produits de recettes et d'exécution des dépenses budgétaires ainsi que le solde budgétaire qui en découle. Les données exploitées sont issues des informations collectées auprès des administrations financières et du SIGFP.

A- Recettes budgétaires

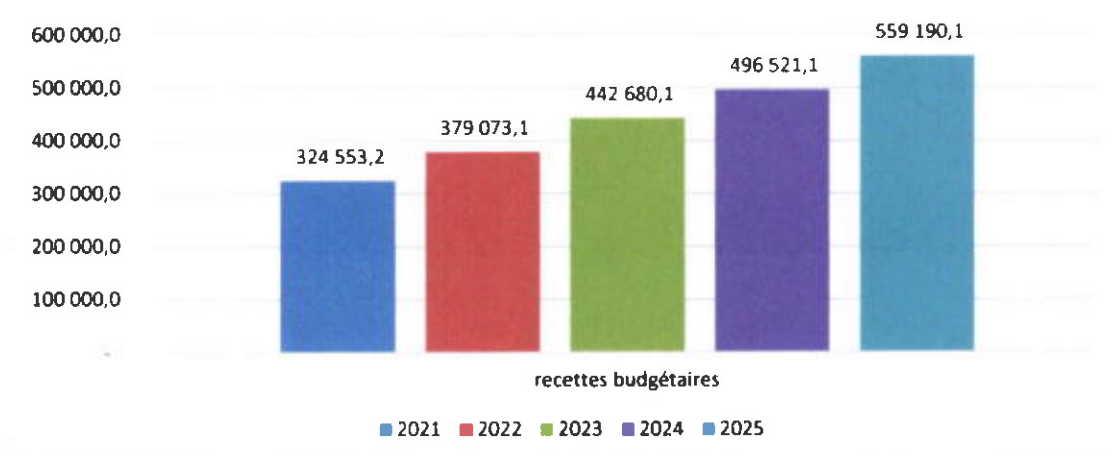
Cette composante du budget de l'Etat retrace les produits de recettes provenant du budget général (Impôts, Douane, Trésor, ANDF, dons et autres produits assimilés), du budget annexe (Fonds national des Retraites du Bénin) ainsi que des comptes d'affectation spéciale.

A fin mars 2025, les recettes budgétaires se sont établies à **559 190,1 millions de FCFA**. Elles représentent **23,6%** de la prévision annuelle dont le montant est de **2 367 383 millions de FCFA**. Elles sont en augmentation de **62 669 millions de FCFA** par rapport au montant réalisé à la même période de l'année 2024, soit une progression de 12,6%. La performance

observée est soutenue entre autres par les effets positifs de la politique d'élargissement de l'assiette fiscale déployée au moyen de plusieurs actions de réformes (digitalisation des services offerts par les régies et généralisation des machines électroniques certifiées de facturation, interconnexion des bases des contribuables, exemption de pénalité pour les déclarations spontanées des opérations antérieures, etc.) et le renforcement de la qualité du management au niveau des administrations financières.

L'analyse du graphique n°1 ci-dessous montre une amélioration du niveau de mobilisation des ressources à fin mars sur la période 2021 à 2025, en lien avec les effets positifs induits par les réformes en cours dans les administrations financières.

Graphique n°1 : Evolution nominale des recettes budgétaires à fin mars sur la période de 2021 à 2025 en millions de FCFA



Source : DGB, mai 2025

Le graphique n°2 montre l'évolution du taux d'accroissement en pourcentage des recettes budgétaires à fin mars sur la période de 2021 à 2025.

Graphique n°2 : Evolution du taux d'accroissement des recettes budgétaires à fin mars sur la période de 2021 à 2025



Source : DGB, mai 2025

L'analyse du graphique ressort qu'après la relance de l'activité économique suite aux effets négatifs de la COVID 19, le taux d'accroissement a connu un boom intéressant en atteignant 21,5% en 2021. Cependant, après cette période de relance, ce taux d'accroissement s'est stabilisé à 16,8% en 2022 et 2023 et autour de 12% à partir de 2024.

Par composantes, les produits de recettes budgétaires recouvrés à fin mars 2025 se présentent comme suit :

A-1- Recettes du budget général

Les recettes du budget général sont constituées des recettes des régies financières (Impôts, Douanes et Trésor), de l'ANDF, des dons et autres produits assimilés.

Au 31 mars 2025, les recettes du budget général s'élèvent à **542 464,2 millions de FCFA**. En considérant les recettes affectées, elles s'établissent à **545 583,1 millions de FCFA** sur une prévision annuelle de 2 300 217 millions de FCFA. Elles sont en hausse de 62 707,8 millions de FCFA par rapport aux réalisations à fin mars 2024. Les principales sources de cette mobilisation demeurent les régies financières de l'Etat que sont les administrations des impôts, de la douane et du trésor qui contribuent à plus de 98% des recettes budgétaires mobilisées à fin mars 2025.

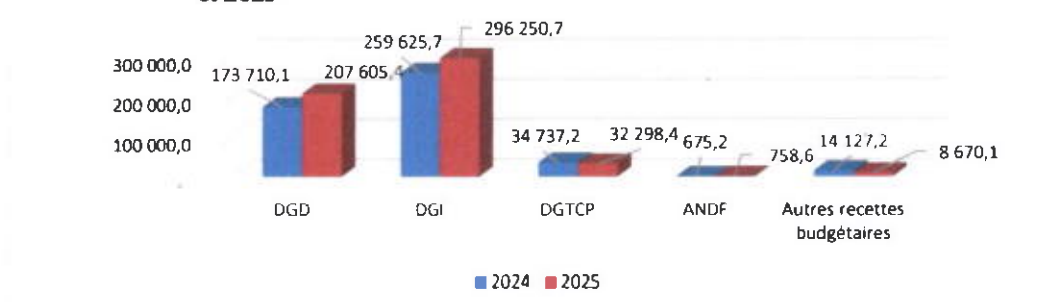
Le tableau n°5 et le graphique n°3 ci-après montrent l'évolution des produits de recettes brutes du budget général à fin mars 2024 et 2025.

Tableau 5 : Etat des recettes du budget général au 31 mars 2024 et 2025

Nature des recettes	Année 2024			Année 2025			En millions de FCFA	
	Prévision Annuelle	Réalisations au 31 mars (a)	Taux de réal.	Prévision Annuelle	Réalisations au 31 mars (b)	Taux de réal.	Ecarte 2025-2024 (b-a)	Taux de variation 2025-2024
Douanes	702 372	173 710,1	24,7	772 200,0	207 605,4	26,9%	33 895,2	19,5%
Impôts	1 112 580	259 625,7	23,3	1 311 100,0	296 250,7	22,6%	36 625,0	14,1%
Trésor	99 768	34 737,2	34,8	128 834,0	32 298,4	25,1%	-2 438,8	-7,0%
ANDF	5 000	675,2	13,5	5 000,0	758,6	15,2%	83,4	12,4%
Dons budgétaires	46 600	-	-	20 000,0	0,0	0,0%	0,0	
Fonds de concours	78 850	14 127,2	17,9	63 083,0	8 670,1	13,7%	-5 457,1	-38,6%
Total	2 045 170	482 875	23,6	2 300 217,0	545 583,1	23,7%	62 707,8	13,0%

Source : DGB, sur la base des données fournies par les régies financières, mai 2025

Graphique n° 3 : Evolution des réalisations brutes des recettes du budget général à fin mars 2024 et 2025



Source : DGB, mai 2025

A-1-1-Recettes des régies financières

Au 31 mars 2025, les recettes brutes collectées par les régies financières (Impôts, Douanes et Trésor) s'élèvent à **536 154,4 millions de FCFA**, en hausse de 68 081,5 millions de FCFA par rapport à l'année 2024. Cette hausse qui est portée par l'ensemble des régies financières, correspond à un taux de progression de 14,5% par rapport au montant de 468 073 millions de FCFA réalisé à fin mars 2024.

Le niveau de recouvrement des produits de recettes par régie financière au 31 mars 2024 et 2025, est récapitulé dans le tableau n°6 ci-après :

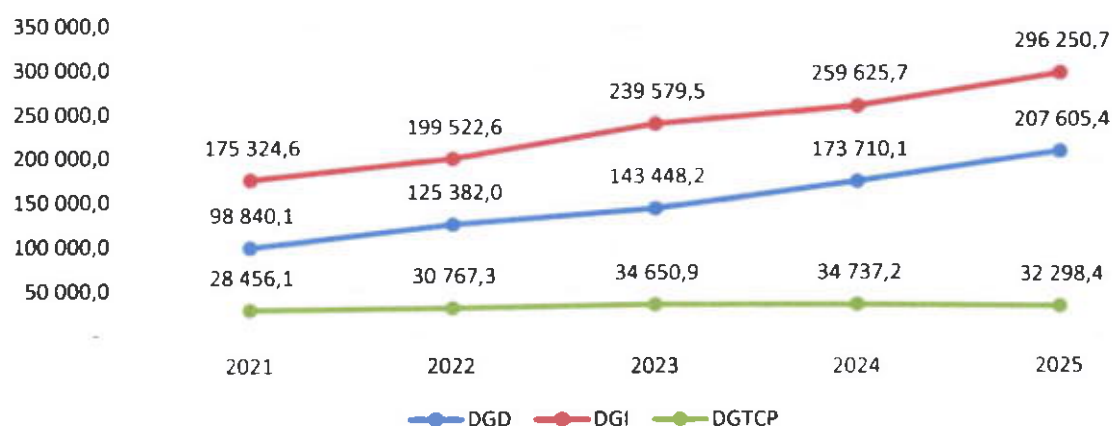
Tableau 6 : Etat des recettes des régies au 31 mars 2024 et 2025

Nature des recettes	Année 2024			Année 2025			En millions de FCFA	
	Prévision Annuelle	Réalisations au 31 mars (a)	Taux de réal.	Prévision Annuelle	Réalisations au 31 mars (b)	Taux de réal.	Ecart 2025-2024 (b-a)	Taux de variation 2025-2024
Douanes	702 372	173 710,1	24,7	772 200	207 605,4	26,9%	33 895,2	19,5%
Impôts	1 112 580	259 625,7	23,3	1 311 100	296 250,7	22,6%	36 625,0	14,1%
Trésor	99 768	34 737,2	34,8	128 834	32 298,4	25,1%	-2 438,8	-7,0%
Total	1 914 720	468 073,0	24,4	2 212 134	536 154,4	24,2%	68 081,5	14,5%

Source : DGB, sur la base des données fournies par les régies financières, mai 2025

Le graphique n°4 ci-dessous présente l'évolution des recettes brutes par régie sur les cinq (05) dernières années à fin mars.

Graphique n° 4 : Evolution des recettes des régies à fin mars sur la période de 2021 à 2025



Source : DGB, sur la base des données des régies, mai 2025

L'analyse du graphique montre une évolution du niveau de mobilisation des recettes des différentes régies. Cette performance résulte de l'effet de la bonne dynamique de l'économie nationale et des réformes insufflées au niveau des dispositifs de collecte des produits de recettes à travers la politique d'élargissement de l'assiette fiscale et la qualité du management au niveau des administrations financières.

Les éléments explicatifs de la performance réalisée par régie financière se présentent ainsi qu'il suit :

A-1-1-1 Direction générale des Douanes (DGD)

Les produits de recettes brutes recouvrés par la DGD à fin mars 2025, s'établissent à la somme de **207 605,4 millions de FCFA**, en hausse de **33 895,2 millions de FCFA** par rapport aux réalisations à fin mars 2024, ce qui correspond à une progression de **19,5%**. Rapportés à l'objectif de la loi de finances, gestion 2025 qui est de **772 200 millions de FCFA**, ils affichent un taux de recouvrement de **26,9%** contre 24,7% à fin mars 2024.

Toutefois, des potentielles sources d'amélioration du niveau des recettes pour le trimestre prochain sont à explorer. Il s'agit notamment de :

- suivi du comportement des produits pourvoyeurs de recettes
- la poursuite du renforcement des mesures de recouvrement sur les restes à recouvrer ;
- un meilleur suivi de la régularisation des dossiers d'exonération ;
- le renforcement de la lutte contre la fraude.

Par nature de droits et taxes, les recouvrements effectués par les services de la DGD au 31 mars 2025 sont retracés dans le tableau n°7 ci-dessous.

Tableau 7 : Point du recouvrement des recettes de la DGD au 31 mars 2025

En millions de FCFA								
Nature des recettes	Prévision Annuelle 2024	Réalisations (a)	Taux en %	Prévision Annuelle 2025	Réalisations (b)	Taux en %	Ecart (b-a)	Taux de variation 2023-2024
1- Recettes fiscales	698 920	172 909,8	24,7	772 200	207 605,4	26,9	34 695,5	20,1%
1- Impôt et taxes intérieurs sur les biens et services	329 663	93 131,8	28,3	425 678	105 585,8	24,8	12 453,9	13,4%
2- Droits et taxes à l'importation	281 814	61 924,8	22,0	283 599	84 992,2	30,0	23 067,4	37,3%
3- Droits et taxes à l'exportation	39 699	7 629,2	19,2	14 607	3 611,0	24,7	-4 018,2	-52,7%
4- Autres recettes fiscales	47 743	10 224,1	21,4	48 316	13 416,4	27,8	3 192,3	31,2%
II-Recettes non fiscales	3 452	800,3	23,2	-	-	-	-800,3	-100,0%
Total général	702 372,0	173 710,1	24,7	772 200	207 605,4	26,9	33 895,2	19,5%
Source : DGD/SGC/STTD, avril 2025								

A-1-1-2- Direction générale des Impôts (DGI)

Les produits de recettes fiscales brutes recouvrés par l'Administration des Impôts à fin mars 2025 ont enregistré une progression de 14,1% en glissement annuel, en s'établissant à **296 250,7 millions de FCFA** sur une prévision annuelle de **1 311 100,0 millions de FCFA**, soit un taux de mobilisation trimestriel de 22,6%. En valeur absolue, le niveau de progression des produits de recettes de la Direction générale des Impôts au premier trimestre de 2025 est de **36 625 millions de FCFA**.

Cet écart positif en glissement annuel observé est imputable entre autres à la performance notée au niveau de certains impôts et taxes notamment la taxe sur les biens et services, les

impôts sur les revenus salariaux et les impôts sur les revenus non salariaux en lien avec les effets prononcés des réformes mises en œuvre, l'amélioration de la qualité du service fourni par les personnels des centres des impôts et la dématérialisation de l'essentiel des formalités déclaratives et de paiement.

En effet, les impôts sur les biens et services sont ressortis à 135 298,3 millions de FCFA au 31 mars 2025, en augmentation de 21 610,4 millions de FCFA par rapport au montant de 113 687,1 millions de FCFA réalisé à la même période de 2024. Cette performance des impôts sur les biens et services est principalement imputable à la bonne tenue de la taxe sur la valeur ajoutée, principal pourvoyeur de recettes fiscales intérieures (+22 964 milliards), de la taxe sur les jeux de hasard (+1 314 milliards) en lien avec la reprise des activités du principal pourvoyeurs des recettes liées au jeu de hasard en septembre 2024, et de la perception de la TSUPP après la suspension introduite en décembre 2023 dans la structure des prix des produits pétroliers.

La bonne tenue de la TVA est induite entre autres, par le dynamisme de l'activité économique dans l'ensemble des secteurs de l'économie et le renforcement des contrôles autour de l'utilisation des factures normalisées.

S'agissant des recettes des impôts sur les revenus salariaux, ils sont ressortis à 42 063,4 millions de FCFA au 31 mars 2025, en augmentation de 3 865,1 millions de FCFA par rapport au montant de 38 198,3 millions de FCFA réalisé à la même période de 2024. Cet accroissement est imputable aux effets des réformes portant sur les traitements et salaires notamment la réforme de déclaration des impôts sur traitements et salaires (ITS) et des cotisations sociales sur un même formulaire, le réaménagement des barèmes d'imposition de l'ITS, la suppression de l'exonération du versement patronal sur salaire dû par les agences et institutions de l'Etat.

Quant aux impôts sur les revenus non salariaux, ils ont connu par rapport au niveau de mobilisation de la même période de l'exercice passée, une hausse de 9,9% en s'affichant à 80 550,8 millions de FCFA en 2025. Cet accroissement est principalement induit par la bonne tenue de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, de la taxe pour le développement du sport et de la patente.

Les impôts sur la propriété de leurs côtés ont enregistré un léger accroissement de 2,9% en glissement annuel en s'affichant à 12 060,2 millions de FCFA contre 11 718,0 à fin mars 2024. Cette embellie des impôts sur la propriété est induite notamment par la bonne tenue de la Taxe sur les Véhicules à Moteur (+ 1 704,3 millions de FCFA) en lien avec la réforme instituant le paiement obligatoire de la TVM de l'année en cours comme préalable à la souscription à l'assurance automobile et à la visite technique et à l'élargissement de l'assiette d'imposition à la TVM aux véhicules immatriculés au nom de l'Etat et de ses démembrements.

La situation de recouvrement des recettes de la DGI, par nature d'impôt, au 31 mars 2025 est retracée dans le tableau 8 ci-dessous.

Tableau 8 : Point du recouvrement des recettes de la DGI au 31 mars 2024 et 2025

							(En millions de FCFA)	
Nature des recettes	Année 2024			Année 2025			Ecart 2025- 2024 (b-a)	Taux de variation 2025-2024
	Prévision Annuelle	Réalisations à fin mars (a)	Taux	Prévision Annuelle	Réalisations à fin mars (b)	Taux		
1- Impôts sur les Revenus Non Salariaux	357 178,3	73 272,5	20,5%	390 575,6	80 550,8	20,6%	7 278,3	9,9%
2- Impôts sur les Revenus Salariaux	148 278,9	38 198,3	25,8%	166 909,8	42 063,4	25,2%	3 865,1	10,1%
3- Impôts sur les Biens et Services	464 809,0	113 687,9	24,5%	689 240,7	135 298,3	19,6%	21 610,4	19,0%
4- Impôts sur la Propriété	41 358,1	11 718,0	28,3%	40 974,7	12 060,2	29,4%	342,2	2,9%
5- Autres Recettes Fiscales	100 955,7	22 748,9	22,5%	23 399,2	26 277,9	112,3%	3 529,0	15,5%
Total DGI	1 112 580,0	259 625,7	23,3%	1 311 100,0	296 250,7	22,6%	36 625,0	14,1%
Source : DPSE-RNI/DGI mai 2025								

Source : DPSB-RNI/DGI mai 2025

A-1-1-3- Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique (DGTCP)

Au 31 mars 2025, les recettes non fiscales collectées par la DGTCP s'élèvent à **32 298,4 millions de FCFA** sur une prévision annuelle de 128 834 millions de FCFA (y compris les recettes affectées), correspondant à un taux de **25,1%**. Comparativement au montant de 34 737,2 millions de FCFA réalisé à la même période en 2024, le niveau de réalisation des recettes mobilisées par la DGTCP enregistre une baisse de 2 438,8 millions de FCFA, correspondant à une diminution de 7%.

Cette performance enregistrée au titre du premier trimestre de l'année est essentiellement portée par les rubriques « Autres recettes non fiscales », « Recettes exceptionnelles » et « Droits et frais administratifs », qui sont constituées des recettes liées aux produits générés par les Institutions et les services sectoriels de l'Etat, les versements de sommes et de reliquats sur titres de paiement au Budget national.

La situation des recouvrements de la DGTCP par nature de droit est retracée dans le tableau n° 9 ci-dessous.

Tableau 9 : Point du recouvrement des recettes de la DGTCP au 31 mars 2024 et 2025

Nature des recettes	En millions de FCFA							
	Prévisions annuelles 2024	Réalisations au 31 mars 2024	Taux (%)	Prévisions annuelles 2025	Réalisations au 31 mars 2025	Taux (%)	Ecart (b-a)	Taux de variation 2025- 2024
1- Revenu de l'Entreprise et du Domaine	23	5,2	23,0	17	10,7	28,8	5,5	106,1%
2- Droits et Frais Administratifs	22 122	12 245,5	55,4	35 060	3 484,6	9,9	-8 761,0	-71,5%
3- Amendes et Condamnations Pécuniaires	670	107,6	16,1	730	201,0	27,5	93,4	86,8%
4- Produits Financiers	27 946	6 843,2	24,5	33 000	2 421,5	7,3	-4 421,7	-64,6%
5- Autres Recettes Non Fiscales	25 361	4 864,9	19,2	10 000	20 566,2	205,7	15 701,4	322,8%
6- Recettes Exceptionnelles	23 646	10 670,7	45,1	50 007	5 614,4	11,2	-5 056,4	-47,4%
Total	99 768	34 737,2	34,8	128 834	32 298,4	25,1	-2 438,8	-7,0%

Source : DGB, sur la base des données fournies par la DGTCP, avril 2025

A-1-2- Recettes de l'Agence nationale du Domaine et du Foncier (ANDF)

Les recettes de l'Agence nationale du Domaine et du Foncier atteignent à fin mars 2025, un montant de **758,6 millions de FCFA**, soit un taux de mobilisation de 15,2% des prévisions annuelles de 5 000 millions de FCFA, correspondant à un accroissement de 12,4% par rapport aux réalisations à fin mars 2024, grâce aux différentes réformes en cours notamment la dématérialisation des services.

Au nombre des prestations qui constituent cette réalisation, il faut noter essentiellement :

Les confirmations de droits fonciers

Prévues pour 510,0 millions de FCFA, les confirmations de droits ont été réalisées à hauteur de 62%, soit un montant de 318,0 millions de FCFA. Elles constituent 42% des recettes totales de la période. Par rapport au premier trimestre 2024, elles ont connu une variation de 90%.

Les baux emphytéotiques

Les recouvrements de loyers relatifs aux baux emphytéotiques au premier trimestre 2025 s'élèvent à 194,9 **millions de FCFA** francs CFA, contre 0,1 **millions de FCFA** en 2024. En effet, les efforts se poursuivent pour aboutir à un recouvrement effectif et total des loyers dus par les emphytéotes.

Les morcellements

Les morcellements ont été encaissées pour 82,7 millions de FCFA pour une prévision de 183,9 millions de FCFA, soit une réalisation de 45%.

Les mutations

Les mutations s'élèvent à 71,3 millions de FCFA pour une prévision de 24,9 millions de FCFA. Par rapport à 2024, elles sont en nette évolution, soit une variation de 69,4 millions de FCFA.

Les hypothèques

La prévision des hypothèques à fin mars 2025 s'élève à 55,8 millions de FCFA. Leur réalisation est de 59,3 millions de FCFA, soit un taux de 106%. Elles n'avaient connu aucune réalisation à fin mars en 2024.

Diverses autres rubriques ont connu des encaissements, à savoir les dénonciations pour 11,3 millions de FCFA et les radiations pour 10,1 millions de FCFA.

La situation de recouvrement des prestations de l'ANDF est retracée dans le tableau n° 10 ci-dessous.

Tableau 10 : Point du recouvrement des recettes de l'ANDF au 31 mars 2024 et 2025

En millions de FCFA							
Nature de recettes	Année 2024			Année 2025		Ecart 2025-2024	Taux de variation 2025-2024
	Prévision Annuelle	Réalisations au 31 mars (a)	Taux de réal.	Prévision Annuelle	Réalisations au 31 mars		
Titres financiers	3 528,6	507,5	14,38	3 671,8	401,5	-106,0	-20,9%
Inscriptions	965,4	50,4	5,22	838,4	152,4	102,0	202,6%
Gestion des domaines de l'Etat	400,9	108,5	27,07	450,5	195,0	86,4	79,7%
Autres actes	105,0	8,9	8,43	39,2	9,7	-106,0	-20,9%
Totaux	5 000	675,2	13,30	5 000	758,6	83	12,35

A-1-3- Autres recettes budgétaires

Elles sont constituées des appuis budgétaires et des fonds de concours et recettes assimilées. A fin mars 2025, les autres recettes budgétaires ont connu une mobilisation à hauteur de **8 670,1 millions de FCFA**, soit **10,4%** des prévisions annuelles de 83 083 millions de FCFA. Elles sont en baisse de 5 457,1 millions de FCFA par rapport à la même période en 2024 où la mobilisation ressortait à 14 127,2 millions de FCFA.

Le tableau n° 11 ci-dessous présente le détail du niveau de mobilisation des autres recettes budgétaires à fin mars 2024 et 2025.

Tableau 11 : Etat de mobilisation des autres recettes budgétaires au 31 mars 2024 et 2025

(En millions de FCFA)							
Nature des recettes	Année 2024			Année 2025			Taux de variation 2025-2024
	Prévision Annuelle	Réalisations à fin mars (a)	Taux	Prévision Annuelle	Réalisations à fin mars (b)	Taux	
Dons budgétaires	23 000,0	0,0	0,0%	20 000,0	0,0	0,0%	0,0
Fonds de concours et ressources assimilées	66 700,0	14 127,2	21,2%	63 083,0	8 670,1	13,7%	-5 457,1
Total	89 700,0	14 127,2	15,7%	83 083,0	8 670,1	10,4%	-5 457,1
Source : DGB, sur la base des données fournies par la CAGD, avril 2025							

A-2- Recettes du Fonds national des Retraites du Bénin (FNRB)

Les prélèvements du FNRB issus des cotisations sur salaires et des validations de services affichent un montant de **13 607 millions de FCFA** à fin mars 2025 sur une prévision annuelle de 59 166 millions de FCFA, soit un taux de réalisation de 23%. Par rapport au niveau de réalisation de 13 645,7 millions de FCFA à fin mars 2024, les recettes du FNRB connaissent une légère baisse de 38,7 millions. Cette baisse s'explique par les pertes de cotisations engendrées par les départs à la retraite dans la période, qui sont inférieures aux cotisations apportées par les nouvelles recrues d'une part ; et par le retard dans la validation des services qui sera rattrapé en fin de deuxième trimestre de l'année d'autre part.

Le tableau n°12 ci-dessous résume les niveaux de réalisation à fin mars 2024 et 2025 des recettes du FNRB.

Tableau 12 : Etat de réalisation des recettes du FNRB au 31 mars 2024

Nature des Produits	En millions de FCFA							
	2024			2025			Ecart de réalisation	
	Prévision Annuelle	Réalisation au 31 mars (a)	TAUX (%)	Prévision Annuelle	Réalisation au 31 mars (b)	TAUX (%)	Ecart (b-a)	Taux d'accr (%)
Cotisations prélevées sur salaires	56 333	13 641,7	24,2	56 398	13 602,0	24,1	-39,7	- 0,3
Validations des services	2 247	4,0	0,2	2 768	5,0	18,1%	1,0	25,0
TOTAL	58 580	13 645,7	23,3	59 166	13 607,0	23,0	-38,7	- 0,3
Source: DGB, sur la base des données fournies par la DPRV, mai 2025								

A-3- Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)

Les comptes d'affectation spéciale sont constitués du compte « modernisation des régies financières », compte « prévention et gestion des catastrophes », compte « opérations militaires à l'extérieur », compte « fonds de développement du sport » et compte « fonds de développement des arts et de la culture ».

A fin mars 2025, les recettes des comptes d'affectation spéciale s'élèvent à un montant de **3 118,9 millions de FCFA** sur une prévision de 23 200 millions de FCFA, contre une réalisation de 3 128,1 millions de FCFA à la même période en 2024.

Les résultats se présentent ainsi qu'il suit :

- Pour le compte « Opérations militaires à l'extérieur », aucune mobilisation de recette n'a été faite au premier trimestre 2025. Toutefois, le compte dispose de soldes antérieurs qui serviront au démarrage des activités prévues dans le cadre de maintien de la paix ;
- Les recettes du compte « Modernisation des régies financières » sont constituées par 16,15% des ressources issues des taxes sur les produits et accises mobilisés à fin mars 2025 pour un montant de 1 183,8 millions de FCFA ;
- Le compte « Prévention et gestion des catastrophes » est alimenté par 6,4% de la redevance GSM dont la mobilisation s'établit à 631,1 millions de FCFA à fin mars 2025 ;
- Le compte « Fonds de développement des arts et de la culture » est alimenté par 8,5% des revenus fonciers pour un montant annuel de 251,2 millions de FCFA mobilisés ; et
- Le compte « Fonds de développement du sport » est alimenté par les ressources issues de la taxe de développement de sport pour un montant annuel de 1 052,8 millions de FCFA mobilisés à fin mars 2025.

Le tableau n°13 ci-dessous présente les niveaux de réalisation à fin mars 2024 et 2025 des recettes des comptes d'affectation spéciale.

Tableau 13 : Point des recettes affectées aux Comptes d'Affectation Spéciale au 31 mars 2024 et 2025

(En millions de FCFA)								
Nature des recettes	Année 2024			Année 2025			Solde 2025-2024 (b-a)	Taux de variation 2025-2024
	Prévision Annuelle	Réalisations à fin mars (a)	Taux	Prévision Annuelle	Réalisations à fin mars (b)	Taux		
Opérations Militaires à l'Extérieur (OMÉ)	8 000,0	0,0	0,0%	8 000,0	0,0	0,0%	0,0	#DIV/0!
Modernisation des Régies Financières	6 000,0	1 024,4	17,1%	6 000,0	1 183,8	19,7%	159,3	15,6%
Prévention et Gestion des Catastrophes	5 000,0	1 144,0	22,9%	5 000,0	631,1	12,6%	-512,8	-44,8%
Fonds des arts et de la Culture	1 200,0	249,9	20,8%	1 200,0	251,2	20,9%	1,3	0,5%
Fonds de développement du sport	3 000,0	709,8	23,7%	3 000,0	1 052,8	35,1%	343,0	48,3%
Total	23 200,0	3 128,1	13,5%	23 200,0	3 118,9	13,4%	-9,2	-0,3%
Source : DGB, sur la base des données fournies par le DOTCP et DGI avril 2025								

B- Dépenses budgétaires au 31 mars 2025

La présente partie fait le point du niveau d'exécution du budget de l'Etat, gestion 2025, dans son volet dépense, à la date du 31 mars 2025. Les données exploitées sont issues du système d'information de gestion des finances publiques (SIGFP). Pour des questions d'exhaustivité, il est fait recours également à la Caisse Autonome de Gestion de la Dette (CAGD) en ce qui concerne le niveau de décaissements effectifs sur ressources extérieures.

Les résultats de l'exécution des dépenses au premier trimestre 2025 sont satisfaisants tant en matière d'atteinte des cibles intermédiaires qu'en matière de respect des règles de gestion.

Au plan budgétaire, les engagements de dépenses atteignent **717 486,1 millions de FCFA** et les titres ordonnancés **659 969,6 millions de FCFA**. En pourcentage, ces montants correspondent respectivement à 25,8% et 23,8% des prévisions annuelles qui s'élèvent à 2 778 519 millions de FCFA. Ces niveaux de réalisation ont été possibles grâce à l'anticipation dans la mise en place des outils de gestion notamment le PTA, les fiches de financement des activités, le PPMP, le PCM etc.), d'une part, et aux dispositifs d'accompagnement mis en place et de renforcement de capacités déployés par le ministère de l'Economie et des Finances au profit des sectoriels, d'autre part. Ces différentes missions ont permis aux acteurs de la chaîne de passation des marchés et de la dépense de s'approprier davantage les instructions et modalités d'exécution du budget de l'Etat et de

renforcer leur connaissance en matière d'utilisation des nouveaux systèmes de gestion nécessaires à une exécution budgétaire maîtrisée et non heurtée.

Sous l'angle social, il convient de noter également que les engagements sociaux de l'Etat sont bien tenus au cours de la période. L'indice de la sensibilité sociale des dépenses (Dépenses sociales prioritaires) convenu avec le Fonds Monétaire International (FMI) ressort à fin mars, à **33 332,7 millions de FCFA** en termes d'ordonnancement sur un objectif de 203 000 millions de FCFA, soit 16,4% de la cible annuelle.

Du point de vue nature économique, les dépenses ordinaires atteignent **455 691,2 millions de FCFA** en engagement, en hausse de 45 470,1 millions de FCFA par rapport à leur niveau de 2024. L'augmentation observée s'explique par la validation à bonne date des outils de gestion des ministères et institutions entraînant une meilleure performance en termes d'exécution des dépenses de fonctionnement et de transferts courants, comparativement à la même période l'année 2024.

Quant aux dépenses en capital, elles s'établissent globalement à **225 780,1 millions de FCFA** en ordonnancement contre 167 006,6 millions de FCFA à fin mars 2024. La hausse de consommation des crédits est principalement en lien avec l'accélération dans l'achèvement des projets inscrits au PAG (2021-2026), notamment sur ressources intérieures dont la consommation des crédits s'établit à plus de 35% par rapport à son niveau à la même période en 2024.

Le tableau ci-dessous retrace le niveau d'exécution des dépenses budgétaires à fin mars 2025

Tableau 14 : Point du niveau d'exécution des dépenses budgétaires base ordonnancement à fin mars 2025

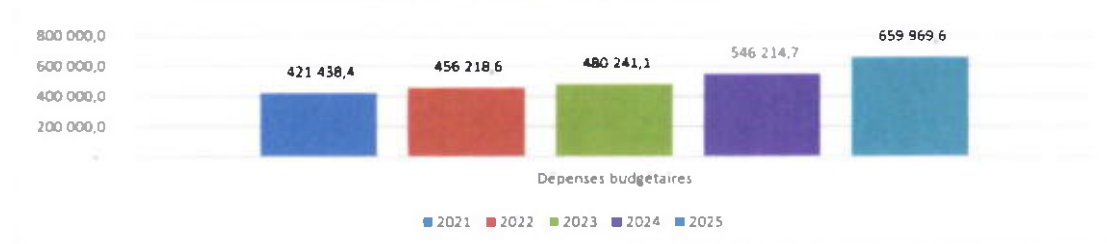
Nature des opérations	2024			2025		
	Prévision annuelle	Montant ordonnancé	Taux ord (%)	Prévision annuelle	Montant ordonnancé	Taux ord (%)
Dépenses du budget général	2 428 200	523 401,0	21,6	2 654 719	626 218,2	23,6
Dépenses du budget annexe	100 300	21 640,0	21,6	100 600	22 590,5	22,5
Dépenses des CBT	23 200	1 173,7	5,1	23 200	11 160,9	48,1
Total des dépenses budgétaires	2 551 700	546 214,7	21,4	2 778 519	659 969,6	23,8

Source : DGB, mai 2025

Le taux d'exécution des dépenses budgétaires (base ordonnancement) ressort à 23,8% à fin mars 2025 contre un taux de 21,4% à fin mars 2024. Ce montant global d'exécution à fin mars montre le niveau soutenu des dépenses de fonctionnement dans les ministères et Institutions de l'Etat et la maîtrise des mesures de rationalisation des crédits.

Sur la période de 2021 à 2025, l'évolution des dépenses budgétaires est traduite dans le graphique ci-dessous.

Graphique n°5 : Evolution nominale des dépenses budgétaires (base ordonnancement) à fin mars sur la période 2021 à 2025 en millions de FCFA



Source : DGB, mai 2025

L'exécution détaillée des dépenses budgétaires par catégorie, nature et par type de budget se présente comme ci-après :

B-1- Dépenses du Budget Général

Le budget général est constitué des dépenses ordinaires et des dépenses en capital. A fin mars 2025, les dépenses du budget général exécutées (base engagement) s'établissent à **683 734,7 millions de francs CFA** représentant **25,7%** des prévisions annuelles. En ordonnancement, elles s'établissent à **626 218,2 millions de francs CFA**, soit un taux d'exécution de **23,5%** des prévisions annuelles. Ce résultat est varié selon les catégories de dépenses.

B-1-1- Dépenses ordinaires

Constituées des dépenses de personnel, des charges financières de la dette publique, des dépenses d'acquisitions de biens et services et des dépenses de transfert courant, les dépenses ordinaires atteignent en engagement **455 691,2 millions de FCFA** et **400 438 millions de FCFA** en ordonnancement. Rapportés aux prévisions de l'année de montant 1 644 400 millions de FCFA, ces montants correspondent à des taux d'exécution respectifs de 27,7% et 24,4%.

Par rapport à la même période en 2024, les dépenses ordinaires enregistrent en termes d'engagement comptable, une hausse de (11,1%), tirée par les dépenses de transferts, les dépenses de personnel, et les charges financières de la dette qui représentent respectivement (35,6%), (30,6%) et (27,4%) des dépenses ordinaires exécutées. Par nature de dépenses, les dépenses ordinaires, l'exécution des dépenses ordinaires se présente comme suit :

B-1-1-1- Charges financières de la dette publique

Les intérêts sur la dette publique (intérieure et extérieure) payés au 31 mars 2025 conformément au calendrier des échéances s'élèvent à **125 073,8 millions de FCFA** correspondant à 52,3% de la prévision annuelle de 239 000 millions de FCFA.

Par type de dette, les intérêts financiers assurés se décomposent comme ci-après :

- ✓ **44 332,4 millions de FCFA** au titre de la dette intérieure, correspondant à un taux d'exécution de **48,2%** des prévisions annuelles, conformément au planning des échéances de paiement ;
- ✓ **80 741,4 millions de FCFA** au titre de la dette extérieure, correspondant à un taux d'exécution de **54,9%** des prévisions annuelles.

B-1-1-2- Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel des ministères et des institutions de l'Etat, exécutées à fin mars 2025 ressortent en engagement et en ordonnancement à **139 585,6 millions de FCFA** et **139 295,7 millions de FCFA** sur une prévision annuelle de montant 632 732 millions de FCFA, soit un taux d'exécution de 22%. La hausse observée à la fin du premier trimestre de 2025 par rapport à la même période de 2024 est induite notamment par les effets financiers liés à la prise de service des recrutements effectués courant 2024 dans les secteurs prioritaires.

B-1-1-3- Dépenses d'acquisitions de biens et services

Les dépenses d'acquisitions de biens et services s'établissent à fin mars 2025 à **28 972,1 millions de FCFA**, base engagement sur une prévision annuelle de 213 168 millions de FCFA, correspondant à un taux d'engagement de 13,6%. En ordonnancement, elles s'établissent à 22 479,7 millions de FCFA contre 11 888 millions de FCFA à fin mars 2024 soit une hausse de 10 591,7 millions FCFA. Ce niveau d'exécution des dépenses d'acquisitions de biens et services par rapport à 2024 se justifie par les achats de véhicules au profit de certaines institutions de la république, l'aboutissement en 2025 de plusieurs commandes d'équipements informatiques et achats de fournitures par plusieurs services publics, l'apurement des dettes prestataires, notamment celles consommées entre la fin et la signature d'un nouvel accord-cadre. De façon générale, on note une anticipation dans la mise en place des outils de gestion notamment le PTA, les fiches de financement des activités, le PPMP, le PCM etc.

B-1-1-4- Dépenses de transfert

Les dépenses de transfert sont constituées des dépenses de transferts courants et des dépenses d'exonérations fiscales.

A fin mars 2025, les dépenses de transferts courants sont exécutées base engagement à hauteur de 23,1% des prévisions annuelles de 441 500 millions de FCFA, soit un montant engagé de 102 146,8 millions de FCFA. En ordonnancement, elles ressortent à 53 675,9 millions de FCFA, soit un taux de 12,2%. Comparé à leur niveau de réalisation à fin mars 2024, elles enregistrent une hausse en valeur absolue de 3 439,2 millions de FCFA.

Quant aux dépenses fiscales et autres dépenses conjoncturelles, elles sont exécutées pour un montant de 59 913 millions de FCFA sur une prévision de 118 000 millions de FCFA.

Globalement, les dépenses de transfert atteignent respectivement en base engagement et en ordonnancement, **162 059,8 millions de FCFA** et **113 588,9 millions de FCFA**

correspondant à des taux d'exécution respectifs de 29% et 20,3%. Elles connaissent une hausse de 29,4% par rapport à leur niveau d'engagement à la même date en 2024.

Plusieurs facteurs expliquent l'augmentation des dépenses de transfert. Il s'agit entre autres, des coûts liés à la préparation des élections générales de 2026, la mise en place du projet de supplémentation des 1000 premiers jours, la montée en puissance du programme d'alimentation scolaire en milieu rural et la mise en route effective du projet GBESSOKE, etc.

Les détails par nature de dépenses sur le niveau d'exécution des dépenses ordinaires, sont retracés dans le tableau n° 15 ci-après :

Tableau 15 : Evolution des dépenses ordinaires à fin mars 2024 et 2025

Nature des dépenses	2024				2025				En millions de FCFA	
	Prévisions Annuelles	Montant Engagé	Montant ordonnancé	Taux d'eng (%)	Prévisions Annuelles	Montant Engagé	Montant ordonnancé	Taux d'eng (%)	ECARTS	
									Valeur	Taux d'accrois (%)
Charges fin de la Dette Publique	210 600	123 872,2	123 872,2	58,8	239 000,0	125 073,8	125 073,8	52,3	1 201,5	1,0
Dépenses de Personnel	595 885	133 625,3	133 540,1	22,4	632 732,0	139 585,6	139 295,7	22,1	5 960,3	4,5
Dép d'acquisition de biens et services	185 015	27 502,8	11 888,0	14,9	213 168,0	28 972,1	22 479,7	13,6	1 469,3	5,3
Dépenses de Transferts	473 300	125 220,8	87 094,0	26,5	559 500,0	162 059,8	113 588,9	29,0	36 839,0	29,4
Total	1 464 800	410 221,1	356 394,4	28,0	1 644 400	455 691,2	400 438,0	27,7	45 470,1	11,1

Sources: DGB, sur la base des données SIGFP, avril 2025

B-1-2- Dépenses en capital

Les dépenses en capital exécutées à fin mars 2025 affichent une hausse du niveau de consommation par rapport à fin mars 2024. Ainsi, elles ressortent respectivement en autorisations d'engagement et en crédits de paiement (engagement comptable) à **315 962 millions de FCFA** et **228 043,5 millions de FCFA**. En termes d'ordonnancement, les crédits de paiement atteignent **225 780,8 millions de FCFA** correspondant à 22,3% des prévisions annuelles de montant **1 010 319 millions de FCFA** contre une exécution de 167 006,6 millions de FCFA à la même période en 2024.

Les secteurs qui sont restés dynamiques au cours du premier trimestre de l'année 2025 sont ceux relatifs aux infrastructures, au cadre de vie, à l'eau et l'assainissement, à la santé, à l'agriculture et à l'énergie.

Le détail de l'exécution des dépenses en capital à fin mars 2025 se présente par source de financement comme ci-après :

- les dépenses d'investissement financées sur ressources intérieures en termes de crédits de paiement sont établies à **139 587,2 millions de FCFA** en engagement et à **137 323,8 millions de FCFA** en ordonnancement, sur une prévision annuelle de 584 062 millions de FCFA, soit un taux d'exécution de 23,9% en engagement et 23,5% en ordonnancement ;
- les dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures atteignent en engagement comme en ordonnancement **88 456,3 millions de FCFA**, correspondant à un taux d'exécution de 20,8% sur une prévision annuelle de 426 257 millions de FCFA.

L'exécution des dépenses en capital à fin mars 2024 et 2025 est retracée dans le tableau n°16 ci-dessous.

Tableau 16 : Exécution des dépenses en capital à fin mars 2024 et 2025

En millions de FCFA														
Nature des dépenses	2024						2025						Besoins (b-a)	
	Prévisions Annuelles		Montant Engag. (a)		Montant ordonnancé	Taux Engag. (%)	Prévisions Annuelles		Montant Engag. (b)		Montant ordonnancé	Taux Engag. (%)	Valeur	Taux d'exécution (%)
	AE	CP	AE	CP			AE	CP	AE	CP				
Dépenses en Capital sur financement intérieur	1 164 628,0	581 784	127 707	102 831,2	90 975,0	17,7	1 132 800,9	584 062	227 506	139 587,2	137 323,8	23,9	36 736,0	33,7
Dépenses en Capital sur financement extérieur	682 298,0	581 616	76 882	76 881,6	76 881,6	19,9	766 783,0	426 257	88 454,3	88 454,3	88 454,3	20,75	12 424,7	14,3
*Prêts	464 907	314 916	61 904	61 904,4	61 904,4	19,7	713 591,7	363 174	79 786,2	79 786,2	79 786,2	22,0	17 881,8	28,9
*Dons	217 391	66 700	14 127	14 127,2	14 127,2	21,2	320 142,5	63 083	8 670	8 670,1	8 670,1	13,7	-5 457,1	-38,6
TOTAL	1 846 927	1 163 400	203 739	178 882,9	167 856,6	18,6	1 897 584,6	1 010 319	315 962	228 043,5	225 788,1	22,4	49 160,7	27,5
Source : DOB, sur la base des données fournies par le SIOFIP et la CAA, avril 2025														

Source : DGB, sur la base des données fournies par le SIGFIP et la CAA, avril 2025

L'analyse des dépenses d'investissement sur les cinq dernières années retrace une évolution en dent de scie conforme au niveau de maturité des projets inscrits dans le PAG (2021-2026), montrant ainsi la dynamique de progression et de priorisation de cette nature de dépense est maintenue. Le graphique ci-après montre l'évolution de 2021 à 2025 de l'exécution des dépenses en capital au premier trimestre de chaque année.

Graphique n°6 : Evolution des dépenses en capital de 2021 à 2025 (en millions de FCFA)



Source : DGB, mai 2025

B-2- Dépenses du FNRB

B-2-1- Dépenses de fonctionnement et charges de pension

Les charges de pension et les dépenses de fonctionnement du FNRB sont exécutées à fin mars 2025 en engagement et en ordonnancement à hauteur de **22 591 millions de FCFA** soit un taux d'exécution de 22,5% de l'objectif annuel de 100 600 millions de FCFA contre 21,6% à la même période en 2024, pour un montant de 21 640 millions de FCFA.

En glissement annuel, ce niveau est en hausse de 950,5 millions dû principalement aux effets cumulés de :

- une hausse du niveau des dépenses de pensions de 919 millions cumulativement à une baisse du niveau des dépenses de soins et d'hospitalisation des pensionnés de 25 millions de francs CFA ;
- une hausse du niveau des dépenses de fonctionnement de 57 millions de francs CFA

Tableau 17 : Engagements des dépenses du FNRB au 31 mars 2024 et 2025

Nature des dépenses	En millions de francs CFA							
	2024			2025			ECARTS (b-a)	
	Prévisions annuelles	Exécution à fin mars (a)	Taux	Prévisions annuelles	Exécution à fin mars (b)	Taux	Valeur	Taux d'accroiss.
Autres transferts courants	99 300,0	21 609,0	0,2	99 600,0	22 502,5	22,6%	893,5	0,0
Dépenses de pensions	96 800,0	21 584,0	0,2	97 100,0	22 502,5	23,2%	918,5	0,0
Soins et hospitalisation des pensionnés	2 500,0	25,0	0,0	2 500,0	0,0	0,0%	-25,0	-1,0
Fonctionnement	1 000,0	31,0	0,0	1 000,0	88,0	8,8%	57,0	
Total	100 300,0	21 640,0	0,2	100 600,0	22 590,5	22,5%	950,5	0,0

Source : DGB, DPRV, mai 2025

B-3- Dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)

L'exécution des comptes d'affectation spéciale à fin mars 2025 s'établit en crédits de paiement à 11 160,9 millions de francs CFA en termes d'engagement et 11 160,9 millions de FCFA en termes d'ordonnancement sur une prévision annuelle de 23 200 millions de FCFA soit un taux d'exécution base ordonnancement de 48,1%. Par rapport au niveau base engagement de 2024, les crédits de paiement émis au titre des dépenses de ces comptes ont enregistré en valeur absolue une hausse de 8 576,3 millions de FCFA.

Sur la base des titres ordonnancés, l'exécution des comptes d'affectation affiche une hausse en valeur absolue de 9 987,2 millions de FCFA par rapport à son niveau d'exécution à fin mars 2024. Cette hausse se justifie par l'exécution au premier trimestre de l'année de certains travaux de réparation et d'assainissement qui se sont révélés urgents dans plusieurs communes.

Le détail sur l'exécution des crédits des Comptes d'Affectation Spéciale se présente tel que retracé dans le tableau n°18 ci-après :

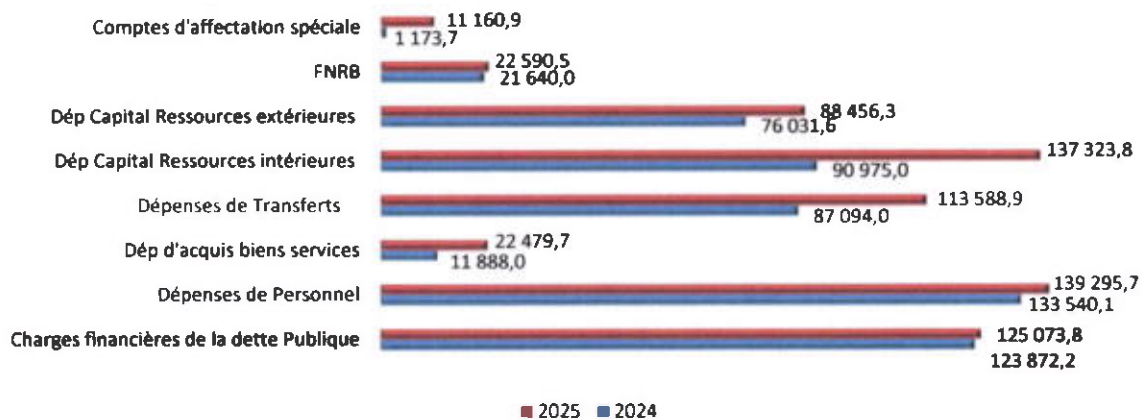
Tableau 18 : Exécution des dépenses des comptes d'affectation spéciale au 31 mars 2025

Comptes	En millions de FCFA									
	Année 2024					Année 2025				
	Prévision annuelle	Montant engagé à fin mars	Montant ordonnancé à fin mars	Taux d'engag.	Taux d'ordonn.	Prévisions 2024	Montant engagé	Montants Ordonnancés à fin mars 2025	Taux d'engag. (%)	Taux d'ordonn. (%)
Opération Militaire à l'Extérieur	8 000,0	47,7	47,7	0,6%	0,6%	8 000,0			-	-
Modernisation des Régies Financières	6 000,0	2 392,9	982,0	39,9%	16,4%	6 000,0	177,6	177,6	3,0	3,0
Prévention et Gestion des Catastrophes	5 000,0	144,0	144,0	2,9%	2,9%	5 000,0	10 983,3	10 983,3	219,7	219,7
Fonds de développement des arts et de la culture	3 000,0			0,0%	0,0%	1 200,0	0,0		0,0	0,0
Fonds de développement du sport	1 200,0			0,0%	0,0%	3 000,0			0,0	0,0
Total	23 200,0	2 584,6	1 173,7	11,1%	5,1%	23 200,0	11 160,9	11 160,9	48,1	48,1

X

Le graphique ci-dessous récapitule en millions de FCFA, le niveau d'évolution des dépenses budgétaires à fin mars 2024 et 2025.

Graphique n°7 : Evolution des dépenses budgétaires à fin mars 2024 et 2025 (en millions de FCFA)



Source : DGB, mai 2025

C- Soldes budgétaires au 31 mars 2025

Les principaux soldes budgétaires issus de l'exécution du budget de l'Etat à fin mars 2025, sur la base des dépenses ordonnancées, se présentent tels que récapitulés dans le tableau n°19 ci-après :

Tableau 19 : Présentation des soldes budgétaires d'exécution au 31 mars 2025

Eléments	Recettes (a)	Dépenses (b)	En millions FCFA	
			Solde (a-b)	
Budget Général	542 464,2	626 218,2	-	83 753,9
FNRB	13 607,0	22 590,5	-	8 983,5
Comptes d'affectation	3 118,9	11 160,9	-	8 042,0
Solde global d'exécution budgétaire	559 190,1	659 969,6	-	100 779,5

Source : MEF/DGB, mai 2025

III- SITUATION D'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE AU 31 MARS 2025

A- Mobilisation des ressources de trésorerie

Les ressources de trésorerie sont constituées : (i) des remboursements des prêts et avances ; (ii) des prêts rétrocédés ; (iii) des prêts projets, prêts programmes, obligations internationales et tirages auprès des banques locales ; (iv) des obligations du trésor et (v) des bons du trésor. Elles sont mobilisées, à fin mars 2025, pour un montant total de **584 456,7 millions de FCFA** correspondant à 49,4 % des prévisions annuelles de montant 1 183 622 millions de FCFA, en hausse de 173 116 millions de FCFA par rapport à la mobilisation enregistrée à fin mars 2024. Cette mobilisation de ressources à fin mars 2025, en hausse par rapport à la même période en 2024 résulte essentiellement des interventions de la République du Bénin sur le marché financier international à travers deux opérations

simultanées réalisées au cours du mois de janvier 2025 à savoir une émission obligataire internationale (Eurobond) en dollar US et un crédit international avec la Deutsche Bank.

Le détail sur la mobilisation des ressources de trésorerie est récapitulé dans le tableau n° 20 ci-après :

Tableau 20 : Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie par nature au 31 mars 2025

NATURE	En millions de FCFA		
	Prévision annuelle 2025	Réalisations au 31 mars	Taux (%)
Remboursement prêts et avances	23 189	-	-
Prêts rétrocédés	5 412	1 707,8	31,6
Emission de dettes à moyen et long termes	494 579	553 771,2	112,0
Emprunt Extérieur	417 774	79 786,2	19,1
Prêts projets	363 174	79 786,2	22,0
Prêts programmes	54 600	-	-
Eurobond		309 818,0	
Prêts garantis par la Banque Mondiale		150 532,5	
Prêts banques locales	30 843,0	2 000,0	6,5
Prêts banques BOAD	45 962,0	11 634,4	
Autres ressources de trésorerie	545 142	28 977,7	5,3
Obligations du trésor	493 142	26 422,7	5,4
Bons du trésor	52 000	2 555,0	4,9
Tirage FMI	115 300	-	
Total	1 183 622	584 456,7	49,4
Source : DGB, sur la base des données fournies par la DGTCF, avril 2025			

B- Exécution des charges de trésorerie

Les charges de trésorerie ont été assurées à fin mars 2025, à concurrence de **260 977,3 millions de FCFA**, sur une prévision annuelle de 772 486 millions de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de **33,8%**. Ce niveau d'exécution de paiement conforme aux échéanciers des engagements financiers de l'Etat pour l'année est notamment tiré par les remboursements d'obligations du trésor qui représentent plus de 65,0% des charges de trésorerie exécutées.

Par nature, l'exécution des charges de trésorerie à fin mars 2025 se présente ainsi qu'il suit :

4

Tableau 21 : Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature à fin mars 2025

Nature	En millions de FCFA		
	Prévision annuelle 2025	Réalisations au 31 mars	Taux en (%)
Amortissement emprunts banques internationales	78 642	25 129,5	32,0
Amortissement emprunt bilatéral	32 472	13 068,3	40,2
Amortissement emprunts multilatéral	71 511	7 328,3	10,2
Eurobond	8 886	7 886,4	88,8
Amortissement prêts banques locales	7 848	-	-
Amortissement prêts BOAD	40 135	2 530,5	6,3
Amortissement obligation du trésor	396 803	170 099,8	42,9
Amortissements bons du trésor	42 589	631,1	1,5
Variation des instances de paiement	25 000	25 039,6	100,2
Indemnité de vacation	0	-	-
Amortissement tirages FMI	56 600	9 263,9	16,4
Prêts et avances	12 000	-	-
Total	772 486	260 977,3	33,8
Source : MEF/DGTCF/CAA/DGB, mai 2025			

IV- EXECUTION FINANCIERE SELON LES POLITIQUES PUBLIQUES AU 31 MARS 2025

A- Performance financière des programmes budgétaires

Le budget de l'Etat pour la gestion 2025 élaboré en mode programme est réparti en 79 programmes budgétaires et 15 dotations contre respectivement 80 et 15 pour l'année 2024.

Ces programmes et dotations sont rattachés aux 21 ministères et 12 institutions de l'Etat ; et regroupés selon les dix (10) fonctions principales de l'Etat.

Pour la gestion 2025, le budget alloué à l'ensemble des programmes budgétaires et dotations est de 2 778 519 millions de francs CFA équivalant aux prévisions de dépenses budgétaires de la loi de finances.

Au 31 mars 2025, les programmes budgétaires affichent une exécution de **407 957,7 millions de francs CFA**, représentant **20%** des prévisions annuelles de montant **2 041 680,2 millions de francs CFA**. Comparé au niveau d'exécution au 31 mars 2024, qui s'élevait **312 331,5 millions de francs CFA**, cette performance connaît une hausse de 30,6 %, traduisant une célérité dans la validation des outils de gestion (PTA, PPMP, PCC).

Les dotations budgétaires, quant à elles, regroupant les pouvoirs publics (Institutions de l'Etat), les charges financières de la dette et la couverture des dépenses accidentelles et imprévisibles, s'établissent au 31 mars 2025 à **252 012 millions de FCFA** représentant **34,2%** des prévisions annuelles de montant **736 838,8 millions de FCFA**. Elles connaissent une progression de 7,8 % comparativement au niveau d'exécution de l'année dernière qui s'établissait à 233 883,3 millions de FCFA.

L'analyse de l'exécution des dépenses budgétaires selon les principales fonctions de l'Etat à savoir les services généraux de l'administration publique, la défense, l'ordre et la sécurité publique, les affaires économiques, la protection de l'environnement, le logement, l'aménagement et les services collectifs, la santé, les loisirs et la culture, l'enseignement ; et la protection sociale montre une bonne exécution sur l'ensemble des fonctions.

De façon spécifique, le logement et les équipements collectifs, la protection de l'environnement, la protection sociale et les affaires économiques présentent une performance au-delà de la moyenne d'exécution globale qui ressort à 23,8%, en affichant respectivement des taux de 41,4%, 35,7%, 29,8% et 27,4% ; ceci en lien avec les priorités du programme d'actions du gouvernement qui sont centrées sur les secteurs porteurs de l'économie, le social et la lutte contre les changements climatiques.

Le détail de l'exécution des programmes et dotations et selon les différentes classifications se trouve en annexe au présent rapport.

B- Exécution des dépenses des politiques transversales

B-1- Exécution des dépenses sociales prioritaires

Les dépenses sociales prioritaires couvrent les dépenses non salariales de quatorze (14) ministères et la Présidence de la République. Elles correspondent aux programmes et projets dont la mise en œuvre contribue à l'amélioration de la situation sociale des populations et se rattachent à des composantes définies à cette fin.

L'objectif pour l'année 2024 est de **203 000 millions FCFA** contre 188 137 millions de FCFA réalisé à fin décembre 2024.

Au 31 mars 2025, lesdites dépenses sont exécutées à **33 332,7 millions de FCFA** soit 130,7 % de la cible intermédiaire fixée pour le premier trimestre et 16,4% par rapport à l'objectif annuel.

Cette performance s'explique par le bon suivi et la consommation à bonne date des crédits destinés notamment à la prise en charge de la gratuité de la scolarisation des filles au secondaire, de l'alimentation en milieu scolaire, des bourses, de l'assainissement de base, etc.

Le détail de l'exécution des dépenses sociales prioritaires selon ses différentes composantes se trouve en annexe au présent rapport.

B-2-Exécution des dépenses à sensibilité directe sur le genre

Les contributions des programmes budgétaires à la réduction des inégalités genre s'établissent au 31 mars 2025 à **69 019,5 millions de FCFA**, représentant **24,8%** des prévisions annuelles de montant **278 165 millions de FCFA**. Elles sont nettes progression par rapport à la même période de l'année 2024 où l'exécution s'établissait à 5 843,7 millions de FCFA.

La bonne performance observée sur ces dépenses qui sont constituées prioritairement des allocations au profit des activités de programmes ayant un objectif principal ou significatif lié à l'égalité, témoigne de l'efficacité du dispositif de budgétisation sensible au genre mis en place et une meilleure inclusion de l'action publique.

Le détail de l'exécution des dépenses à sensibilité directe sur le genre se trouve en annexe au présent rapport.

B-3-Exécution des dépenses relatives au changement climatique

Le budget 2025, dans son architecture, promeut le climat à travers les mesures fiscales et les prévisions de dépenses consenties par le Gouvernement

Les mesures fiscales sont prévues pour concrétiser la promotion du climat en cohérence avec la vision du Gouvernement et en lien avec les engagements pris par le Bénin au plan international en matière de changements climatiques. La majorité de ces mesures ont vocation d'atténuation et visent ainsi à réduire des sources d'émission de gaz à effet de serre susceptible de porter atteinte au climat.

Ainsi, la cartographie des principaux investissements en faveur du climat est élaborée en prenant appui sur les huit (08) secteurs clés de développement les plus vulnérables retenus dans le plan national d'adaptation aux changements climatiques (mai 2022). Ces secteurs concernent les ressources en eau, l'agriculture, la santé, l'énergie, les écosystèmes forestiers, la zone côtière, le tourisme, les infrastructures et aménagements urbains.

Sur cette base, les opérations financières sont identifiées dans les budgets des ministères qui opèrent dans les domaines clés cités supra et ceux qui interviennent également dans la protection civile. Cet exercice a permis d'identifier un investissement d'un montant de **608 832,5 millions de FCFA** en crédits de paiement dont 521 257,1 millions de FCFA pour les dépenses d'adaptation et 87 575,5 millions de FCFA pour les dépenses d'atténuation.

Au 31 mars 2025, ces crédits connaissent une exécution globale de **175 285,8 millions de francs CFA** correspondant à 28,8% des prévisions annuelles.

Par type d'intervention, les dépenses liées au changement climatique se décomposent comme ci-après :

- ✓ **133 740,8 millions de FCFA** au titre des dépenses d'adaptation, correspondant à un taux d'exécution de **25,7%** des prévisions annuelles.

- ✓ **41 545 millions de FCFA** au titre des dépenses d'atténuation, correspondant à un taux d'exécution de **47,4%** des prévisions annuelles.

Le détail d'exécution des dépenses relatives au changement climatique se trouve en annexe au présent rapport.

B-4- Exécution des dépenses relatives à l'entretien et à la maintenance des investissements publics

La problématique de l'entretien et de la maintenance des infrastructures devient de plus en plus préoccupante compte tenu des efforts financiers consacrés aux projets d'investissement mais qui se heurtent au phénomène de dégradation sous l'effet notamment des changements climatiques. Une démarche méthodologique de budgétisation de l'entretien des infrastructures sensible au climat pour les principales catégories d'immobilisations publiques a été élaborée et est en cours d'appropriation par les ministères sectoriels avec le concours des différentes parties prenantes impliquées.

Par ailleurs, onze (11) projets de réhabilitations d'infrastructures sont inscrits dans le budget 2025 pour un montant prévisionnel de **69 478,7 millions de francs CFA**.

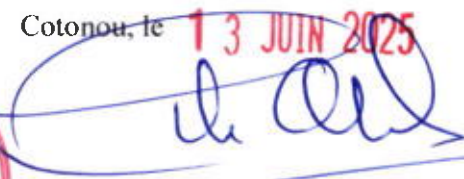
Au 31 mars, ces crédits sont consommés à **38,6%** des prévisions, équivalent à un montant de **26 814,1 millions de francs CFA**.

Le détail de l'exécution de ces projets se trouve en annexe au présent rapport.

CONCLUSION

La situation de l'exécution budgétaire au 31 mars 2025 témoigne d'une gestion financière efficace, portée par des réformes fructueuses. La dynamique positive des recettes budgétaires a permis au cours du premier trimestre de l'année de soutenir une augmentation des dépenses, notamment sociales et de protection de l'Etat de droit et de la démocratie. La politique budgétaire qui porte la trajectoire des recettes et des dépenses de l'Etat reste cohérente, anticipant pour la fin de l'année 2025, un retour à l'équilibre budgétaire normatif.

Cotonou, le 13 JUIN 2025



Rodrigue S. CHAOU
Directeur général du Budget

TABLEAU SYNTHÈSE D'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2025 AU 31 MARS

(en millions de FCFA)

RESSOURCES				CHARGES			
RUBRIQUE	Prévisions	Réalizations		RUBRIQUE	Prévisions	Exécution (ordonn.)	
		Montant	Taux (%)			Montant	Taux (%)
I- Recettes budgétaires	2 367 383,0	559 190,1	23,6%	I- Dépenses budgétaires	2 778 519,0	659 969,6	23,8%
Recettes du budget général	2 285 017,0	542 464,2	23,7%	Dépenses du budget général	2 654 719,0	626 218,2	23,6%
Recettes des régies (non compris recettes affectées) et ANDF	2 201 934,0	533 794,1	24,2%	Dépenses ordinaires	1 644 400,0	400 438,0	24,4%
- Douane	772 200,0	207 605,4	26,9%	- Charges financières de la dette publique	239 000,0	125 073,8	52,3%
- Impôt	1 295 900,0	293 131,8	22,6%	*** Intérieur	92 000,0	44 332,4	48,2%
- Trésor	128 634,0	32 298,4	25,1%	*** Extérieur	147 000,0	80 741,4	54,9%
- ANDF	5 000,0	758,6	15,2%	- Dépenses de personnel	632 732,0	139 295,7	22,0%
				- Acquisitions de biens et services	213 168,0	22 479,7	10,5%
				- Transferts courants	559 500,0	113 588,9	20,3%
				*** Subventions	154 181,4	17 084,2	11,1%
				*** Autres transferts courants	287 318,6	36 591,7	12,7%
				*** Dépenses fiscales	118 000,0	59 913,0	50,8%
Autres ressources budgétaires	83 083,0	8 670,1	10,4%	Dépenses en capital	1 010 319,0	225 780,1	22,3%
- Dons budgétaires	20 000,0	0,0	0,0%	- Financement intérieur	584 062,0	137 323,8	23,5%
- Fonds de concours + recettes assimilées	63 083,0	8 670,1	13,7%	*** Contributions budgétaires	492 257,0	123 689,4	25,1%
				*** Emprunts banques locales	30 843,0	2 000,0	6,5%
				*** Emprunts BOAD	45 962,0	11 634,4	25,3%
				*** Dépenses fiscales	15 000,0	0,0%	0,0%
				- Financement extérieur	426 257,0	88 456,3	20,8%
				*** Dons	63 083,0	8 670,1	13,7%
				*** Emprunts	363 174,0	79 786,2	22,0%
Recettes du budget annexe	59 166,0	13 607,0	23,0%	Dépenses du budget annexe	100 600,0	22 590,5	22,5%
- FNRB	59 166,0	13 607,0	23,0%	- Fonctionnement du FNRB	1 000,0	88,0	8,8%
				- Pensions et hospitalisation	99 600,0	22 502,5	22,6%
Recettes des comptes d'affectation spéciale	23 200,0	3 118,9	13,4%	Dépenses des comptes d'affectation spéciale	23 200,0	11 160,9	48,1%
- Opérations militaires à l'extérieur	8 000,0	0,0	0,0%	- Opérations militaires à l'extérieur	8 000,0	0,0%	0,0%
- Modernisation des régies financières	6 000,0	1 183,8	19,7%	- Modernisation des régies financières	6 000,0	177,6	3,0%
- Prévention et gestion des catastrophes	5 000,0	631,1	12,6%	- Prévention et gestion des catastrophes	5 000,0	10 983,3	219,7%
- Fonds de développement des Arts et de la Culture	1 200,0	251,2	20,9%	- Fonds de développement des Arts et de la Culture	1 200,0	0,0%	0,0%
- Fonds de développement du Sport	3 000,0	1 052,8	35,1%	- Fonds de développement du Sport	3 000,0	0,0%	0,0%
II- Ressources de trésorerie	1 183 622,0	584 456,7	49,4%	II- Charges de trésorerie	772 486,0	260 977,3	33,8%
Ressources extérieures	417 774,0	540 136,8	129,3%	Amortissement Emprunts extérieurs	191 511,0	53 412,4	27,9%
Prêts Projets	363 174,0	79 786,2	22,0%	Amortissement Prêts Projets	191 511,0	53 412,4	27,9%
* Prêts banques commerciales internationales	108 145,0	7 420,0	6,9%	* Emprunt banques commerciales internationales	78 642,0	25 129,5	32,0%
* Prêts bilatéraux	33 499,0	4 821,3	14,4%	* Emprunt bilatéral	32 472,0	13 068,3	40,2%
* Prêts multilatéraux	221 530,0	67 544,9	30,5%	* Emprunt multilatéral	71 511,0	7 328,3	10,2%
Eurobond	0,0	309 818,0		* Eurobond	8 886,0	7 886,4	88,8%
Autres financements (Deutsche Bank)	0,0	150 532,5					
Prêts Programme	54 600,0	0,0	0,0%				
Ressources intérieures	737 247,0	42 612,1	5,8%	Amortissement Emprunts intérieurs	543 975,0	182 525,4	33,6%
Prêts banques locales	30 843,0	2 000,0	6,5%	Emprunts banques locales	7 848,0	0,0	0,0%
Prêts BOAD	45 962,0	11 634,4	25,3%	Emprunts BOAD	40 135,0	2 530,5	6,3%
Obligations du Trésor	493 142,0	26 422,7	5,4%	Obligations du Trésor	396 803,0	170 099,8	42,9%
Bons du Trésor	52 000,0	2 555,0	4,9%	Bons du Trésor	42 589,0	631,1	1,5%
Tirages FMI	115 300,0	0,0	0,0%	Tirages FMI	56 600,0	9 263,9	16,4%
Autres ressources de trésorerie	28 601,0	1 707,8	6,0%	Autres charges de trésorerie	37 000,0	25 039,6	67,7%
Remboursement Prêts et Avances	23 189,0	0,0	0,0%	Prêts et avances	12 000,0	0,0%	0,0%
Prêts rétrocédés	5 412,0	1 707,8	31,6%	Variation instances de paiement	25 000,0	25 039,6	100,2%
TOTAL RESSOURCES LOI DE FINANCES (I) + (II)	3 551 005,0	1 143 646,8	32,2%	TOTAL CHARGES LOI DE FINANCES (I) + (II)	3 551 005,0	920 946,9	25,9%

INDICATEURS CLES DES DEPENSES BUDGETAIRES AU 31 MARS 2025

(en millions de FCFA)

N°	Eléments	Prévision annuelle	Cible échéance	Réalisation	Taux d'exécution cible	Taux d'exécution prévision annuelle
1	Programmes budgétaires	2 041 680,2	306 252,0	407 957,7	133,2%	20,0%
2	Dotations budgétaires	736 838,8	184 209,7	252 012,0	136,8%	34,2%
3	Dépenses sociales prioritaires	203 000,0	25 500,0	33 332,7	130,7%	16,4%
4	Dépenses à sensibilité directe sur le genre	278 165,0	69 541,3	69 019,5	99,2%	24,8%
5	Dépenses relatives aux changements climatiques	608 832,5	152 208,1	175 285,8	115,2%	28,8%
6	Dépenses d'entretien et de maintenance des infrastructures	69 478,7	17 369,7	26 814,1	154,4%	38,6%

ANNEXES

ANNEXE N°1 : METHODOLOGIE D'ELABORATION DU RAPPORT ET SOURCES DES DONNEES

La démarche retenue pour l'élaboration de ce rapport reste inchangée et comporte quatre (04) étapes qui s'articulent entre elles :

- la collecte de données financières ;
- le traitement et l'analyse des données collectées ;
- la rédaction du RAPEX ;
- la validation du projet de rapport.

1- Collecte de données

Cette étape constitue le point de départ du processus d'élaboration du rapport trimestriel. La Direction générale du Budget (DGB) collecte auprès des régies financières (DGD, DGI, DGTCF), de l'ANDF, de la CAGD et du Fonds National des Retraites du Bénin, les informations budgétaire et financière nécessaires à l'élaboration du rapport. Les données recueillies auprès des structures ci-dessus concernent le point de réalisation des produits de recettes et des dépenses, la situation des opérations de trésorerie, le service de la dette, les tirages sur emprunts extérieurs et intérieurs, la situation d'exécution des comptes d'affectation spéciale, etc. Les données sollicitées sont issues des systèmes d'information et communiquées à la Direction générale du Budget au moyen de lettres et bordereaux, appuyées de fichiers électroniques. Elles sont généralement assorties de commentaires explicatifs.

Par ailleurs, la situation des engagements et des ordonnancements des dépenses, par ministère et institution de l'Etat, est périodiquement générée du système d'informations de gestion des finances publiques (SIGFP) par la Direction générale du Budget.

La Direction générale du Budget reçoit également de la Cellule de Suivi des Programmes Economiques et Financiers, le tableau des opérations financières de l'Etat correspondant à la période de couverture du rapport pour des fins de rapprochement et de confirmation des données collectées et compilées. Il en est de même de la situation de la conjoncture économique que rend périodiquement disponible, la Direction générale de l'Economie.

2- Traitement et analyse des données collectées

Cette partie porte sur le dépouillement, le traitement et l'analyse des données collectées. Le dépouillement consiste à faire ressortir les informations contenues dans les documents reçus des différentes structures afin d'effectuer le traitement des données. Le traitement consiste en la vérification et la production des tableaux statistiques supports de la rédaction du rapport et de la confection des graphiques illustratifs du rapport. La dernière étape est l'analyse des données qui permet d'interpréter les informations contenues dans les tableaux conçus sur la base des données prévisionnelles et d'exécution des recettes et des dépenses.

Les tableaux matriciels supports de la rédaction du rapport présentent des données de comparaison portant sur la même période de l'année précédente.

3- Rédaction du projet de rapport

A cette étape, il est procédé à la rédaction proprement dite du rapport, sur la base des éléments d'analyse rassemblés à l'issue de la précédente étape. La version brute qui en ressort, fait l'objet d'une série de validations.

4- Validation du projet de rapport

Le processus de validation du rapport consiste à : (i) tenir des séances de confirmation des chiffres et d'appréciation du rapport provisoire avec les structures concernées ; (ii) procéder à la prise en compte des différentes observations issues de la séance de confirmation de chiffres. Des séances bilatérales entre la Direction générale du Budget et la Cellule de Suivi des Programmes Economique et Financier sont, par la suite, tenues afin d'assurer la cohérence des données du rapport avec celles du tableau des opérations financières de l'Etat. Le rapport est enfin soumis aux membres du cabinet du Ministre pour appréciation, autorisation de transmission au parlement et diffusion.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



Pour une meilleure gouvernance des finances publiques

Certifiée ISO 9001 : 2015

Présentation de l'exécution au 31 mars de la Loi de finances pour la gestion 2025 selon les classifications

(Annexe n°2 au Rapport d'exécution au 31 mars)

Mai 2025

Annexe 2.1 : Présentation de l'exécution des charges de la Loi de Finances 2025 au 31 mars par classification administrative et économique sur la base des prévisions annuelles (en millions de FCFA)

I- OPERATIONS BUDGETAIRES (CREDITS DE PAIEMENT)

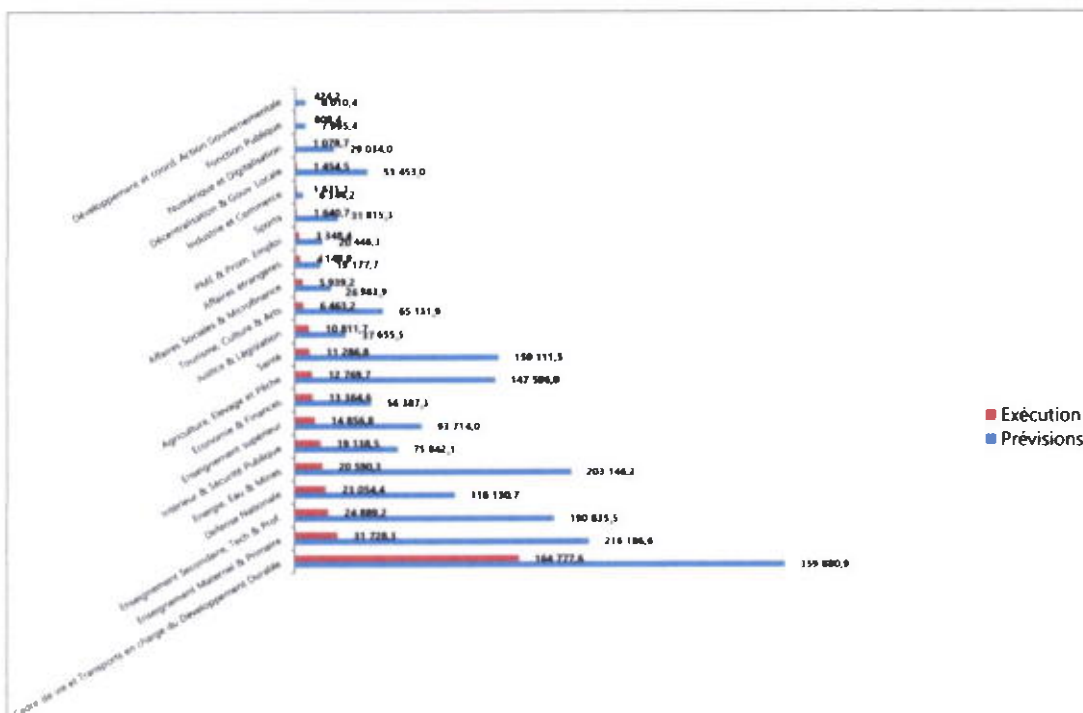
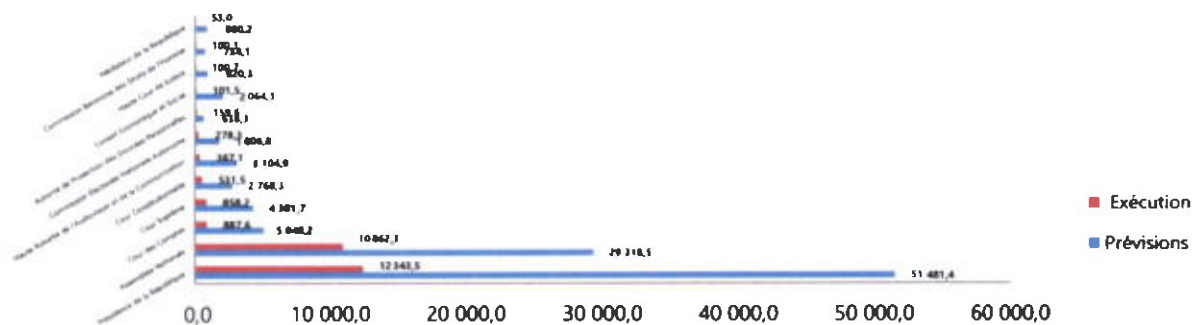
SECTEURS	DEPENSES ORDONNAIRES												DEPENSES EN CAPITAL												TOTAL EXECUTION (C) = (a+b)	Prévision loi de finances (D)	Taux d'exéc. (C*100/D)			
	Dépenses de Personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources Intérieures			Ressources extérieures (dons)			Ressources extérieures (prêts)			Total dépenses en capital (b)								
	Dotations Initiales	Ordonnances	Taux	Dotations Initiales	Ordonnances	Taux	Dotations Initiales	Ordonnances	Taux	Dotations Initiales	Ordonnances	Taux	Dotations Initiales	Ordonnances	Taux	Dotations Initiales	Ordonnances	Taux	Dotations Initiales	Ordonnances	Taux	Dotations Initiales	Ordonnances	Taux				Dotations Initiales	Ordonnances	Taux
1. Institutions	30 070,7	10 716,1	35,6%	23 707,6	5 213,4	22,0%	27 041,3	4 197,7	15,5%	80 819,5	20 127,2	24,9%	8 500,4	0,0	0,0%	3 534,0	5 538,3	156,7%	10 213,0	977,9	9,6%	22 247,5	6 516,2	29,3%	26 643,3	103 067,0	25,9%			
Présidence de la République	1 731,3	361,0	20,8%	9 235,2	1 481,1	15,9%	25 707,9	3 981,1	15,5%	36 834,4	5 827,3	15,8%	900,0	0,0	0,0%	3 534,0	5 538,3	156,7%	10 213,0	977,9	9,5%	14 647,0	4 516,2	44,5%	12 343,5	31 481,4	24,0%			
Assemblée Nationale	15 819,8	7 832,5	50,1%	5 578,2	2 978,8	53,4%	520,0	31,0	5,9%	21 718,0	10 862,3	50,0%	7 600,4	0,0	0,0%							7 600,4	0,0	0,0%	10 862,3	29 318,5	37,0%			
Cour Constitutionnelle	1 081,3	439,5	22,4%	883,2	88,1	11,1%	3,6	3,0	82,1%	2 768,3	531,5	19,2%										0,0	0,0		531,5	2 768,3	19,2%			
Commission Nationale des Droits de l'Homme	437,5	84,1	19,2%	294,4	16,0	5,4%	2,2	0,0	0,0%	734,1	100,1	13,6%										0,0	0,0		100,1	734,1	13,6%			
Cour Suprême	2 088,3	745,5	26,0%	1 373,0	112,7	8,2%	57,4	0,0	0,0%	4 301,7	858,2	19,9%										0,0	0,0		858,2	4 301,7	19,9%			
Conseil Economique et Social	1 373,0	101,5	7,4%	684,3	0,0	0,0%	27,0	0,0	0,0%	2 064,3	101,5	4,9%										0,0	0,0		101,5	2 064,3	4,9%			
Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication	2 023,7	283,8	14,5%	1 078,3	73,3	6,8%	3,0	0,0	0,0%	3 104,9	367,1	11,8%										0,0	0,0		367,1	3 104,9	11,8%			
Haute Cour de Justice	387,6	79,7	20,6%	591,7	21,0	3,9%	1,0	0,0	0,0%	920,3	108,7	10,9%										0,0	0,0		108,7	920,3	10,9%			
Médiateur de la République	199,1	58,0	29,0%	877,8	0,0	0,0%	3,4	0,0	0,0%	880,2	53,0	6,0%										0,0	0,0		53,0	880,2	6,0%			
Commission Electorale Nationale Autonome	1 086,3	234,6	21,4%	703,0	43,6	6,2%	7,5	0,0	0,0%	1 806,8	278,3	15,4%										0,0	0,0		278,3	1 806,8	15,4%			
Cour des Comptes	2 371,8	490,8	20,7%	2 886,6	389,9	14,8%	10,0	1,0	10,0%	5 048,2	887,6	17,6%										0,0	0,0		887,6	5 048,2	17,6%			
Autorité de Protection des Données Personnelles	0,0			0,0	0,0		638,3	159,6	25,0%	638,3	159,6	25,0%										0,0	0,0		159,6	638,3	25,0%			
2. Ministères	530 153,1	121 183,3	22,9%	173 511,1	15 248,1	8,8%	226 144,5	18 510,8	8,2%	929 808,7	154 942,2	16,7%	575 561,6	137 323,8	23,9%	59 549,0	3 131,8	5,3%	352 961,0	78 888,3	22,3%	988 071,5	219 264,8	22,2%	374 286,2	1 917 880,2	19,5%			
Defense Nationale	59 711,3	15 283,5	25,6%	35 369,2	7 481,5	21,2%	1 313,2	95,0	7,2%	96 393,5	22 860,0	23,7%	21 737,2	194,4	0,9%	0,0	0,0		0,0	0,0		21 737,2	194,4	0,9%	23 054,4	118 130,7	16,5%			
Economie & Finances	22 944,8	4 710,4	20,5%	9 773,7	371,4	3,8%	12 390,0	0,0	0,0%	45 110,3	5 081,8	11,3%	7 700,0	2 000,0	26,0%	577,0	0,0	0,0%	3 000,0	6 182,9	208,4%	11 277,0	8 782,9	73,4%	15 364,6	56 387,3	23,7%			
Justice & Legislation	11 159,8	2 846,7	25,5%	4 263,0	716,4	16,8%	11 712,7	6 748,6	57,6%	27 135,5	10 311,7	38,0%	10 520,0	500,0	4,8%	0,0	0,0		0,0	0,0		10 520,0	500,0	4,8%	10 811,7	37 855,5	28,7%			
Développement et coord. Action Gouvernementale	1 955,7	434,2	21,7%	2 814,4	0,0	0,0%	931,3	0,0	0,0%	5 781,3	424,2	7,4%	2 309,1	0,0	0,0%	0,0	0,0		0,0	0,0		2 309,1	0,0	0,0%	424,2	8 010,4	5,3%			
Numérique et Digitalisation	1 108,5	201,8	18,2%	1 841,8	0,0	0,0%	6 189,8	0,0	0,0%	9 139,9	201,6	2,2%	9 852,1	0,0	0,0%	0,0	0,0		10 042,0	877,0	8,7%	19 894,1	877,0	4,4%	1 078,7	28 034,0	3,7%			
Cadre de vie et Transports en charge du Développement Durable	7 030,8	1 570,8	22,3%	3 258,5	59,0	1,8%	3 830,2	1 567,6	40,9%	14 119,4	3 187,2	22,6%	253 801,0	119 521,0	47,1%	7 453,2	546,7	11,4%	84 707,3	41 212,6	48,7%	345 781,4	161 580,3	46,7%	164 777,6	359 880,9	45,8%			
Industrie et Commerce	1 359,3	271,9	20,0%	1 651,8	101,8	6,2%	2 880,0	1 250,0	43,7%	5 871,2	1 623,6	27,7%	472,9	7,5	1,6%	0,0	0,0		0,0	0,0		472,9	7,5	1,6%	1 631,1	5 344,2	25,7%			
Santé	47 089,3	9 218,7	19,6%	10 888,6	1 123,1	10,5%	37 730,2	915,2	2,4%	95 486,3	11 259,0	11,8%	19 000,0	0,0	0,0%	1 130,2	0,0	0,0%	34 495,0	27,8	0,1%	54 625,2	27,8	0,1%	11 286,8	150 111,5	7,5%			
Energie, Eau & Mines	1 776,5	413,8	23,3%	2 141,3	4,5	0,2%	110,0	0,0	0,0%	4 027,8	418,3	10,4%	86 678,8	5 394,2	6,5%	19 487,8	372,8	1,9%	82 972,0	14 205,2	15,3%	199 118,4	20 172,0	10,1%	20 590,3	203 146,2	10,1%			
Agriculture, Elevage et Pêche	10 365,3	1 870,7	18,1%	12 556,0	0,0	0,0%	38 623,6	0,0	0,0%	61 544,9	1 670,7	2,7%	33 050,6	274,2	0,8%	10 283,8	1 032,6	9,4%	42 016,7	9 782,1	23,3%	86 051,1	11 099,0	12,8%	12 786,7	147 596,0	8,7%			
Tourisme, Culture & Arts	1 626,4	309,7	19,0%	2 917,1	109,1	3,6%	1 788,4	542,6	30,3%	6 331,9	957,5	15,1%	24 372,7	5 505,7	22,6%	1 156,3	0,0	0,0%	38 271,0	0,0	0,0%	58 880,8	5 505,7	9,4%	6 463,2	63 131,9	9,0%			
Sports	815,6	173,8	19,2%	2 575,8	64,1	2,5%	4 400,5	1 400,7	31,8%	7 891,9	1 640,7	20,8%	33 923,4	0,0	0,0%	0,0	0,0	0,0%	0,0	0,0		23 923,4	0,0	0,0%	1 640,7	31 815,3	5,2%			
Affaires Sociales & Microfinance	2 880,1	656,5	22,8%	3 421,7	85,8	2,5%	2 485,0	0,0	0,0%	8 786,8	742,2	8,4%	15 511,1	3 380,8	21,8%	0,0	0,0		2 686	1 816,5	67,6%	18 197,1	5 197,0	28,6%	5 939,2	26 983,9	22,0%			
Enseignement supérieur	39 941,8	12 186,8	30,5%	5 131,2	174,1	3,4%	22 872,6	219,8	1,0%	67 985,6	12 580,7	18,5%	14 474,4	9,0	0,1%	0,0	817,5		11 234,0	1 649,7	14,7%	25 728,4	2 276,2	8,8%	14 854,8	83 714,0	15,9%			
PMIE & Prom. Emploi	442,7	95,0	21,6%	1 807,3	112,5	6,2%	7 180,0	798,3	10,9%	9 839,8	1 001,4	10,4%	0,0	0,0		2 481,3	0,0		8 128,0	2 347,0	28,2%	10 889,3	2 347,0	21,7%	3 348,4	20 448,3	16,4%			

SECTEURS	DEPENSES ORDINAIRES												DEPENSES EN CAPITAL												TOTAL EXÉCUTION (C)= (a+b)	Prévision loi de finances (D)	Taux d'exé. (C*100/D)
	Dépenses de Personnel			Dépenses d'acquisition de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources intérieures			Ressources extérieures (dons)			Ressources extérieures (prêts)			Total dépenses en capital (b)					
	Dotation initiale	Ordonnancé	Taux	Dotation initiale	Ordonnancé	Taux	Dotation initiale	Ordonnancé	Taux	Dotation initiale	Ordonnancé	Taux	Dotation initiale	Ordonnancé	Taux	Dotation initiale	Ordonnancé	Taux	Dotation initiale	Ordonnancé	Taux	Dotation initiale	Ordonnancé	Taux			
Fonction Publique	3 264,6	685,1	21,0%	4 384,8	120,5	2,7%	46,0	0,0	0,0%	7 695,4	805,7	10,5%	300,0	2,8	0,9%	0,0	0,0		0,0	0,0		300,0	2,8	0,9%	808,4	7 995,4	10,1%
Intérieur & Sécurité Publique	57 382,6	15 765,7	27,5%	8 220,1	2 630,9	32,0%	939,4	407,4	43,4%	66 542,1	18 804,1	28,3%	9 300,0	334,4	3,6%	0,0	0,0		0,0	0,0		9 300,0	334,4	3,6%	19 138,5	75 842,1	25,2%
Décentralisation & Gouvern. Locale	2 675,0	561,9	21,0%	3 670,1	255,1	6,9%	24 368,9	637,5	2,6%	30 914,7	1 454,5	4,7%	13 617,7	0,0	0,0%	8 920,6	0,0	0,0%	0,0	0,0		22 538,2	0,0	0,0%	1 454,5	33 453,0	2,7%
Enseignement Maternel & Primaire	150 455,3	31 532,7	21,0%	22 652,5	205,6	0,9%	36 105,5	0,0	0,0%	209 213,4	31 728,3	15,2%	6 973,2	0,0	0,0%	0,0	0,0		0,0	0,0		6 973,2	0,0	0,0%	31 728,3	216 186,6	14,7%
Enseignement Secondaire, Tech & Prof.	94 943,1	20 089,3	21,2%	28 098,6	6,9	0,0%	9 952,4	3 932,9	39,5%	133 000,1	24 029,1	18,1%	20 267,4	0,0	0,0%	7 370,1	262,4	3,6%	30 189,0	597,7	2,0%	57 835,4	860,1	1,5%	24 089,2	190 835,5	13,0%
Affaires étrangères	11 104,0	2 522,1	22,7%	6 073,7	1 627,8	26,8%	100,0	0,0	0,0%	17 277,7	4 149,9	24,0%	1 900,0	0,0	0,0%	0,0	0,0		0,0	0,0		1 900,0	0,0	0,0%	4 149,9	19 177,7	21,6%
TOTAL MINISTÈRES ET INSTITUTIONS (3) = (1)+(2)	560 223,8	131 899,4	23,5%	197 218,7	20 461,5	10,4%	253 185,8	22 708,5	9,0%	1 010 628,2	175 069,4	17,3%	584 062,0	137 323,8	23,5%	63 083,0	8 670,1	13,7%	363 174,0	79 786,2	22,0%	1 010 319,0	225 780,1	22,3%	400 849,5	2 020 947,2	19,8%
Crédits globaux (4)	72 508,2	7 396,2	10,2%	15 949,3	2 018,2	12,7%	306 314,2	90 880,4	29,7%	394 771,8	100 294,9	25,4%													100 294,9	394 771,8	25,4%
Charges financières de la dette publique (5)										239 000,0	125 073,8	52,3%													125 073,8	239 000,0	52,3%
TOTAL BUDGET GÉNÉRAL (31)-(4)-(5)	632 732,0	139 295,7	22,0%	213 168,0	22 479,7	10,5%	559 500,0	113 588,9	20,3%	1 644 400,0	400 438,0	24,4%	584 062,0	137 323,8	23,5%	63 083,0	8 670,1	13,7%	363 174,0	79 786,2	22,0%	1 010 319,0	225 780,1	22,3%	626 218,2	2 654 719,0	23,6%
Budget annexe du FHRB	150,0	26,6	17,7%	850,0	61,4	7,2%	99 600,0	22 502,5	22,6%	100 600,0	22 590,5	22,5%													22 590,5	100 600,0	22,5%
Comptes d'affectation spéciale	1 000,0	0,0		12 000,0	0,0	0,0%	10 200,0	11 160,9	109,4%	23 200,0	11 160,9	48,1%													11 160,9	23 200,0	48,1%
TOTAL BUDGET DE L'ÉTAT	633 882,0	139 322,2	22,0%	226 018,0	22 541,1	10,0%	669 300,0	147 252,3	22,0%	1 768 200,0	434 189,5	24,6%	584 062,0	137 323,8	23,5%	63 083,0	8 670,1	13,7%	363 174,0	79 786,2	22,0%	1 010 319,0	225 780,1	22,3%	659 968,6	2 770 519,0	23,8%

II- OPERATIONS DE TRESORERIE (CHARGES DE TRESORERIE)

Mature	Prêts et avances			Amortissement emprunts banques internationales			Amortissement emprunt bilatéral			Amortissement emprunt multilatéral			Amortissement prêts banques locales et BOAD			Amortissement obligation et Bons du Trésor			Variation des instances du palestement			Amortissement tirages FMI et Eurobond			Total Exécution	Prévision Loi de Finances	Taux d'exé
	Dotations initiales	Exécuté	Taux	Dotations initiales	Exécuté	Taux	Dotations initiales	Exécuté	Taux	Dotations initiales	Exécuté	Taux	Dotations initiales	Exécuté	Taux	Dotations initiales	Exécuté	Taux	Dotations initiales	Exécuté	Taux	Dotations initiales	Exécuté	Taux			
Montant / Taux	12 000,0	0,0	0,0%	78 642,0	25 129,5	32,0%	32 472,0	13 068,3	40,2%	71 511,0	7 328,3	10,2%	47 983,0	2 530,5	5,3%	439 362,0	170 730,9	38,9%	25 000,0	25 039,6	100,2%	65 486,0	17 150,2	26,2%	260 977,3	772 486,0	33,8%
TOTAL LOI DE FINANCES (D)-(D)																									920 946,9	3 551 005,0	25,9%

Source : DGB, mai 2025



Annexe 2.2 : Présentation de l'exécution des dépenses de la Loi de Finances 2025 au 31 mars par programme et dotation budgétaire sur la base des prévisions annuelles (en millions de FCFA)

Code	Libellé Programme / Dotation	DEPENSES ORDINAIRES												DEPENSES EN CAPITAL (CREDITS DE PAIEMENT)												Total général		
		Dépenses de personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources intérieures			Ressources extérieures (dons)			Ressources extérieures (prêts)			Total dépenses en capital (b)			Prévisions annuelles initiales	Total Exécution (a) + (b)	Taux (%)
		Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)			
015	Pilotage et soutien aux services du MDC	1 339,7	254,9	19,0	2 258,3	0,0	0,0	485,8	0,0	0,0	4 083,8	254,9	6,2	0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		4 083,8	254,9	6,2
016	Orientation et évaluation des politiques de développement	616,0	169,3	27,5	336,0	0,0	0,0	445,3	0,0	0,0	1 617,3	169,3	10,5	2 309,1	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0		2 309,1	0,0	0,0	3 926,6	169,3	4,3
018	Pilotage et soutien aux services du MUL	1 436,0	989,5	68,9	3 188,9	716,4	22,5	0,0	0,0		4 624,9	1 706,0	36,9	0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		4 624,9	1 706,0	36,9
019	Cadre législatif normatif et institutionnel	985,3	45,4	4,6	225,5	0,0	0,0	0,0	0,0		1 210,8	45,4	3,7	0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		1 210,8	45,4	3,7
020	Services judiciaires	8 512,4	1 946,0	19,3	718,5	0,0	0,0	4 471,6	0,0	0,0	13 702,5	1 946,0	12,0	9 520,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0		9 520,0	0,0	0,0	23 222,5	1 946,0	7,1
021	Droits Humains	226,0	165,8	73,4	130,0	0,0	0,0	241,1	0,0	0,0	597,2	165,8	27,8	0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		597,2	165,8	27,8
055	Système pénitentiaire				0,0	0,0		1 000,0	6 748,6	96,4	7 000,0	6 748,6	96,4	1 000,0	500,0	50,0	0,0	0,0		0,0	0,0		1 000,0	500,0	50,0	8 000,0	7 248,6	90,6
022	Pilotage et soutiens aux services du MAE	1 314,3	391,2	29,8	2 477,3	205,6	8,3	0,0	0,0		3 791,9	596,8	15,7	1 300,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0		1 300,0	0,0	0,0	5 091,9	596,8	11,7
023	Diplomatie	1 096,3	109,4	30,0	606,8	38,8	6,4	100,0	0,0	0,0	1 805,1	368,2	20,4	0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		1 805,1	368,2	20,4
103	Attractivité et rayonnement du Bénin à l'extérieur	8 691,3	1 501,6	20,7	2 969,4	1 383,4	46,3	0,0	0,0		11 680,7	3 184,9	27,3	800,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0		800,0	0,0	0,0	12 280,7	3 184,9	25,9
026	Pilotage et soutien aux services du MEF	1 933,3	278,8	14,4	4 196,1	0,0	0,0	0,0	0,0		6 129,4	278,8	4,5	1 500,0	2 000,0	133,3	0,0	0,0		3 000,0	0,0		4 500,0	2 000,0		10 629,4	2 278,8	21,4
027	Gestion du cadre macroéconomique et du secteur financier	948,9	116,3	12,3	773,8	0,0	0,0	11 075,0	0,0	0,0	12 797,4	116,3	0,9	4 100,0	0,0	0,0	0,0	0,0		6 282,9	0,0		4 100,0	6 282,9		16 897,4	6 399,1	37,9
028	Mobilisation des ressources financières et gestion de la trésorerie de l'Etat	15 105,4	2 564,8	17,0	2 986,0	306,1	10,3	1 315,0	0,0	0,0	19 406,4	2 870,9	14,8	100,0	0,0	0,0	577,0	0,0		0,0	0,0		677,0	0,0		20 083,5	2 870,9	14,3
029	Gestion des dépenses publiques	4 957,0	1 750,3	35,3	1 820,0	63,3	3,6	0,0	0,0		6 777,0	1 813,6	26,8	2 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0		2 000,0	0,0	0,0	8 777,0	1 813,6	20,7
060	Pilotage et soutien aux services du MSP	763,5	221,4	29,0	2 756,2	658,5	23,9	0,0	0,0		3 515,6	879,9	25,0	1 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0		1 000,0	0,0	0,0	4 515,6	879,9	19,5
061	Sécurité publique	50 515,4	15 150,0	30,0	5 235,0	1 936,0	37,0	209,0	52,3	25,0	55 959,3	17 138,3	30,6	4 100,0	134,4	8,2	0,0	0,0		0,0	0,0		4 100,0	134,4	8,2	60 059,3	17 472,8	29,1
062	Protection civile	5 963,8	390,6	6,5	0,0	0,0		710,4	355,2	50,0	6 674,2	745,8	11,2	2 200,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0		2 200,0	0,0		8 874,2	745,8	8,4
063	Affaires intérieures	140,0	3,7	2,6	229,0	36,4	15,9	0,0	0,0		369,0	40,1	10,9	0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		369,0	40,1	10,9
064	Gestion intégrée des espaces frontaliers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		20,0	0,0	0,0	20,0	0,0	0,0	2 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0		2 000,0	0,0	0,0	2 020,0	0,0	0,0
035	Pilotage et soutien aux services du MAEP	2 771,1	1 232,5	44,5	7 007,7	0,0	0,0	586,8	0,0	0,0	10 365,6	1 232,5	11,9	863,9	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0		863,9	0,0	0,0	11 229,5	1 232,5	11,0
036	Agriculture	6 992,1	353,3	5,4	4 992,8	0,0	0,0	37 836,8	0,0	0,0	49 021,7	353,3	0,7	20 552,6	242,0	1,2	9 866,8	1 003,0	10,2	34 078,4	9 781,5	28,7	64 497,8	11 026,5	17,1	113 519,5	11 379,8	10,0
037	Elevage	506,0	0,0	0,0	442,4	0,0	0,0	150,0	0,0		1 100,4	0,0	0,0	6 434,8	32,2	0,5	1 117,0	29,6	2,6	6 340,8	10,6	0,2	13 892,5	72,4	0,5	14 992,9	72,4	0,5
038	Pêche et aquaculture	454,1	84,9	17,2	513,1	0,0	0,0	50,0	0,0		1 057,2	84,9	8,0	5 199,3	0,0	0,0	0,0	0,0		1 597,6	0,0	0,0	6 796,9	0,0	0,0	7 854,1	84,9	1,1
039	Pilotage et soutien aux services du MDGL	1 182,2	312,1	26,4	1 549,0	192,6	12,4	0,0	0,0		2 731,2	504,7	18,5	114,2	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0		114,2	0,0	0,0	2 845,4	504,7	17,7
040	Gouvernance et développement à la base	145,7	9,2	6,3	216,4	7,5	3,5	24 368,9	637,5	2,6	24 731,0	654,2	2,6	13 503,5	0,0	0,0	6 420,6	0,0	0,0	0,0	0,0		22 424,0	0,0	0,0	47 155,0	654,2	1,4
041	Appui à la déconcentration	1 347,9	240,7	17,9	2 104,7	54,9	2,6	0,0	0,0		3 452,5	295,6	8,6	0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		3 452,5	295,6	8,6

Code	Libellé Programme / Dotation	DEPENSES ORDINAIRES												DEPENSES EN CAPITAL (CREDITS DE PAIEMENT)												Total général		
		Dépenses de personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (A)			Ressources intérieures			Ressources extérieures (donc)			Ressources extérieures (prêts)			Total dépenses en capital (B)			Prévisions annuelles initiales	Total Exécution (A) - (B)	Taux (%)
		Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)
041	Pilotage et soutien aux services du MTP	2 026,9	579,5	28,6	3 222,1	112,3	3,5	46,0	0,0	0,0	5 296,9	691,8	13,1	100,0	1,5	1,5	0,0	0,0		0,0	0,0		100,0	1,5	1,5	5 396,9	693,3	12,8
043	Promotion du Travail et de la Sécurité Sociale	300,4	16,3	5,4	485,7	0,0	0,0	0,0	0,0		786,1	16,3	2,1	0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		786,1	16,3	2,1
044	Modernisation de l'administration publique	935,4	83,4	9,6	677,0	8,2	1,2	0,0	0,0		1 612,4	97,6	6,1	200,0	1,3	0,6	0,0	0,0		0,0	0,0		200,0	1,3	0,6	1 812,4	98,9	5,5
045	Pilotage et Soutien aux services du MS	46 830,8	9 135,4	19,5	10 222,4	1 068,3	10,5	6 761,8	70,7	1,0	63 815,3	10 275,5	16,1	1 300,0	0,0	0,0	1 130,2	0,0	0,0	19 316,0	0,0	0,0	21 746,2	0,0	0,0	85 561,4	10 275,5	12,0
046	Prévention et Sécurité sanitaire	71,3	60,1	84,3	215,0	0,0	0,0	11 624,8	0,0	0,0	11 911,1	60,1	0,5	8 740,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0		8 740,0	0,0	0,0	20 651,1	60,1	0,5
047	Offre et accès aux soins de santé	167,2	23,2	13,9	249,0	55,8	22,4	19 343,7	844,5	4,4	19 760,0	923,5	4,7	8 960,0	0,0	0,0	0,0	0,0		15 179,0	27,8	0,2	24 139,0	27,8	0,1	43 899,0	951,3	2,2
054	Pilotage et soutien aux services du MESRS	1 562,4	1 097,5	70,2	3 718,7	168,1	4,5	680,6	0,0	0,0	5 961,6	1 265,7	21,2	0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		5 961,6	1 265,7	21,2
055	Enseignement supérieur	37 851,5	11 019,9	29,1	1 177,2	5,9	0,5	4 617,0	219,8	4,8	43 645,7	11 245,6	25,8	14 224,4	9,0	0,1	0,0	617,5		11 254,0	1 649,7	14,7	25 478,4	2 276,2	8,9	69 124,1	13 521,8	19,6
056	Recherche scientifique et innovation	414,6	13,7	3,3	56,9	0,0	0,0	673,0	0,0	0,0	1 145,5	13,7	1,2	0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		1 145,5	13,7	1,2
057	Vie de l'étudiant	153,2	55,7	36,3	176,5	0,0	0,0	16 900,0	0,0	0,0	17 231,7	55,7	0,3	250,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0		250,0	0,0	0,0	17 481,7	55,7	0,3
058	Pilotage et soutien aux services du MESTP	88 779,1	16 958,3	19,1	5 615,5	6,9	0,1	700,0	0,0	0,0	95 094,7	16 965,2	17,8	0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		95 094,7	16 965,2	17,8
059	Enseignement secondaire général	2 885,4	1 676,4	58,1	20 926,3	0,0	0,0	7 188,0	3 821,6	51,7	31 199,7	5 498,0	17,6	2 665,0	0,0	0,0	0,0	0,0		5 500,0	0,0		7 585,0	0,0	0,0	38 784,7	5 498,0	14,2
060	Enseignement technique et formation professionnelle	3 150,8	1 453,7	46,1	1 319,7	0,0	0,0	1 684,6	111,3	6,6	6 155,3	1 565,0	25,4	18 182,4	0,0	0,0	7 379,1	262,4	3,6	24 669,0	597,7	2,4	50 250,4	860,1	1,7	56 405,7	2 425,1	4,3
061	Alphabétisation et promotion des langues nationales	127,8	0,9	0,7	237,1	0,0	0,0	185,5	0,0	0,0	550,4	0,9	0,2	0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		550,4	0,9	0,2
062	Pilotage et soutien aux services du MEMP	145 574,8	26 896,7	18,5	17 845,0	100,6	0,6	303,5	0,0	0,0	163 723,3	26 999,3	16,5	0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		163 723,3	26 999,3	16,5
063	Accès, équité et rétention	568,9	470,0	82,6	276,4	5,0	1,8	35 442,0	0,0	0,0	36 287,4	475,0	1,3	6 973,2	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0		6 973,2	0,0	0,0	43 260,6	475,0	1,1
064	Qualité des enseignements	4 311,6	4 154,0	96,3	4 531,2	100,0	2,2	360,0	0,0	0,0	9 202,8	4 254,0	46,2	0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		9 202,8	4 254,0	46,2
073	Pilotage et soutien aux services du MAC	740,3	157,2	21,2	1 150,7	81,0	7,0	0,0	0,0		1 890,9	238,2	12,6	0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		1 890,9	238,2	12,6
074	Industrie	58,2	5,3	9,1	106,4	7,0	6,6	360,0	0,0	0,0	524,6	12,3	2,3	0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		524,6	12,3	2,3
075	Commerce	560,9	109,4	19,5	394,9	13,8	3,5	2 500,0	1 250,0	50,0	3 455,7	1 373,1	39,7	472,9	7,5	1,6	0,0	0,0		0,0	0,0		472,9	7,5	1,6	3 928,7	1 380,6	35,1
032	Pilotage et soutien aux services du MASM	2 494,3	568,1	22,8	2 532,6	69,2	2,7	56,9	0,0		5 083,7	637,3	12,5	0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		5 083,7	637,3	12,5
033	Promotion socio-économique des couches vulnérables	325,5	78,6	24,1	783,3	10,4	1,3	1 694,5	0,0	0,0	2 803,3	88,0	3,2	15 511,1	3 380,6	21,8	0,0	0,0		2 686,0	1 816,3		18 197,1	5 197,0	28,6	21 000,3	5 285,9	25,2
034	Développement de l'industrie de la microfinance	60,3	9,8	16,2	105,8	5,2	5,9	733,7	0,0	0,0	899,8	16,0	1,8	0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		899,8	16,0	1,8
114	Pilotage et soutien aux services du MCVT	1 988,2	389,0	19,6	2 585,7	47,8	1,8	240,2	0,0	0,0	4 814,1	436,8	9,1	4 601,8	669,7	14,6	0,0	0,0		0,0	0,0		4 601,8	669,7	14,6	9 415,9	1 106,5	11,8
115	Environnement, Forêts et climat	4 412,8	996,9	22,6	153,0	0,0	0,0	2 545,7	187,5	7,4	7 111,5	1 184,4	16,7	29 089,8	10 728,2	36,9	5 573,2	601,8	10,8	8 647,0	5 477,5	63,3	43 310,0	16 807,5	38,8	50 421,5	17 991,9	35,7
116	Infrastructures et Transports	286,9	48,6	16,9	448,2	5,0	1,1	392,0	1 330,0	339,3	1 127,1	1 383,6	122,8	102 842,0	28 974,4	28,2	1 880,0	244,9		28 645,0	6 717,1	23,4	133 367,0	35 936,5	26,9	134 494,1	37 320,1	27,7
088	Villes et territoires durables	161,9	133,7	82,6	36,6	6,3	17,1	575,9	50,1	8,7	774,4	190,1	24,5	61 515,3	48 382,7	78,7	0,0	0,0		28 470,3	28 021,5	98,4	89 965,5	76 404,2	84,9	90 759,9	76 594,3	84,4
089	Construction et Habitat	180,9	2,4	1,3	35,0	0,0	0,0	76,4	0,0	0,0	292,4	2,4	0,8	55 552,1	30 766,0	55,4	0,0	0,0		18 945,0	996,4	5,3	74 497,1	31 762,4	42,6	74 789,5	31 764,0	42,5

Code	Libellé Programme / Dotation	DEPENSES ORDINAIRES												DEPENSES EN CAPITAL (CREDITS DE PAIEMENT)												Total général		
		Dépenses de personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources intérieures			Ressources extérieures (dons)			Ressources extérieures (prêts)			Total dépenses en capital (b)			Prévisions annuelles initiales	Total Embarcation (a) + (b)	Taux (%)
		Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)
250	Pilotage et soutien aux services du MPMEPE	365,9	83,2	22,7	1 192,3	106,2	8,9	310,0	0,0	0,0	1 868,3	189,4	10,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 868,3	189,4	10,1
251	Emploi	20,6	2,6	12,7	200,0	0,0	0,0	2 000,0	0,0	0,0	2 220,6	2,6	0,1	0,0	0,0	1 496,8	0,0	6 228,0	2 347,0	7 724,8	2 347,0	9 945,5	2 349,6	23,6				
252	Artisanat	24,1	5,8	24,1	200,0	0,0	0,0	2 700,0	400,0	14,8	2 924,1	409,0	14,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 924,1	409,0	14,0
253	Appui aux PME	32,0	3,9	12,2	215,0	3,1	1,5	2 379,0	393,3	16,5	2 626,0	400,4	15,2	0,0	0,0	984,4	0,0	2 100,0	0,0	3 084,4	0,0	5 710,4	400,4	7,0				
299	Pilotage et soutien aux services du MSPORTS	474,4	90,1	19,0	1 458,6	37,5	2,6	304,0	0,0	0,0	2 237,0	127,6	5,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 237,0	127,6	5,7
291	Sport	398,6	85,8	21,5	966,9	26,6	2,8	4 052,1	1 400,7	34,6	5 417,5	1 513,1	27,9	23 423,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	23 423,4	0,0	0,0	28 840,9	1 513,1	5,2	
292	Jeunesse et loisirs	42,6	0,0	0,0	150,4	0,0	0,0	44,4	0,0	0,0	237,4	0,0	0,0	500,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	500,0	0,0	0,0	737,4	0,0	0,0	
048	Pilotage et soutien aux services du MDN	500,0	58,9	11,8	1 603,8	178,1	11,1	241,7	45,0	18,6	2 345,5	281,9	12,0	21 737,2	194,4	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	21 737,2	194,4	0,9	24 082,7	476,3	2,0	
049	Protection du territoire national	59 211,1	15 224,6	25,7	33 765,3	7 303,4	21,6	1 071,5	50,0	4,7	94 048,0	22 578,0	24,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	94 048,0	22 578,0	24,0
113	Pilotage et soutien aux services du MEEM	1 299,2	341,4	26,3	1 953,6	4,3	0,2	0,0	0,0	0,0	3 252,9	345,9	10,6	1 541,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 541,8	0,0	0,0	4 794,6	345,9	7,2	
098	Energie	102,4	1,5	1,5	62,2	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	264,5	1,5	0,6	22 552,7	5 348,5	23,7	6 678,0	372,6	5,6	76 971,0	11 995,6	15,6	106 198,7	17 716,7	16,7	106 464,3	17 718,2	16,6
077	Eau	169,1	11,1	6,6	75,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	245,1	11,1	4,5	61 384,4	245,7	0,4	12 791,5	0,0	0,0	16 001,0	2 209,6	13,8	90 176,9	2 455,3	2,7	90 422,0	2 466,5	2,7
078	Mines	205,7	59,8	29,1	48,5	0,0	0,0	10,0	0,0	0,0	265,2	59,8	22,5	1 200,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 200,0	0,0	0,0	1 465,2	59,8	4,1	
296	Pilotage et soutien aux services du MTCA	824,5	207,0	25,1	1 934,8	105,1	5,4	0,0	0,0	0,0	2 759,3	312,1	11,3	250,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	250,0	0,0	0,0	3 009,3	312,1	10,4		
293	Tourisme	111,0	16,1	16,3	183,4	0,0	0,0	66,4	0,0	0,0	361,0	16,1	5,0	22 522,7	5 505,7	24,4	1 156,3	0,0	0,0	33 271,0	0,0	0,0	56 950,0	5 505,7	9,7	57 310,9	5 523,7	9,6
094	Culture et Arts	690,9	84,6	12,2	798,7	0,0	0,0	1 722,0	542,8	31,5	3 211,6	627,4	19,5	1 600,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 600,0	0,0	0,0	4 811,6	627,4	13,0		
100	Pilotage et soutien aux services du MND	971,1	183,5	18,9	1 267,4	0,0	0,0	163,2	0,0	0,0	2 401,7	183,5	7,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 401,7	183,5	7,6	
109	Médias	55,8	5,7	10,2	505,2	0,0	0,0	6 026,5	0,0	0,0	6 587,5	5,7	0,1	3 615,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 615,9	0,0	0,0	10 203,4	5,7	0,1		
111	Numerique	81,6	12,4	15,2	69,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	150,6	12,4	8,2	6 236,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10 042,0	877,0	8,7	16 278,2	877,0	5,4	16 428,9	889,4	5,4
031	Assurance retraite des agents de l'Etat	150,0	25,6	17,7	850,0	61,4	7,2	99 600,0	22 502,5	22,6	100 600,0	22 590,5	22,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100 600,0	22 590,5	22,5
107	Prévention et gestion des catastrophes	0,0	0,0	0,0	5 000,0	0,0	0,0	0,0	10 983,3	0,0	5 000,0	10 983,3	219,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5 000,0	10 983,3	219,7
108	Modernisation des régies financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6 300,0	177,6	3,0	6 000,0	177,6	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6 000,0	177,6	3,0
110	Opérations Militaires à l'extérieur	1 000,0	0,0	0,0	7 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8 000,0	0,0	0,0
112	Fonds de développement des arts et de la culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 200,0	0,0	0,0	1 200,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 200,0	0,0	0,0
117	Fonds de Développement du Sport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 000,0	0,0	0,0	3 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 000,0	0,0	0,0
TOTAL PROGRAMMES BUDGETAIRES		531 303,1	121 209,9	22,8	186 361,1	15 308,5	8,2	335 944,5	50 174,3	15,5	1 053 608,7	188 693,7	17,9	575 561,6	137 323,8	23,9	58 549,0	3 131,8	5,3	352 961,0	78 808,3	22,3	980 871,5	219 264,9	22,2	2 041 680,2	407 957,7	20,0

CP

X

Code	Libellé Programme / Dotation	DEPENSES ORDINAIRES												DEPENSES EN CAPITAL (CREDITS DE PAIEMENT)												Total général		
		Dépenses de personnes			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources intérieures			Ressources extérieures (dons)			Ressources extérieures (prêts)			Total dépenses en capital (b)			Prévisions antérieures initiales	Total Exécution (a) + (b)	Taux (%)
		Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)			
001	Dotation pour l'Assemblée Nationale	15 619,8	7 832,5	50,1	5 578,2	2 978,8	53,4	520,0	51,0	9,8	21 718,0	10 862,3	50,0	7 600,4	0,0	0,0							7 600,4	0,0	0,0	29 318,5	10 862,3	37,0
002	Dotation pour la Cour Constitutionnelle	1 961,5	439,5	22,4	803,2	89,1	11,1	3,6	3,0	82,1	2 768,3	531,5	19,2										0,0	0,0		2 768,3	531,5	19,2
003	Dotation pour la Cour Suprême	2 869,3	745,5	26,0	1 375,0	112,7	8,2	57,4	0,0	0,0	4 301,7	858,2	19,9										0,0	0,0		4 301,7	858,2	19,9
004	Dotation pour le Conseil Economique et Social	1 373,0	101,5	7,4	664,3	0,0	0,0	27,0	0,0	0,0	2 064,3	101,5	4,9										0,0	0,0		2 064,3	101,5	4,9
005	Dotation pour la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication	2 023,7	293,8	14,5	1 078,3	73,3	6,8	3,0	0,0	0,0	3 104,9	367,1	11,8										0,0	0,0		3 104,9	367,1	11,8
006	Dotation pour la Haute Cour de Justice	387,6	79,7	20,6	531,7	21,0	3,9	1,0	0,0	0,0	920,3	100,7	10,9										0,0	0,0		920,3	100,7	10,9
007	Dotation pour le Médiateur de la République	199,1	53,3	26,6	677,8	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	880,2	53,0	6,0										0,0	0,0		880,2	53,0	6,0
008	Dotation pour la Commission Electorale Nationale Autonome	1 096,3	234,6	21,4	703,0	43,6	6,2	7,5	0,0	0,0	1 606,8	278,3	15,4										0,0	0,0		1 806,8	278,3	15,4
009	Dotation pour la Commission Béninoise des Droits de l'Homme	437,5	84,1	19,2	294,4	16,0	5,4	2,2	0,0	0,0	734,1	100,1	13,6	0,0	0,0								0,0	0,0		734,1	100,1	13,6
014	Dotation pour l'Autorité de Protection des Données à caractère Personnel	0,0	0,0		0,0	0,0		638,3	159,6	25,0	638,3	159,6	25,0										0,0	0,0		638,3	159,6	25,0
010	Dotation pour la Présidence de la République	1 731,3	361,0	20,9	9 335,2	1 483,1	15,9	25 767,9	3 983,1	15,5	36 834,4	5 827,3	15,8	900,0	0,0	0,0	3 534,0	5 538,3	156,7	10 213,0	977,9	9,6	14 647,0	6 516,2	44,5	51 481,4	12 343,5	24,0
101	Dotation pour la Cour des Comptes	2 371,6	490,8	20,7	2 666,6	395,3	14,6	10,0	1,0	10,0	5 048,2	887,6	17,6										0,0	0,0		5 048,2	887,6	17,6
011	Dotation pour les dépenses d'intervention publique, accidentelles et imprévisibles	72 508,2	7 336,2	10,2	15 949,3	2 018,2	12,7	306 314,2	90 880,4	29,7	394 771,8	100 294,9	25,4										0,0	0,0		394 771,8	100 294,9	25,4
012	Dotation pour les comptes d'aval et de garantie										0,0	0,0											0,0	0,0		0,0	0,0	
013	Dotation pour les Charges financières de la dette										239 000,0	125 073,8											0,0	0,0		239 000,0	125 073,8	52,3
TOTAL DOTATIONS BUDGETAIRES		102 578,9	18 112,3	17,7	39 656,9	7 231,6	18,2	333 355,5	95 078,1	28,5	714 591,3	245 495,8	34,4	8 500,4	0,0	0,0	3 534,0	5 538,3	156,7	10 213,0	977,9	9,6	22 247,5	6 516,2	29,3	736 838,8	252 012,0	34,2
TOTAL BUDGET DE L'ETAT		633 082,0	139 322,2	22,0	226 018,0	22 541,1	10,0	669 300,0	147 252,3	22,0	1 768 200,0	434 189,5	24,6	984 062,0	137 323,8	23,5	63 083,0	8 670,1	13,7	363 174,0	79 786,2	22,0	225 780,1	22,3	2 778 519,0	659 949,6	23,8	

Source : DGB, mai 2025

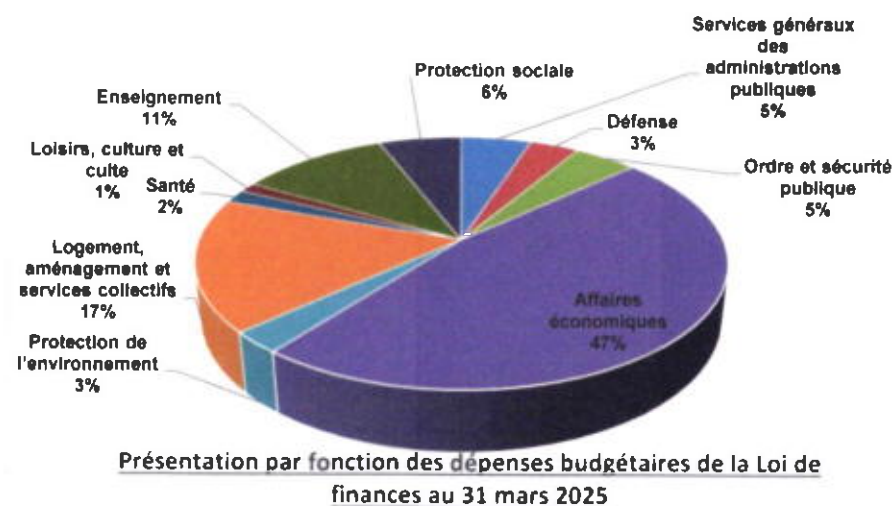
Cp

A.

Annexe 2.3 : Présentation de l'exécution des dépenses de la Loi de Finances 2025 au 31 mars par fonction sur la base des prévisions annuelles (en millions de FCFA)

N°	FONCTION	Dépenses de personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Financement intérieur			Financement extérieur (dons)			Financement extérieur (grants)			Total global				Observations
		Prévisions (CP)	Ordonnance	Taux	Prévisions (CP)	Ordonnance	Taux	Prévisions (CP)	Ordonnance	Taux	Prévisions (CP)	Ordonnance	Taux	Prévisions (CP)	Ordonnance	Taux	Prévisions (CP)	Ordonnance	Taux	Prévisions (CP)	Ordonnance	Taux d'exc. (%)	Points d'exc.	
01	Services généraux des administrations publiques	49 071	14 908,3	30,4%	40 850	7 216,8	17,7%	52 407	4 893,3	9,2%	26 627	2,8	0,0%	12 455	5 538,3	44,5%	10 213	977,9	9,6%	191 704	33 480,3	17,5%	5,1%	Institutions, MDGL, MDC, MAE, MTFP
02	Défense	60 711	15 283,3	25,2%	42 369	7 481,3	17,7%	1 213	95,0	7,2%	21 737	194,4	0,9%	0	0,0	0,0%	0	0,0	0,0%	126 131	23 054,4	18,3%	3,5%	MDN, OME
03	Ordre et sécurité publique	68 542	18 612,4	27,2%	12 483	3 347,4	26,8%	12 652	7 156,0	56,6%	19 820	834,4	4,2%	0	0,0	0,0%	0	0,0	0,0%	113 498	29 990,2	26,4%	4,5%	MIL, MISP
04	Affaires économiques	109 118	14 396,3	13,2%	44 052	2 628,9	5,9%	880 259	94 493,4	10,7%	176 470	36 804,8	20,7%	22 598	1 630,1	7,2%	169 003	38 913,6	22,5%	1 140 540	312 776,9	27,4%	47,4%	MEF, MAEP, MCVT (Infrastructures), MPMEPE, MIND, MEEM (Energie), MIC, Modernisation des régies, Charges financières de la dette publique, Dépenses imprévisibles et
05	Protection de l'environnement	4 413	396,9	22,8%	153	0,0	0,0%	2 546	187,3	7,4%	29 090	10 726,2	36,9%	5 573	601,8	10,8%	8 647	5 477,5	63,3%	50 421	17 991,8	35,7%	2,7%	MCVT (Environnement, Forêts et climat)
06	Logement, aménagement et services collectifs	4 005	937,4	23,4%	4 736	58,5	1,2%	903	50,1	5,6%	185 795	80 064,1	43,1%	12 792	0,0	0,0%	63 416	31 227,6	49,2%	271 647	112 332,7	41,4%	17,0%	MCVT (Pilotage et soutien, Villes et territoires durables, Construction et Habitat), MEEM (Pilotage, Eau et Mines)
07	Santé	47 069	9 218,7	19,6%	10 687	1 125,1	10,5%	37 730	915,2	2,4%	19 000	0,0	0,0%	1 130	0,0	0,0%	34 495	27,8	0,1%	150 111	11 288,8	7,5%	1,7%	MS
08	Loisirs, culture et culte	2 342	485,8	19,1%	5 493	155,1	3,1%	10 388	1 943,4	18,7%	48 286	5 905,7	11,4%	1 156	0,0	0,0%	33 271	0,0	0,0%	101 147	8 103,8	8,0%	1,2%	MTCA, MSPORT, FDAC, FDSports
09	Enseignement	385 130	63 798,7	22,4%	55 862	386,4	0,7%	68 957	4 152,7	6,0%	41 715	0,0	0,0%	7 378	878,9	11,9%	41 443	2 247,5	5,4%	500 736	71 474,4	14,3%	10,8%	MEEM, MESFTP, MESRS
10	Protection sociale	3 030	683,0	22,5%	9 272	147,2	1,6%	102 085	33 483,8	32,8%	15 511	3 380,8	21,8%	0	0,0	0,0%	2 066	1 816,3	67,6%	132 584	89 513,0	28,0%	5,0%	IMASH, Assurance retraite des agents de l'Etat, Prévention et gestion des catastrophes
TOTAL FONCTIONS		639 882	139 322,2	22,0%	226 018	23 541,1	10,0%	668 900	147 252,3	22,0%	584 062	137 321,8	23,5%	63 083	8 670,1	13,7%	363 174	79 786,2	22,0%	2 778 919	638 988,6	23,8%	100%	

Source : DGB, mai 2025



ANNEXE N°3 : MODIFICATIONS DE CREDITS INTERVENUES AU 31 MARS 2025



SYNTHÈSE DES MOUVEMENTS DE CREDITS PAR MINISTÈRE (HORS CREDITS GLOBAUX - CST - FNRB)

Gestion :

2025

Période du

01/01/2025

au

31/03/2025



Section	Dotation Initiale		Crédit Annulé		Crédit Complémentaire		Dotation Finale	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
001 - ASSEMBLEE NATIONALE	7 600 447 917	29 318 497 486					7 600 447 917	29 318 497 486
002 - COUR CONSTITUTIONNELLE	0	2 768 309 948					0	2 768 309 948
003 - COUR SUPREME	0	4 301 729 023					0	4 301 729 023
004 - CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	0	2 064 310 088					0	2 064 310 088
005 - HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION	0	3 104 932 343					0	3 104 932 343
006 - HAUTE COUR DE JUSTICE	0	920 288 200					0	920 288 200
007 - MEDiateur DE LA REPUBLIQUE	0	880 222 825					0	880 222 825
008 - COMMISSION ELECTORALE NATIONALE AUTONOME	0	1 806 764 240					0	1 806 764 240
009 - PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	14 647 031 716	51 481 394 487	0	0	0	6 654 726 000	14 647 031 716	58 136 120 487
010 - AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	0	638 277 000					0	638 277 000
011 - MINISTÈRE DU DEVELOPPEMENT ET DE LA COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE	2 309 090 850	8 010 409 447					2 309 090 850	8 010 409 447
012 - MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA LEGISLATION	45 820 000 000	37 655 467 244	0	0	0	3 809 161 204	45 820 000 000	41 464 628 448
013 - MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES	1 900 000 000	19 177 722 282					1 900 000 000	19 177 722 282
014 - MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	11 277 027 498	56 387 287 549					11 277 027 498	56 387 287 549
015 - MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	9 300 000 000	75 842 122 780					9 300 000 000	75 842 122 780
016 - MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	310 148 919 900	147 596 010 816					310 148 919 900	147 596 010 816
017 - MINISTÈRE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE	25 154 756 500	53 452 983 505	10 500 000	58 800 398	10 500 000	58 800 398	25 154 756 500	53 452 983 505
018 - MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	300 000 000	7 995 442 006					300 000 000	7 995 442 006
019 - MINISTÈRE DE LA SANTE	56 525 192 483	150 111 467 835					56 525 192 483	150 111 467 835
020 - MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	68 832 842 374	93 713 951 531	0	0	7 780 863 461	7 780 863 461	76 613 705 835	101 494 814 992
021 - MINISTÈRE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE, TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	57 835 443 851	190 835 496 673					57 835 443 851	190 835 496 673
022 - MINISTÈRE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE	6 973 200 000	216 186 617 026					6 973 200 000	216 186 617 026
025 - MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	472 940 000	6 344 182 550	5 930 000	214 670 000	5 930 000	214 670 000	472 940 000	6 344 182 550
026 - MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA MICROFINANCE	18 197 067 999	26 983 852 509					18 197 067 999	26 983 852 509
028 - MINISTÈRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI	10 809 283 069	20 448 282 120					10 809 283 069	20 448 282 120
029 - MINISTÈRE DES SPORTS	23 923 409 342	31 815 293 376	0	0	0	1 019 432 000	23 923 409 342	32 834 725 376
030 - MINISTÈRE DELEGUE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	21 737 228 213	118 130 733 778					21 737 228 213	118 130 733 778
033 - COMMISSION BENINOISE DES DROITS DE L'HOMME	0	734 110 527					0	734 110 527
034 - MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES ARTS	58 799 965 991	65 131 900 231					58 799 965 991	65 131 900 231
035 - MINISTÈRE DU NUMERIQUE ET DE LA DIGITALISATION	13 114 082 762	29 033 966 192					13 114 082 762	29 033 966 192
036 - COUR DES COMPTES	0	5 048 162 517					0	5 048 162 517

SYNTHESE DES MOUVEMENTS DE CREDITS PAR MINISTERE (HORS CREDITS GLOBAUX - CST - FNRB)

Gestion : 2025 Période du 01/01/2025 au 31/03/2025



Section	Dotation Initiale		Crédit Annulé		Crédit Complémentaire		Dotation Finale	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
037 - MINISTÈRE DU CADRE DE VIE ET DES TRANSPORTS CHARGE DU DEVELOPPEMENT DURABLE	694 893 053 263	359 880 873 897	0	0	4 433 987 696	6 808 975 023	699 327 040 959	366 689 848 920
038 - MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU ET DES MINES	437 013 639 649	203 146 170 526					437 013 639 649	203 146 170 526
TOTAL GENERAL :	1 897 584 623 377	2 020 947 232 557	16 430 000	273 470 398	12 231 281 157	26 346 628 086	1 909 799 474 534	2 047 020 390 245

**ANNEXE N°4 : EXECUTION DES DEPENSES SOCIALES PRIORITAIRES PAR
COMPOSANTES AU 31 MARS 2025**



SITUATION DES DEPENSES SOCIALES PRIORITAIRES(RECAPITILATIF PAR COMPOSANTE)

GESTION : 2025 PERIODE DU 01/01/2025 AU 31/03/2025

	LIBELLE	AE INITIAL	CP INITIAL	AE FINAL	CP FINAL	AE ENGAGE	CP ENGAGE	OP	ORDONNANCE	TAUX ENGAGE AE	TAUX ENGAGE CP
AFFAIRES SOCIALES	APPUI À LA SOLIDARITÉ NATIONALE	14 811 067 999	15 391 067 999	14 811 067 999	15 391 067 999	3 475 640 225	3 460 640 225	0	3 380 640 225	23.47%	22.48%
	MICRO-CRÉDITS AU PLUS PAUVRES POUR LA PROMOTION DES ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS	0	733 720 000	0	733 720 000	0	0	0	0	0%	0.00%
	PROMOTION DE LA FAMILLE	0	76 550 000	0	76 550 000	0	16 262 500	0	0	0%	21.24%
	PROMOTION À LA BASE	0	20 000 000	0	20 000 000	0	3 825 000	0	0	0%	19.13%
	RÈGLEMENTATION ET GESTION DES PROCESSUS D'ADOPTION D'ENFANTS	0	100 000 000	0	100 000 000	0	0	0	0	0%	0.00%
	SOUTIENS AUX PERSONNES EN SITUATIONS DE HANDICAP	0	404 300 000	0	404 300 000	0	11 525 000	1 875 000	0	0%	2.85%
	TRANSFERT MONÉTAIRE AU MÉNAGE	0	572 940 000	0	572 940 000	0	780 000	0	0	0%	0.14%
Total AFFAIRES SOCIALES		14 811 067 999	17 298 517 999	14 811 067 999	14 811 067 999	3 475 640 225	3 493 032 725	1 875 000	3 380 640 225	23.47%	23.58%
AGRICULTURE	APPUI À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE RURALE	900 000 000	675 876 366	900 000 000	675 876 366	0	0	0	0	0.00%	0.00%
	APPUI À LA DIVERSIFICATION AGRICOLE ET LA PRODUCTION VIVRIÈRE	6 708 467 535	6 200 000 000	6 708 467 535	6 200 000 000	0	0	0	0	0.00%	0.00%
	CONTRÔLE DES NORMES D'EXPLOITATION DES PRODUITS HALIEUTIQUES	200 000 000	150 000 000	200 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0.00%	0.00%
	DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES AGRICOLES DANS LES COMMUNAUTÉS DE BASES	2 644 006 913	2 223 469 443	2 644 006 913	2 223 469 443	0	0	0	0	0.00%	0.00%
	DÉVELOPPEMENT DES PÉRIMÈTRES IRRIGUÉS EN MILIEU RURAL	948 900 802	748 900 000	948 900 000	748 900 000	72 487 400	0	0	0	7.64%	0.00%
	FONDS NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE	0	440 650 907	0	440 650 907	0	0	0	0	0%	0.00%
	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE STOCKAGE	0	111 579 515	0	111 579 515	0	0	0	0	0%	0.00%
Total AGRICULTURE		11 401 374 448	18 550 476 231	11 401 374 448	11 401 374 448	72 487 400	0	0	0	0.64%	0.00%
ASSAINISSEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	ASSAINISSEMENT PLUVIAL	24 960 943 701	12 635 443 701	24 960 943 701	12 635 443 701	12 585 943 701	12 460 943 701	0	12 460 943 701	50.42%	98.62%
	DÉVELOPPEMENT DE L'HABITAT SOCIAL	19 764 878 000	9 764 878 000	19 764 878 000	9 764 878 000	9 764 878 000	5 764 878 000	0	5 764 878 000	49.41%	59.04%
	MODERNISATION DU SYSTÈME DE COLLECTE EFFICACE DES DÉCHETS	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 965 000	1 965 000	0	0	0.49%	0.49%
Total ASSAINISSEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE		45 125 821 701	22 800 321 701	45 125 821 701	45 125 821 701	22 552 786 701	18 227 786 701	0	18 225 821 701	49.53%	40.39%
EAU	ALIMENTATION EN EAU POTABLE	34 800 000 000	5 864 586 471	34 800 000 000	5 864 586 471	0	0	0	0	0.00%	0.00%
	DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES MULTIFONCTION	7 989 455 722	4 786 126 722	7 989 455 722	4 786 126 722	292 364 363	7 935 500	0	0	3.66%	0.17%
	SYSTÈME D'AEP	77 801 199 268	31 643 696 647	77 801 199 268	31 643 696 647	1 667 404 319	0	0	0	2.14%	0.00%
Total EAU		120 590 654 990	42 294 409 840	120 590 654 990	120 590 654 990	1 959 768 682	7 935 500	0	0	1.63%	0.01%

SITUATION DES DEPENSES SOCIALES PRIORITAIRES(RECAPITILATIF PAR COMPOSANTE)

GESTION : 2025 PERIODE DU 01/01/2025 AU 31/03/2025

	LIBELLE	AE INITIAL	CP INITIAL	AE FINAL	CP FINAL	AE ENGAGE	CP ENGAGE	OP	ORDONANCE	TAUX ENGAGE AE	TAUX ENGAGE CP
EDUCATION	AUTRES (NON CLASSÉ)	0	213 750 000	0	213 750 000	0	17 812 500	0	0	0%	8.33%
	BOURSES AUX ÉLÈVES DANS LES LYCÉES ET COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL	0	1 169 816 000	0	1 169 816 000	0	873 646 000	0	111 320 000	0%	74.68%
	BOURSES ET SECOURS UNIVERSITAIRES	0	13 750 000 000	0	13 750 000 000	0	812 500 000	0	0	0%	5.91%
	BOURSES POUR FORMATION DES FORMATEURS	0	360 000 000	0	360 000 000	0	360 000 000	0	0	0%	100.00%
	CONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT D'INFRASTRUCTURES ÉDUCATIVE DANS LES TROIS ORDRES DE L'ENSEIGNEMENT	12 397 444 000	7 383 222 000	12 397 444 000	7 383 222 000	0	8 977 200	0	8 977 200	0.00%	0.12%
	GRATUITÉ DE LA SCOLARISATION AU PRIMAIRE	0	6 395 650 000	0	6 395 650 000	0	0	0	0	0%	0.00%
	GRATUITÉ DE LA SCOLARISATION DES FILLES AU SECONDAIRE	0	7 338 047 000	0	7 338 047 000	0	3 821 624 000	0	3 821 624 000	0%	52.08%
	MISE À DISPOSITION DE MANUELS SCOLAIRES	0	3 380 464 000	0	3 380 464 000	0	0	0	0	0%	0.00%
	OEUVRES UNIVERSITAIRES (RESTAURATION, TRANSPORT, HÉBERGEMENT, ETC.)	0	2 985 000 000	0	2 985 000 000	0	1 492 500 000	0	0	0%	50.00%
	PROGRAMME CANTINE SCOLAIRE	0	29 046 395 000	0	29 046 395 000	0	0	0	0	0%	0.00%
	RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES SOCIALES	550 000 000	250 000 000	550 000 000	250 000 000	0	0	0	0	0.00%	0.00%
	Total EDUCATION	12 947 444 000	71 372 344 000	12 947 444 000	12 947 444 000	0	7 387 059 700	0	3 941 921 200	0.00%	57.04%
EMPLOI	DIVERS PROGRAMMES DE STAGE GÉRÉS PAR L'ANPE	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	0	500 000 000	0	0	0%	25.00%
	Total EMPLOI	0	2 000 000 000	0	0	0	500 000 000	0	0	0%	0%
ENERGIE	AUTRES (NON CLASSÉ)	0	213 750 000	0	213 750 000	0	17 812 500	0	0	0%	8.33%
	BIOMASSE ÉLECTRICITÉ	1 030 000 000	1 030 000 000	1 030 000 000	1 030 000 000	515 000 000	0	0	0	50.00%	0.00%
	DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	8 750 000	8 750 000	0	0	0.44%	0.44%
	ELECTRIFICATION DES LOCALITÉS RURALES	2 362 957 579	2 062 957 579	2 362 957 579	2 062 957 579	1 181 478 790	0	0	0	50.00%	0.00%
	RENFORCEMENT ET EXTENSION DES RÉSEAUX ÉLECTRIQUES	1 330 684 000	1 330 684 000	1 330 684 000	1 330 684 000	665 342 000	0	0	0	50.00%	0.00%
	Total ENERGIE	6 723 641 579	6 637 391 579	6 723 641 579	6 723 641 579	2 370 570 790	26 562 500	0	0	35.26%	0.40%
INFRASTRUCTURES ET TRANSPORT	AUTRES (NON CLASSÉ)	0	213 750 000	0	213 750 000	0	17 812 500	0	0	0%	8.33%
	Total INFRASTRUCTURES ET TRANSPORT	0	213 750 000	0	0	0	17 812 500	0	0	0%	0%

SITUATION DES DEPENSES SOCIALES PRIORITAIRES(RECAPITULATIF PAR COMPOSANTE)

GESTION : 2025 PERIODE DU 01/01/2025 AU 31/03/2025

LIBELLE		AE INITIAL	CP INITIAL	AE FINAL	CP FINAL	AE ENGAGE	CP ENGAGE	OP	ORDONANCE	TAUX ENGAGE AE	TAUX ENGAGE CP
JUSTICE	ALIMENTATION DES DÉTENUÉS ET AUTRES	1 000 000 000	6 600 000 000	1 000 000 000	9 848 600 680	500 000 000	6 548 600 680	0	6 548 600 680	50.00%	66.49%
	AUTRES (NON CLASSÉ)	0	213 750 000	0	213 750 000	0	17 812 500	0	0	0%	8.33%
	DROITS DE L'HOMME	44 820 000 000	9 520 000 000	44 820 000 000	9 520 000 000	7 640 000 000	0	0	0	17.05%	0.00%
	DÉPENSES DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE	0	128 140 000	0	128 140 000	0	24 035 000	0	0	0%	18.76%
Total JUSTICE		45 820 000 000	16 461 890 000	45 820 000 000	16 461 890 000	8 140 000 000	6 590 448 180	0	6 548 600 680	17.77%	14.38%
SANTÉ	AUTRES (NON CLASSÉ)	0	213 750 000	0	213 750 000	0	17 812 500	0	0	0%	8.33%
	CONSTRUCTIONS ET ÉQUIPEMENTS DE CENTRES HOSPITALIERS	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0	0.00%	0.00%
	DÉPISTAGE ET TRAITEMENT DES AFFECTIONS PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (ASSISTANCE AUX HÉMODIALYSÉS ; DÉPISTAGE ET TRAITEMENT L'ULCÈRE DE BURULU, PNEUMO-PHTISIOLOGIE, LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE, LE SIDA, L'HÉPATITE, MALADIE NON TRANSMISSIBLES, LÈPRE, PALUDIS	0	2 200 000 000	0	2 200 000 000	0	392 181 789	0	277 169 135	0%	17.82%
	DÉPISTAGE ET TRAITEMENT DES AFFECTIONS PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (ASSISTANCE AUX HÉMODIALYSÉS ; DÉPISTAGE ET TRAITEMENT L'ULCÈRE DE BURULU, PNEUMO-PHTISIOLOGIE, LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE, LE SIDA, L'HÉPATITE, MALADIE NON TRANSMISSIBLES, LÈPRE, PALUDISME, DRÉPANOCYTOSE, SUBVENTION AUX HÔPITAUX, ETC.)	6 390 000 000	7 031 200 090	6 390 000 000	7 031 200 090	1 980 400	124 050 000	0	0	0.03%	1.76%
	DÉVELOPPEMENT DE LA MÉDECINE TRADITIONNELLE ET DE LA PHARMACOPÉE	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0.00%	0.00%
	PRISE EN CHARGE SANITAIRE DES INDIGENTS	0	4 412 852 285	0	4 412 852 285	0	0	0	0	0%	0.00%
	SANTÉ COMMUNAUTAIRE	1 300 000 000	5 441 570 848	1 300 000 000	5 441 570 848	0	250 000 000	0	0	0.00%	4.59%
	SANTÉ DE REPRODUCTION	700 000 000	1 380 000 000	700 000 000	1 380 000 000	175 000 000	170 000 000	0	0	25.00%	12.32%
	TRANSFUSION SANGUINE	0	3 000 000 000	0	3 000 000 000	0	150 000 000	0	0	0%	25.00%
	VACCINATION ET SOINS DE SANTÉ PRIMAIRE	400 000 000	1 766 500 000	400 000 000	1 766 500 000	0	341 625 000	0	0	0.00%	19.34%
Total SANTÉ		9 540 000 000	26 195 873 223	9 540 000 000	9 540 000 000	176 980 400	2 045 669 289	0	277 169 135	1.86%	21.44%

SITUATION DES DEPENSES SOCIALES PRIORITAIRES(RECAPITULATIF PAR COMPOSANTE)

GESTION : 2025 PERIODE DU 01/01/2025 AU 31/03/2025

LIBELLE		AE INITIAL	CP INITIAL	AE FINAL	CP FINAL	AE ENGAGE	CP ENGAGE	OP	ORDONANCE	TAUX ENGAGE AE	TAUX ENGAGE CP
SPORT	COMPÉTITIONS SPORTIVES	0	520 310 000	0	520 310 000	0	6 798 000	6 798 000	0	0%	1.31%
	DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE DU SPORT À LA BASE	12 521 321 502	12 521 321 502	12 521 321 502	12 521 321 502	300 000 000	0	0	0	2.40%	0.00%
	LOISIRS ET VIE ASSOCIATIVE	0	122 507 200	0	122 507 200	0	0	0	0	0%	0.00%
	PROMOTION DU SPORT SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRES	0	1 425 055 000	0	1 425 055 000	0	356 263 750	0	356 263 750	0%	25.00%
Total SPORT		12 521 321 502	14 589 193 702	12 521 321 502	12 521 321 502	300 000 000	363 061 750	6 798 000	356 263 750	2.40%	2.90%
SÉCURITÉ ET PROTECTION CIVILE	ENTRETIEN ET GESTION DU RÉGISTRE DE POPULATION	0	28 500 000	0	28 500 000	0	10 640 000	10 640 000	0	0%	17.33%
	GESTION INTÉGRÉE DES ESPACES FRONTALIERS	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0	0.00%	0.00%
	PRÉVENTION ET GESTION DES CATASTROPHES ET PROTECTION CIVILE	2 800 000 000	4 004 440 000	2 800 000 000	4 004 440 000	300 412 548	593 000 000	0	593 000 000	10.73%	14.56%
Total SÉCURITÉ ET PROTECTION CIVILE		4 800 000 000	6 032 940 000	4 800 000 000	4 800 000 000	300 412 548	593 000 000	10 640 000	593 000 000	6.26%	12.37%
Total Général		284 281 326 219	237 347 168 275	284 281 326 219	240 595 768 955	39 148 646 746	39 253 068 845	19 313 000	33 313 416 691	13.77%	16.31%

**ANNEXE N°5 : EXECUTION DES DEPENSES A SENSIBILITE DIRECTE SUR LE
GENRE AU 31 MARS 2025**

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'A' followed by a dot.

Exécution des dépenses à sensibilité directe sur le genre au 31 mars 2025

(en francs CFA)

Activité budgétaire	Ministère	Prévision CP (en francs CFA)	Exécution à fin mars 2025	Taux d'exé
018003001-Gestion des ressources humaines et emplois du ministère	MJL	35 000 000	23 230 000	66,4%
019002005-Elaboration, examen et codification des textes législatifs et réglementaires	MJL	52 865 000	0	0,0%
020001002-Renforcement des capacités des acteurs judiciaires	MJL	50 463 000	0	0,0%
020002002-Construction et équipement des juridictions, établissements pénitentiaires, CSEA et autres infrastructures judiciaires dans les juridictions	MJL	7 520 000 000	0	0,0%
021002004-Renforcement des capacités des structures intervenant en matière des droits de l'homme et internalisation des Instruments Juridiques applicables au Bénin	MJL	70 000 000	0	0,0%
021003004-Protection et prise en charge des enfants en conflits avec la loi ou en danger moral	MJL	32 000 000	0	0,0%
095002002-Modernisation du système Pénitentiaire	MJL	1 000 000 000	500 000 000	50,0%
029001013-Intégration des dimensions transversales des politiques publiques au processus budgétaire	MEF	20 000 000	0	0,0%
080002051-Promotion du genre et gestion de l'environnement	MISP	20 000 000	0	0,0%
082002028-Construction et équipements des Infrastructures de secours	MISP	2 200 000 000	0	0,0%
035001009-Promotion de l'intégrité et lutte contre la corruption	MAEP	133 220 003	0	0,0%
035002005-Prise en compte du genre et amélioration de l'accès des femmes aux ressources	MAEP	22 720 002	0	0,0%
035002007-Renforcement des capacités d'action des femmes rurales	MAEP	18 150 000	0	0,0%
036001014-Mise en œuvre des Programmes Nationaux de Développement des Filières à Hautes Valeurs Ajoutées (Ananas, Anacarde, Produits Maraîchers) PNDFHVA	MAEP	2 000 000 000	0	0,0%
036001015-Mise en œuvre des Programmes Nationaux de Développement des Filières Conventionnelles (Riz, Maïs, Manioc) PNDFC	MAEP	1 500 000 000	0	0,0%
036001016-Programme National de Développement de la Mécanisation Agricole (PNDMA)	MAEP	1 237 469 443	0	0,0%
036001024-Projet d'Appui au développement des Investissements Agricoles Productifs (PADIAP)	MAEP	6 452 652 350	0	0,0%
036003010-Fonds d'Appui au Développement des Communes, volet Agriculture (FADEC-Investissement)	MAEP	1 800 000 000	0	0,0%
037001002-Appui à la production et à la distribution des intrants animaux et produits vétérinaires	MAEP	5 604 904	0	0,0%
036002011-Mise en œuvre du programme de développement de l'irrigation	MAEP	1 223 851 687	0	0,0%
037001004-Renforcement des capacités techniques au profit des éleveurs, pasteurs et agro-éleveurs	MAEP	3 546 624	0	0,0%
037001008-Programme National de Développement des filières Vlande, Lait et Oeuf de table (PNDF VLO)	MAEP	3 300 000 000	0	0,0%
038001011-Projet de promotion de l'aquaculture durable et de compétitivité des chaînes de valeur de la pêche (PROMAC)	MAEP	3 586 868 036	0	0,0%
038001001-Appui à l'accessibilité des semences et intrants halieutiques de qualité	MAEP	7 924 508	0	0,0%
036002001-Appui à la réalisation des infrastructures de mobilisation des eaux de surface et d'aménagement des bas-fonds	MAEP	5 047 844	0	0,0%

Activité budgétaire	Ministère	Prévision CP (en francs CFA)	Exécution à fin mars 2025	Taux d'exé
036002015-Projet de Développement Intégré des chaînes de Valeur Agricole au Bénin (PDI CVA)	MAEP	3 023 999 920	0	0,0%
036002004-Appui à la réalisation des infrastructures de désenclavement	MAEP	3 112 864	0	0,0%
036002017-Programme National de Développement de la Filière Arboriculture Fruitière	MAEP	900 000 000	0	0,0%
036003001-Renforcement des infrastructures de stockage, de conservation, de transformation et de commercialisation	MAEP	111 579 515	0	0,0%
036003005-Renforcement des infrastructures de communication pour le stockage, la conservation, la transformation et la mise en marché des produits agricoles	MAEP	120 619 869	0	0,0%
036003022-Projet Régional d'Intégration des Marchés Agricoles (PRIMA)	MAEP	3 629 326 034	2 385 501 051	65,7%
045001008 - Appui au fonctionnement du Comité National de lutte contre le VIH/SIDA, la Tuberculose, la Paludisme, les Hépatites, les Infections Sexuellement Transmissibles et les Epidémies	MS	1 800 000 000	0	0,0%
045002010 - Prise en compte du genre et des questions Environnementales dans le secteur de la santé	MS	52 909 000	13 227 250	25,0%
045005007-Renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles dans le domaine de la formation continue et de la recherche en santé	MS	74 950 000	18 737 500	25,0%
045005008-Promotion et valorisation de la recherche en santé	MS	20 000 000	5 000 000	25,0%
045005009 -Promotion de la formation continue	MS	20 000 000	0	0,0%
046003001-Prévention et lutte contre le Paludisme	MS	2 851 000 000	0	0,0%
046003003-Prise en charge de la Tuberculose	MS	534 000 000	0	0,0%
046003004-Prévention et Lutte contre la Lèpre et l'Ulcère de Buruli	MS	140 000 000	0	0,0%
046003009-Prévention, Lutte contre les maladies transmissibles et maladies tropicales négligées	MS	150 000 000	0	0,0%
046003012-Promotion des soins palliatifs	MS	250 000 000	0	0,0%
046003013-Prévention et prise en charge des IST et du VIH SIDA	MS	2 830 000 000	0	0,0%
046003019-Prise en charge de la tuberculose Centre National Universitaire Pneumo-Phthisiologie de Cotonou	MS	170 000 000	0	0,0%
046003020-Prise en charge de la tuberculose_Centre National Universitaire Pneumo-Phthisiologie d'Akron	MS	57 000 000	0	0,0%
046003021-Prévention et lutte contre la lèpre et l'Ulcère de Buruli - CDTUB ALLADA	MS	99 200 090	0	0,0%
046004002-Promotion de l'hygiène et de l'assainissement de base	MS	66 500 000	0	0,0%
046004003 - Gestion des épidémies et surveillance sanitaire	MS	1 071 014 000	0	0,0%
046004004-Santé de la mère et de l'enfant et soins infirmiers et obstétricaux	MS	680 000 000	0	0,0%
046004005 - Appui aux activités de santé de la reproduction	MS	700 000 000	0	0,0%
046004006-Vaccination et logistique vaccinale	MS	4 700 000 000	0	0,0%
046004008-Gestion de la santé scolaire et universitaire	MS	28 500 000	0	0,0%
046004010 - FADeC-Santé communautaire	MS	3 541 570 848	0	0,0%
046004012-Appui à la prise en charge médicale des victimes de violences basées sur le genre	MS	213 750 000	0	0,0%
046004013 - Appui au financement du SAMU	MS	334 286 439	0	0,0%
047001003 - Suivi des établissements privés de soins	MS	9 270 000	2 317 500	25,0%
047001012-Construction et équipement d'un Centre Hospitalier Universitaire et d'une unité de radiothérapie	MS	600 000 000	0	0,0%
047001014-Promotion de la médecine hospitalière	MS	54 377 000	13 594 250	25,0%
047001015 - Appui au fonctionnement des centres hospitaliers	MS	199 203 000	13 750 000	6,9%
047002007-Amélioration de l'accessibilité sanitaire dans la Commune de Tchaourou	MS	2 941 338 642	0	0,0%

Activité budgétaire	Ministère	Prévision CP (en francs CFA)	Exécution à fin mars 2025	Taux d'exé
047002009-Construction et équipement de l'Hôpital de Zone de Savè-Ouessè	MS	1 259 000 000	0	0,0%
047002010 - Appui à la mise en place des infrastructures sanitaires dans les Communes (FADEC Investissement)	MS	1 300 000 000	0	0,0%
047002011 - Appui au fonctionnement des zones sanitaires (Subventions aux zones sanitaires et FADEC-Entretiens et Réparations des Infrastructures)	MS	600 000 000	0	0,0%
047003002-Protection sanitaire	MS	4 412 852 285	0	0,0%
047003004-Assistance aux hémodialysés	MS	2 200 000 000	277 169 135	12,6%
047003005-Missions médico-chirurgicales	MS	68 400 000	15 500 000	22,7%
047003007-Assistance aux personnes souffrant de troubles psychiques	MS	158 286 439	0	0,0%
047004003-Amélioration de la disponibilité des produits sanguins labiles (Transfusion sanguine)	MS	3 000 000 000	0	0,0%
047004007-Assurance qualité des produits de santé et de l'eau	MS	850 710 715	0	0,0%
054005002-Cellule genre et environnement	MESRS	20 000 000	0	0,0%
055001002-Renforcement des capacités des enseignants	MESRS	426 373 612	0	0,0%
055001005-Promotion de l'enseignement supérieur public et privé	MESRS	147 600 000	5 947 690	4,0%
055003004-Projet de construction et d'équipement des nouveaux centres universitaires	MESRS	1 514 222 000	121 712 541	8,0%
055003005-Programme spécial de couverture des besoins en Infrastructures et équipements des UNB	MESRS	2 000 000 000	0	0,0%
057001005-Projet de renforcement des infrastructures sociales	MESRS	250 000 000	0	0,0%
058005006-Promotion de l'alphabétisation et des langues nationales dans les départements	MESTFP	17 799 400	0	0,0%
059002038-Mise en oeuvre de la mesure d'exonération des élèves filles de l'ESG des frais de scolarité	MESTFP	7 338 047 000	3 821 624 000	52,1%
060002036-INCITATION A L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS	MESTFP	1 169 816 000	111 320 000	9,5%
061002016-Mise en oeuvre des activités du FAAPLN	MESTFP	185 540 000	0	0,0%
060003001-Mise en œuvre des activités de l'école des métiers du numérique	MESTFP	145 000 000	0	0,0%
063001023-Transfert des ressources aux Communes pour la construction et l'équipement de salles de classe: FADEC-INVESTISSEMENT	MEMP	3 784 000 000	0	0,0%
062002023-Gestion environnementale et du genre	MEMP	70 000 000	0	0,0%
062004026-Suivi de l'alimentation scolaire	MEMP	40 530 000	0	0,0%
063002021-Organisation scolaire et de la prévision de l'Enseignement Primaire	MEMP	49 000 000	0	0,0%
063002022-Gestion de la santé et du sport scolaire de l'Enseignement Primaire	MEMP	98 000 000	0	0,0%
063002023-Evaluation et promotion des langues nationales	MEMP	17 000 000	0	0,0%
063002024-Gestion des établissements privés et de la promotion de la préscolarisation	MEMP	35 000 000	0	0,0%
063002027- : Lutte contre le sida en milieu scolaire au niveau du MEMP	MEMP	33 000 000	0	0,0%
063002025-Subventions aux écoles pour leur fonctionnement	MEMP	6 395 650 000	0	0,0%
063003007-Transfert aux structures compétentes des ressources pour l'achat des vivres et autres dépenses au profit des écoles à cantines scolaires du MEMP	MEMP	29 046 395 000	0	0,0%
064003018-Commande et distribution des manuels, des cahiers d'activités et matériels didactiques dans les EPP et les EM	MEMP	3 380 464 000	0	0,0%
064003020-Introduction des langues nationales dans le système éducatif formel	MEMP	77 000 000	0	0,0%

Activité budgétaire	Ministère	Prévision CP (en francs CFA)	Exécution à fin mars 2025	Taux d'exé
033004002-Accueil et réinsertion familiale des enfants en situation difficile (C.A.T.E)	MASM	80 000 000	0	0,0%
032001008-Coordination du Programme Affaires Sociales de Lutte contre le VIH, la tuberculose, etc.	MASM	21 000 000	375 000	1,8%
032001009-Appui à la Promotion Sociale et Solidarité Nationale	MASM	132 247 000	0	0,0%
032006004-Prospective, Programmation et Suivi-Évaluation des Programmes Budgétaires (PPBS)	MASM	80 000 000	1 725 000	2,2%
032006005-Gestion durable de l'environnement et Genre	MASM	15 000 000	450 000	3,0%
033002001-Mise en œuvre du Programme de Modernisation des Espaces Publics de Protection Sociale et de Promotion du Genre	MASM	700 000 000	0	0,0%
033004003-Promotion sociale et protection des personnes en situation de handicap et personnes âgées (DPSIPHPA)	MASM	47 700 000	0	0,0%
033004004-Formation professionnelle des Personnes Handicapées (CFPPH)	MASM	91 000 000	1 875 000	2,1%
033004006-Intégration scolaire des personnes vivants avec le Handicap (CPSA)	MASM	101 000 000	0	0,0%
033004007-Assistance sociale aux couches vulnérables (CPS)	MASM	572 940 000	0	0,0%
033004012-Promotion de la femme et du genre (DPFG)	MASM	35 000 000	0	0,0%
033004014-Protection de la famille, de l'enfant et de l'adolescent (DFEA, APPUI A LA LAE)	MASM	76 550 000	0	0,0%
033004015-Production, gestion et exploitation de l'information relative à la famille, à la femme, à l'enfant, à la protection sociale et au genre	MASM	60 000 000	0	0,0%
033004017-Mise en œuvre du projet de renforcement des filets sociaux au Bénin	MASM	10 731 410 000	1 816 344 933	16,9%
033007003-Assurance pour le Renforcement du Capital Humain	MASM	6 765 657 999	3 380 640 225	50,0%
034001002-Inclusion financière et autonomisation de la femme (DIFAE)	MASM	35 000 000	592 500	1,7%
034001003-Promotion de la microfinance (DPM)	MASM	20 000 000	332 500	1,7%
034002001-Transfert de ressources pour les activités de microcrédit	MASM	733 720 000	0	0,0%
088001004-Adaptation des villes aux changements climatiques	MCVT	7 817 300 000	4 185 457 829	53,5%
114002005-Appui à la Cellule sectorielle du MCVT de lutte contre le paludisme, la tuberculose, les IST	MCVT	61 000 000	0	0,0%
088002014-Dotation des communes bénéficiaires du BRIC pour la mise en place des investissements résilients au changement climatique	MCVT	5 764 878 000	24 524 592 243	425,4%
088002015-Appui au renforcement des capacités des communes bénéficiaires du BRIC	MCVT	800 800 000	800 800 000	100,0%
088001012-Réhabilitation et aménagement des voiries des villes de Cotonou, Parakou, Porto Novo, Bohicon, Abomey, Abomey-Calavi, Ouidah, Sèmè-Podji et Lokossa: Asphaltage	MCVT	22 069 974 052	22 018 555 885	99,8%
114002004-Gestion des aspects genre et environnementaux dans les Interventions du MCVT	MCVT	53 500 000	0	0,0%
091001001-Développement de la pratique sportive à la base	MSPORTS	12 521 321 502	0	0,0%
091002002-Sport scolaire et universitaire	MSPORTS	1 425 055 000	356 263 750	25,0%
091003001-Sport pour tous	MSPORTS	520 310 000	6 798 000	1,3%
092001002-Organisation des activités de promotion de la jeunesse	MSPORTS	122 507 200	0	0,0%
092001001-Appui aux associations, mouvement et institutions de Jeunesse	MSPORTS	58 199 800	0	0,0%
099003003-Appui aux communes et aux initiatives	MSPORTS	304 000 000	0	0,0%
113002005-Production et gestion des informations statistiques du Ministère	MEEM	27 000 000	0	0,0%
098002004-Programme d'Actions pour l'Electrification des Localités Rurales au Bénin (PAELRB) : Electrification de 200 localités par raccordement au réseau conventionnel de la SBEE	MEEM	4 342 231 179	0	0,0%

Activité budgétaire	Ministère	Prévision CP (en francs CFA)	Exécution à fin mars 2025	Taux d'exé
098002006-Projet d'Électrification Rurale (PERU)	MEEM	4 082 198 869	2 707 598 728	66,3%
098002007-Projet d'Extension et de Densification Électrique des Réseaux (PEDER)	MEEM	7 729 209 494	0	0,0%
098002019-FORSUN : Volet distribution	MEEM	896 904 745	0	0,0%
098002020-Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Électricité (P2AE)	MEEM	22 499 904 654	0	0,0%
098002021-Modernisation du Système d'Information de la SBEE DEFISSOL Volet SI	MEEM	4 235 989 758	0	0,0%
098003001-Projet d'efficacité Énergétique et de Gestion Durable de la Biomasse Énergie (P2EGeDBE)	MEEM	1 989 352 900	0	0,0%
077001004-Développement Intégré et adaptation au changement climatique dans le Bassin du Niger (PIDACC-Bénin)	MEEM	4 192 617 000	0	0,0%
077002043-Renforcement des systèmes d'AEP de Bassila, Allada et environs	MEEM	246 252 650	0	0,0%
077002042-Travaux supplémentaires de densification et de renforcement du réseau de distribution d'eau potable des villes d'Abomey Bohicon Agbangnizou Djidja Zâ-Kpota et Zogbodomey (Remboursement SGB)	MEEM	3 294 852 390	0	0,0%
098002024-Projet de mise aux normes et d'amélioration de qualité de service	MEEM	1 042 197 067	0	0,0%
094002003-Promotion des talents et renforcement des capacités dans le secteur de la culture (Classes culturelles)	MTCA	1 350 000 000	0	0,0%
049001001-Appui à la formation des enfants de troupe	MDN	995 265 500	251 604 000	25,3%
048001001-Gouvernance et pilotage	MDN	23 500 000	750 000	3,2%
048001002-Réalisation des missions d'enquête et de vérification des structures du MDN	MDN	30 000 000	0	0,0%
048001004-Gestion des services sociaux	MDN	91 997 903	500 000	0,5%
048003002-Gestion des ressources humaines	MDN	42 899 764	500 000	1,2%
048003003-Gestion des ressources matérielles et services généraux de l'administration centrale	MDN	774 765 903	45 250 000	5,8%
048003010-Suivi-évaluation des projets et programmes	MDN	24 811 313	1 500 000	6,0%
048004002-Gestion des transmissions, de l'informatique et des archives	MDN	35 244 826	0	0,0%
048005001-Gestion des services de coopération militaire	MDN	10 000 000	0	0,0%
048005003-Gestion du Musée des Armées	MDN	35 000 000	0	0,0%
048005005-Coordination de la participation des armées au développement et aux tâches d'intérêt public	MDN	45 065 479	0	0,0%
049001002-Formation, stage et recyclages communs des personnels	MDN	803 461 500	62 500 000	7,8%
049002002-Protection de l'espace maritime national	MDN	1 524 650 500	200 914 000	13,2%
049002003-Protection de l'espace aérien national	MDN	5 585 721 500	750 000 000	13,4%
049002004-Défense du territoire national	MDN	23 760 000	0	0,0%
049002010-Lutte contre le terrorisme et maintien d'ordre	MDN	7 700 000	0	0,0%
049004004-Coordination des Forces	MDN	2 876 723 000	180 000 000	6,3%
049004005-Organisation des manœuvres	MDN	32 000 000	0	0,0%
049001003-Participation aux compétitions sportives	MDN	14 000 000	0	0,0%
049006001-Appuis aux structures sanitaires	MDN	231 383 600	0	0,0%

Activité budgétaire	Ministère	Prévision CP (en francs CFA)	Exécution à fin mars 2025	Taux d'exé
049006002-Fourniture de soins de santé	MDN	184 500 500	0	0,0%
043001018-Renforcement des contrôles sur le travail des enfants	MTFP	79 500 000	0	0,0%
042002005-Genre et environnement	MTFP	23 000 000	1 625 000	7,1%
043003001-Promotion de la sécurité et de la santé au travail	MTFP	78 200 000	0	0,0%
043003002-Promotion de la sécurité sociale	MTFP	16 000 000	0	0,0%
109001001-Projet Accès des Citoyens aux Médias de Qualité	MND	325 000 000	0	0,0%
109003001-Projet de Modernisation des Médias de Services Publics	MND	928 000 000	0	0,0%
051006001-Renforcement de la Coordination des actions de promotion de l'emploi	MPMEPE	189 100 000	0	0,0%
050003009-Promotion du genre dans les domaines d'intervention du ministère	MPMEPE	43 000 000	0	0,0%
050002005-Amélioration de la gestion des ressources humaines	MPMEPE	129 000 000	0	0,0%
053004004-Mise en œuvre du projet de promotion du sel local xwlaïé (ProSel)	MPMEPE	394 000 000	393 327 650	99,8%
015002084-Elaboration et mise en œuvre du plan thématique genre et environnement du secteur	MDC	17 935 233	0	0,0%
015003053-Acquisition et mise en place des infrastructures IT au profit des structures du MDC	MDC	116 726 372	0	0,0%
015005057-Appui-conseils aux communes	MDC	85 786 800	0	0,0%
041002003-Assistance conseil aux communes	MDGL	236 985 410	0	0,0%
Total		278 165 043 435	69 019 503 161	24,8%

X

**ANNEXE N°6 : EXECUTION DES DEPENSES RELATIVES AU CHANGEMENT
CLIMATIQUE AU 31 MARS 2025**



Exécution des dépenses relatives aux changements climatiques au 31 mars 2025
(en FCFA)

N°	Projet	Ministère	Prévisions 2025			Exécution			Taux d'exé
			Adaptation	Atténuation	Total	Adaptation	Atténuation	Total	
1	Projet de cohésion Sociale des Régions Nord du Tchad de (UNICEF)	PR	13 747 031 716	0	13 747 031 716	5 538 275 432	0	5 538 275 432	40,3%
2	Construction et équipement des infrastructures de secours	MENP	2 200 000 000	0	2 200 000 000	0	0	0	0,0%
3	Gestion intégrée des espaces frontaliers	MENP	2 000 000 000	0	2 000 000 000	0	0	0	0,0%
4	Projet de mise en place d'un Système Moderne d'Alimentation sur les Statistiques Agricoles et Nutritionnelles (SyMISANS)	MAEP	863 920 355	0	863 920 355	0	0	0	0,0%
5	Projet d'Appui au Développement du Maraichage (PAIMAR)	MAEP	1 748 905 591	0	1 748 905 591	2 714 244 548	0	2 714 244 548	72,4%
6	Mise en œuvre des Programmes Nationaux de Développement des Filières à Hautes Valeurs Ajoutées (Arachide, Ananas, Produits Maraichiers) (PNR-4VA)	MAEP	2 000 000 000	0	2 000 000 000	0	0	0	0,0%
7	Mise en œuvre des Programmes Nationaux de Développement des Filières Conventuelles (Riz, Maïs, Manioc) (PNR-3C)	MAEP	1 500 000 000	0	1 500 000 000	0	0	0	0,0%
8	Programme National de Développement de la Mécanisation Agricole (PNMMA)	MAEP	1 237 469 443	0	1 237 469 443	0	0	0	0,0%
9	Projet d'Appui au Développement Agricole et à l'Accès au Marché (PAIDAM)	MAEP	6 940 101 316	0	6 940 101 316	1 516 063 865	0	1 516 063 865	21,8%
10	Programme National de Développement de la Filière Palmier à Huile (PNDF-PH)	MAEP	1 300 000 000	0	1 300 000 000	0	0	0	0,0%
11	Projet d'appui à la Transition Agrotechnologique dans les Zones Côtières du Bénin phase 2 (TAZCO 2)	MAEP	0	2 000 000 001	2 000 000 001	0	60 524 182	60 524 182	3,0%
12	Programme National de Développement des Plantations et des grandes Cultures (PNPDC)	MAEP	0	2 500 000 000	2 500 000 000	0	0	0	0,0%
13	Projet d'Appui au développement des Investissements Agricoles Productifs (PAIAP)	MAEP	6 452 652 350	0	6 452 652 350	0	0	0	0,0%
14	Projet d'Agence pour le Renforcement de la Résilience des Acteurs du Secteur Agricole - PR/REDACTA	MAEP	3 370 000 000	0	3 370 000 000	0	0	0	0,0%
15	Mise en œuvre du programme de développement de l'irrigation	MAEP	1 223 851 687	0	1 223 851 687	0	0	0	0,0%
16	Projet de développement de la chaîne de valeur riz au Bénin (PDCV riz)	MAEP	1 021 999 920	0	1 021 999 920	0	0	0	0,0%
17	Programme National de Développement de la Filière Arboriculture Fruitière	MAEP	900 000 000	0	900 000 000	0	0	0	0,0%
18	Programme National de Développement de la Filière Karité	MAEP	700 000 000	0	700 000 000	0	0	0	0,0%
19	Projet de Développement des Infrastructures Agricoles et de Développement dans le Bassin et Moyenne Vallée de l'Ogooué - PDAAD-BMVO	MAEP	3 655 717 399	0	3 655 717 399	540 159 230	0	540 159 230	14,8%
20	Projet d'Aménagement Hydro-Agricole et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans la Basse Vallée du Fleuve Mouso - PAJAC-BVM	MAEP	1 500 000 000	0	1 500 000 000	0	0	0	0,0%
21	PAJEC	MAEP	1 800 000 000	0	1 800 000 000	0	0	0	0,0%
22	Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale (PACER)	MAEP	1 179 354 780	0	1 179 354 780	242 042 967	0	242 042 967	20,5%
23	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES PROTEINIQUE (PADEP)	MAEP	551 561 227	0	551 561 227	0	0	0	0,0%
24	Projet d'Appui à la Compétitivité des Filières et à la Diversification des Exportations (PACEDRE)	MAEP	10 500 000 000	0	10 500 000 000	3 557 661 116	0	3 557 661 116	33,9%
25	Projet Régional d'Intégration des Marchés Agricoles (PRIMA)	MAEP	3 629 326 034	0	3 629 326 034	2 385 501 051	0	2 385 501 051	65,7%
26	Projet de Développement des Services Agricoles (PRSA)	MAEP	1 705 667 216	0	1 705 667 216	10 137 270	0	10 137 270	0,6%
27	PNDF Lait, viande et œufs de table	MAEP	3 300 000 000	0	3 300 000 000	0	0	0	0,0%
28	Projet de Modernisation des Trappeurs de Ruminants au Bénin (ProSeR)	MAEP	4 929 417 512	0	4 929 417 512	32 195 642	0	32 195 642	0,7%
29	Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Élevage (PROSELEV-PEL)	MAEP	5 661 129 308	0	5 661 129 308	40 220 707	0	40 220 707	0,7%
30	PNDF Aquaculture	MAEP	3 210 000 000	0	3 210 000 000	0	0	0	0,0%
31	Projet de promotion de l'aquaculture durable et de compétitivité des chaînes de valeur de la pêche (PRONAC)	MAEP	3 586 868 036	0	3 586 868 036	0	0	0	0,0%
32	Promotion et développement de la e-santé	MS	300 000 000	0	300 000 000	0	0	0	0,0%
33	Prévention et lutte contre le Paludisme	MS	2 566 000 000	0	2 566 000 000	0	0	0	0,0%
34	Prise en charge de la Tuberculose	MS	534 000 000	0	534 000 000	0	0	0	0,0%
35	Prévention et lutte contre les Maladies Non Transmissibles	MS	150 000 000	0	150 000 000	0	0	0	0,0%
36	Promotion des soins palliatifs	MS	250 000 000	0	250 000 000	0	0	0	0,0%
37	Appui aux activités de santé de la reproduction	MS	700 000 000	0	700 000 000	0	0	0	0,0%
38	Promotion de l'hygiène et l'assainissement	MS	100 000 000	0	100 000 000	0	0	0	0,0%
39	Construction et équipement de l'Hôpital de Zone de Savé 4 étages	MS	1 259 000 000	0	1 259 000 000	0	0	0	0,0%
40	Appui à la mise en place des infrastructures sanitaires dans les Communes (FAJEC) Investissement	MS	1 300 000 000	0	1 300 000 000	0	0	0	0,0%
41	Mise en œuvre du projet de renforcement des filières sociales au Bénin	MASM	10 731 410 000	0	10 731 410 000	1 816 344 933	0	1 816 344 933	16,9%
42	Assurance pour le Renforcement du Capital Humain	MASM	6 765 657 999	0	6 765 657 999	3 380 640 225	0	3 380 640 225	50,0%
43	Projet de renforcement de la Capacité des FAH	MORS	21 737 228 213	0	21 737 228 213	194 404 422	0	194 404 422	0,9%
44	Aménagement de stations balnéaires	MICA	56 449 965 991	0	56 449 965 991	5 505 668 984	0	5 505 668 984	9,8%
45	Modernisation des bibliothèques et centres de lecture publics	MICA	150 000 000	0	150 000 000	0	0	0	0,0%
46	Planification urbaine	MU VI	0	130 000 000	130 000 000	0	11 593 500	11 593 500	8,9%
47	Adaptation des villes aux changements climatiques	MU VI	7 817 300 000	0	7 817 300 000	4 185 457 829	0	4 185 457 829	53,5%
48	Travaux de voirie et d'aménagement urbain	MU VI	400 000 000	0	400 000 000	0	0	0	0,0%
49	Réhabilitation et d'aménagement des voiries des villes de Cotonou, Parakou, Porto-Novo, Bèlénou, Abomey, Abomey-Calavi, Ouidah, Sèmè-Podji et Lokossa - Asphalting	MU VI	22 069 974 052	0	22 069 974 052	22 018 555 885	0	22 018 555 885	99,8%
50	Mise en œuvre du projet d'Assainissement Pluvial de Cotonou	MU VI	0	999 000 000	999 000 000	0	8 058 265 232	8 058 265 232	1345,3%
51	Aménagement de la voirie dans le centre-ville de Ouidah	MU VI	5 621 685 371	0	5 621 685 371	5 621 685 371	0	5 621 685 371	100,0%
52	Modernisation de la gestion des buses de vidange et eaux usées dans les grandes villes du Bénin	MU VI	0	445 000 000	445 000 000	0	10 083 778	10 083 778	2,3%
53	Amélioration de la mobilité urbaine dans le Grand Nkoine	MU VI	500 000 000	0	500 000 000	0	0	0	0,0%

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

N°	Projet	Ministère	Prévisions 2025			Exécution			Taux d'exé
			Adaptation	Atténuation	Total	Adaptation	Atténuation	Total	
54	Assainissement pluvial par l'Etat des communes bénéficiaires du BRIC	MCVT	0	334 508 288	334 508 288	0	334 508 288	334 508 288	100,0%
55	Appui aux structures publiques intervenant dans la mise en œuvre du programme BRIC	MCVT	1 921 438 000	0	1 921 438 000	1 921 438 000	0	1 921 438 000	100,0%
56	Appui à la décentralisation	MCVT	1 887 485 000	0	1 887 485 000	26 065 000	0	26 065 000	1,4%
57	Mise en œuvre de l'Assainissement pluvial des villes secondaires	MCVT	5 478 257 999	0	5 478 257 999	0	0	0	0,0%
58	Développement de l'infrastructure géographique de base et du cadastre	MCVT	1 300 000 000	0	1 300 000 000	0	0	0	0,0%
59	Dotations des communes bénéficiaires du BRIC pour la mise en place des investissements résilients au changement climatique	MCVT	5 764 878 000	0	5 764 878 000	24 524 592 243	0	24 524 592 243	425,4%
60	Appui au renforcement des capacités des communes bénéficiaires du BRIC	MCVT	800 800 000	0	800 800 000	800 800 000	0	800 800 000	100,0%
61	Aménagement des voies de desserte des zones communales	MCVT	1 800 000 000	0	1 800 000 000	0	0	0	0,0%
62	Programme Spécial d'Accélération du Développement de la Commune de Bané (ProSAID Bané)	MCVT	8 134 089 115	0	8 134 089 115	8 134 089 115	0	8 134 089 115	100,0%
63	Projet de construction et de restauration de la route des pêches et de la route des esclaves Cotonou/Dauah	MCVT	21 839 617 597	0	21 839 617 597	0	0	0	0,0%
64	Projet de transport urbain à Parakou	MCVT	0	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0,0%
65	Développement de Programme Immatériel d'habitat Social et l'économique (20 000 logements)	MCVT	17 902 000 000	0	17 902 000 000	6 298 743 489	0	6 298 743 489	35,2%
66	Construction de résidences et de logements militaires	MCVT	1 153 718 085	0	1 153 718 085	11 500 000	0	11 500 000	1,0%
67	Construction de la Plateforme agro-alimentaire du Grand Nkout (marché de gros)	MCVT	9 043 000 000	0	9 043 000 000	7 335 082 248	0	7 335 082 248	81,1%
68	Construction de 35 marchés urbains et régionaux	MCVT	600 000 000	0	600 000 000	600 000 000	0	600 000 000	100,0%
69	Construction de cités (ministérielle, technique, départementale, financière, de sécurité et de défense etc)	MCVT	22 038 045 817	0	22 038 045 817	13 417 457 852	0	13 417 457 852	60,9%
70	Construction d'un MAJ.L. -Jaiene-Pacine et d'un pôle commercial au stade (HMK)	MCVT	5 199 065 526	0	5 199 065 526	0	0	0	0,0%
71	Construction d'un Quartier Culturel et Créatif en République du Bénin	MCVT	500 000 000	0	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	100,0%
72	Appui à la gestion durable de l'environnement	MCVT	917 322 321	0	917 322 321	99 160 619	0	99 160 619	10,8%
73	Modernisation de la gestion des déchets solides ménagers	MCVT	0	10 539 505 701	10 539 505 701	0	10 539 505 701	10 539 505 701	100,0%
74	Mise en œuvre de l'adaptation basée sur les écosystèmes	MCVT	419 308 000	0	419 308 000	0	0	0	0,0%
75	Restauration et amélioration de la valeur des terres et des écosystèmes forestiers dégradés pour une meilleure résilience climatique au Bénin	MCVT	0	1 025 500 000	1 025 500 000	0	0	0	0,0%
76	Adaptation aux changements climatiques au plan local	MCVT	750 000 000	0	750 000 000	62 500 000	0	62 500 000	8,3%
77	Protection du littoral contre l'érosion côtière	MCVT	11 577 081 689	0	11 577 081 689	27 000 000	0	27 000 000	0,2%
78	Investissement pour la résilience des Zones Côtières en Afrique de l'Ouest	MCVT	3 519 463 714	0	3 519 463 714	892 216 175	0	892 216 175	25,4%
79	Rehabilitation du lac Ahémé et ses chenaux	MCVT	0	6 106 903 793	6 106 903 793	0	0	0	0,0%
80	Aménagement et Rehabilitation du lac Nkout et de la lagune de Porto-Novo	MCVT	0	884 817 515	884 817 515	0	0	0	0,0%
81	Gestion durable des forêts classées	MCVT	0	4 500 000 000	4 500 000 000	0	5 187 127 575	5 187 127 575	115,3%
82	Conservation de la biodiversité et gestion durable des espaces forestiers et des terres (PNCRD/REDD)	MCVT	0	2 300 000 000	2 300 000 000	0	0	0	0,0%
83	Conservation et utilisation durable des écosystèmes de mangrove dans le sud du Bénin	MCVT	0	850 000 000	850 000 000	0	0	0	0,0%
84	Rehabilitation et Renforcement de la RNIE 2. Tronçon Bèrroubouay-Kandi-Malanville (177,20 Km)	MCVT	5 686 000 000	0	5 686 000 000	1 251 859 865	0	1 251 859 865	22,0%
85	Travaux d'aménagement et de bitumage de la route BETEROU-TUTIAJOUROU (55 KM)	MCVT	8 580 000 000	0	8 580 000 000	0	0	0	0,0%
86	Aménagement et Bitumage de la route Djougou-Pahoué-Kérou-Bandakou	MCVT	15 901 438 000	0	15 901 438 000	5 710 180 058	0	5 710 180 058	35,9%
87	Route des Pêches phase 2. Tronçon Adoukou-Porte du non retour-Bouche du roi (35,80 Km) et ses bretelles	MCVT	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0	0	0	0,0%
88	Travaux d'aménagement et d'entretien des routes et ponts ruraux dans le cadre de la campagne agricole	MCVT	9 591 602 029	0	9 591 602 029	0	0	0	0,0%
89	Développement des infrastructures socio-économiques et de sécurité alimentaire (PRSSA)	MEEM	500 000 000	0	500 000 000	245 708 750	0	245 708 750	49,1%
90	Développement intégré et adaptation au changement climatique dans le Bassin du Niger (MIDACC Bénin)	MEEM	0	4 192 617 000	4 192 617 000	0	0	0	0,0%
91	Développement des Infrastructures Hydrauliques Multifonctions et gestion Durable des Ressources en Eau (PDHIM-4/081) Phase 2	MEEM	1 286 126 722	0	1 286 126 722	0	0	0	0,0%
92	Renforcement du système d'AEP des villes de Savé, Dassa-Zouma, Glazoué et environs	MEEM	1 932 231 247	0	1 932 231 247	0	0	0	0,0%
93	Renforcement du système d'AEP des villes de Bouakoumbé, Cové et Zangnanando	MEEM	4 874 000 000	0	4 874 000 000	0	0	0	0,0%
94	Renforcement du système d'AEP des villes d'Abomey, Boboou, Djidja, Agbanryzoum, Zikpoto, Zangbodomey (Remboursement BGFI)	MEEM	5 184 113 786	0	5 184 113 786	0	0	0	0,0%
95	Renforcement du système d'AEP des villes d'Abomey-Calavi et environs Phase I (Remboursement ECOBANK)	MEEM	5 066 346 878	0	5 066 346 878	0	0	0	0,0%
96	Renforcement du Système d'Alimentation en Eau Potable de la ville d'Abomey-Calavi et ses environs, Phase II (Péturban II)	MEEM	3 300 989 213	0	3 300 989 213	0	0	0	0,0%
97	Renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Parakou et environs, Phase 2 (PRSAEP Parakou phase 2)	MEEM	740 000 000	0	740 000 000	0	0	0	0,0%
98	Renforcement du système d'alimentation en eau potable dans les départements du Couffo et du Plateau	MEEM	2 831 428 890	0	2 831 428 890	0	0	0	0,0%
99	Alimentation en eau potable des villes de Savalou, Bassila, Hénati, Oussé et environs à partir des eaux de surface (PAPFVII JES SBBG)	MEEM	5 864 586 471	0	5 864 586 471	0	0	0	0,0%
100	Renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable des villes de Namikou, Bembéréké, Nkoko et leurs environs (PRSSAEP VILLES BBN)	MEEM	1 982 205 899	0	1 982 205 899	0	0	0	0,0%
101	Projet d'alimentation en eau potable des infrastructures touristiques de la ville de Dauah	MEEM	6 435 560 866	0	6 435 560 866	0	0	0	0,0%
102	Renforcement systèmes d'AEP des villes de Lokossa, Athémé, Houtyoghé, Ilopa, Comé, Grand-Popo, Kloukassouy, Tovoklin, Lalo et leurs environs (PRSAEP Villes Mono-Couffo)	MEEM	500 000 000	0	500 000 000	0	0	0	0,0%
103	Renforcement système d'alimentation en eau potable de la ville d'Abomey-Calavi et ses environs, Phase III	MEEM	928 935 442	0	928 935 442	0	0	0	0,0%
104	Mesures d'urgence pour le renforcement en eau potable de la zone de Alapika (Cotonou) et Agblangandou (Séré-Kpedji) à partir des champs de captage de Porto-Novo	MEEM	208 000 000	0	208 000 000	0	0	0	0,0%
105	Programme AQUA-VIE	MEEM	3 626 275 035	0	3 626 275 035	0	0	0	0,0%

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

N°	Projet	Ministère	Prévisions 2025			Exécution			Taux d'ex
			Adaptation	Atténuation	Total	Adaptation	Atténuation	Total	
106	Construction et réhabilitation de 44 ALV - Tranche 3 du programme d'urgence du Plan Directeur d'Approvisionnement en Eau Potable	MEEM	7 046 493 413	0	7 046 493 413	258 163 680	0	258 163 680	3,7%
107	Construction de 95 Systèmes d'Approvisionnement en Eau Potable multi-Village (PASAEF 95)	MEEM	18 628 060 233	0	18 628 060 233	0	0	0	0,0%
108	Réhabilitation des adductions d'eau villageoises existantes, renforcement et densification des réseaux de distribution	MEEM	3 000 000 000	0	3 000 000 000	1 951 472 075	0	1 951 472 075	65,0%
109	Projet "Équité" de renforcement des systèmes existants et de construction de 77 nouveaux systèmes dans les zones critiques (PRSECSN/C 77)	MEEM	3 333 333 333	0	3 333 333 333	0	0	0	0,0%
110	Construction d'une Centrale Thermique à Turbine à Gaz de 140 MW en Cycle Combiné sur le site de la ZEN à Olo-Dyghé	MEEM	0	1 330 684 000	1 330 684 000	0	0	0	0,0%
111	Projet d'extension de la Centrale Solaire DEFISSOL_FORSUN Volet Solaire	MEEM	0	9 157 132 544	9 157 132 544	0	0	0	0,0%
112	Projet de construction d'une Centrale Solaire de 25MWc en extension à DEFISSOL_Projet ITC	MEEM	0	5 400 000 000	5 400 000 000	0	0	0	0,0%
113	Projet de construction d'une centrale solaire photovoltaïque de capacité 25 MWc à Kandé	MEEM	0	5 000 000 000	5 000 000 000	0	0	0	0,0%
114	Programme d'Actions pour l'Électrification des Localités Rurales au Bénin (PAELRB) - Électrification de 200 localités par raccordement au réseau conventionnel de la SBEF	MEEM	0	4 343 231 179	4 343 231 179	0	0	0	0,0%
115	Projet d'Électrification Rurale (PERU)	MEEM	0	4 082 198 869	4 082 198 869	0	2 707 598 728	2 707 598 728	66,3%
116	Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Électricité (P2AE)	MEEM	22 499 904 654	0	22 499 904 654	0	0	0	0,0%
117	Modernisation du Système d'Information de la SBEF DEFISSOL Volet SI	MEEM	4 235 989 758	0	4 235 989 758	0	0	0	0,0%
118	Projet de Modernisation et d'Extension des Réseaux de la SBEF dans les grands centres urbains (ProMUR)	MEEM	0	6 150 378 212	6 150 378 212	0	94 100 000	94 100 000	1,5%
119	Projet d'Accès Durable et Sécurisé du Bénin à l'Énergie Électrique (PADSBEF 2019-2025) VINI	MEEM	0	1 030 000 000	1 030 000 000	0	9 287 328 614	9 287 328 614	901,7%
120	Projet de Restructuration et d'Extension du Système de Répartition et Distribution de la SBEF PRESRED	MEEM	7 774 799 202	0	7 774 799 202	373 265 874	0	373 265 874	4,8%
121	PROJET DE RENFORCEMENT DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE DANS LE BASSIN COTONNIER DU NORD	MEEM	5 359 828 000	0	5 359 828 000	0	0	0	0,0%
122	Projet d'efficacité Énergétique et de Gestion Durable de la Biomasse Énergie (P2EGdME)	MEEM	0	1 989 352 900	1 989 352 900	0	0	0	0,0%
123	Électrification par système solaire photovoltaïque de 750 infrastructures socio-communales	MEEM	0	5 481 425 000	5 481 425 000	0	0	0	0,0%
124	PROJET DE VALORISATION DE L'ÉNERGIE SOLAIRE (PROVES)	MEEM	0	5 284 197 158	5 284 197 158	0	5 234 174 412	5 234 174 412	99,4%
125	Prévention et Gestion des catastrophes	MEF	5 000 000 000	0	5 000 000 000	0	0	0	0,0%
TOTAL BUDGET CLIMAT			521 257 087 450	87 575 452 160	608 832 539 610	133 740 774 520	41 545 010 009	175 285 784 530	28,8%

**ANNEXE N°7 : EXECUTION DES DEPENSES RELATIVES A L'ENTRETIEN ET A
LA MAINTENANCE DES INVESTISSEMENTS PUBLICS AU 31 MARS 2025**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET
****...

**Exécution des dépenses relatives à l'entretien et à la maintenance des investissements au 31 mars 2025
(en FCFA)**

N°	Projets	Ministère	Prévisions 2025 en FCFA	Exécution au 31 mars	Taux d'exécution (en %)
1	Programme de Réhabilitation et d'Équipements des Infrastructures au niveau Central et des Préfectures	MDGL	114 200 000	0	0,0%
2	Projet de construction/réhabilitation de 5 CIU, de 4 CHD et de 14 IIZ	MS	14 038 661 358	0	0,0%
3	Réhabilitation et d'aménagement des voiries des villes de Cotonou, Parakou, Porto-Novo, Bohicon, Abomey, Abomey-Calavi, Ouidah, Sémé-Podji et Lokossa : Asphaltage	MCVT	22 069 974 052	22 018 555 885	99,8%
4	Construction/Réhabilitation de bâtiments administratifs et infrastructures socio- communautaires	MCVT	5 680 289 915	1 334 006 992	23,5%
5	Réhabilitation des palais royaux	MCVT	872 000 000	0	0,0%
6	Réhabilitation et Renforcement de la RNIE 2: Tronçon Bérubouay-Kandi-Malanville (177,20 Km)	MCVT	5 686 000 000	1 251 859 865	22,0%
7	Travaux d'entretien périodique de certains axes dans les départements de l'Atlantique, du Zou, des Collines et de la Donga, Lot 1	MCVT	879 509 000	0	0,0%
8	Entretien courant mécanisé sur les routes revêtues	MCVT	500 000 000	0	0,0%
9	Travaux d'aménagement et d'entretien des routes et pistes rurales dans le cadre de la campagne agricole	MCVT	9 591 602 029	0	0,0%
10	Construction et réhabilitation de 44 AIEV - Tranche 3 du programme d'urgence du Plan Directeur d'Approvisionnement en Eau Potable	MEEM	7 046 493 413	258 163 680	3,7%
11	Réhabilitation des adductions d'eau villageoises existantes, renforcement et densification des réseaux de distribution	MEEM	3 000 000 000	1 951 472 075	65,0%
Total			69 478 729 767	26 814 058 497	38,6%